

L'ART DE PRENDRE SANS ENTREPRENDRE

L'injustice de la pauvreté
face aux richesses imméritées
issues du colonialisme



OXFAM

Table des matières

Remerciements	6
Acronymes	6
Résumé : un monde à deux vitesses	7
L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur...	8
... pendant que la classe moyenne peine à joindre les deux bouts	8
La plupart des milliardaires ont acquis leur fortune, mais ne l'ont pas gagnée	9
Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : l'essor d'une nouvelle aristocratie	10
Accaparement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes	10
Les milliardaires et leurs monopoles	10
Le colonialisme des milliardaires	11
Le colonialisme historique et la classe dirigeante	11
Le fruit de l'arbre empoisonné : les conséquences du colonialisme historique sur les inégalités d'aujourd'hui	13
Un monde profondément inégalitaire	13
Enracinement du racisme, de la haine et de la division	14
Colonialisme et inégalités de genre	14
Les moteurs économiques de l'extraction	14
Les institutions internationales : la Banque mondiale, le FMI et le Conseil de sécurité de l'ONU	14
Banques, taxes et système financier mondial	15
Les multinationales et le colonialisme moderne	16
Décoloniser notre économie et détrôner les ultra-riches	17
Chapitre 1 : Héritage colonial – Une pauvreté injuste et une richesse non méritée	19
L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur	20
Éradiquer la pauvreté pourrait prendre un siècle	20
Les inégalités augmentent partout	20
Un héritage colonial : un fossé abyssal entre le monde riche et le reste de l'humanité	22
Un monde radicalement plus juste comme seul horizon souhaitable	23
Bien loin de toute notion de mérite	25
Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : les super-héritiers se portent bien	25
Accaparement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes	25
Les milliardaires et leurs monopoles	25
Milliardaires des colonies : le reflet des divisions coloniales	26
Chapitre 2 : La fortune des ultra-riches et son passé colonial	30
Des relations coloniales inégales et le monopole de l'industrie extractive	31
Les richesses extraites des colonies ont profité aux familles européennes fortunées, tandis le reste de la population vivait dans la pauvreté	32
Anciennes et nouvelles formes d'esclavage	33
Génocide, États colonisateurs et inégalités	35
Les nombreuses luttes menées par les peuples colonisés	36
La collaboration des élites et l'héritage des inégalités	36

Chapitre 3 : Le fruit de l'arbre empoisonné : l'impact persistant du colonialisme	37
Les fantômes du colonialisme : racisme, sexisme et division	39
Un héritage toxique d'inégalités au XXI^e siècle	41
Des vies sous le signe des inégalités	41
Des inégalités dans l'éducation	41
Des violations persistantes des droits des travailleurs et des travailleuses	42
Un accès inégal aux terres et aux autres ressources naturelles	43
Régimes fonciers	43
Un héritage de dommages environnementaux et de dérèglement climatique	45
Chapitre 4 : Les piliers de l'extraction coloniale	46
L'empreinte coloniale des institutions nationales	47
Des frontières coloniales artificielles	47
Des institutions et systèmes de gouvernance nationale hérités du passé dans les pays du Sud	47
Un pouvoir inégal au sein des institutions qui régissent notre monde	50
Une voix et une capacité d'action inégales	50
Une capacité et une portée inégales en matière d'engagement	50
Un colonialisme persistant dans le domaine du savoir	51
Un système économique reposant sur les industries extractives	51
Des régimes fiscaux inégaux	51
Une dynamique de changement	52
Des régimes commerciaux et des régimes d'investissement internationaux défavorables aux pays du Sud	52
Les pays du Nord contrôlent le secteur financier, qui dicte de plus en plus ses lois	52
Dette et puissance financière	53
La financiarisation croissante favorise la privatisation et les inégalités	54
Grandes entreprises et logique d'exploitation	54
L'influence des grandes entreprises sur les politiques et la gouvernance	55
Un colonialisme numérique	55
Les moteurs de l'extraction : ou comment la richesse est acheminée des travailleurs et travailleuses des pays du Sud vers les riches des pays du Nord.	56
Une nouvelle page peut s'écrire	58
Chapitre 5 : Agir ensemble pour détrôner l'aristocratie des ultra-riches et décoloniser notre économie	59
1. Nous devons réduire radicalement les inégalités tout en mettant fin à la nouvelle aristocratie	60
2. Changer radicalement la gouvernance mondiale pour promouvoir la souveraineté des populations des pays du Sud	61
3. Mettre fin au racisme, présenter des excuses et réparer les dommages causés par le colonialisme	
Mettre un terme à toute forme de colonialisme direct	64
Un avenir plus égalitaire est possible	66
Notes	67

« On nous dit souvent que le colonialisme est mort. Ne nous laissons pas illusionner, ou même endormir, par cette formule trompeuse. Je vous assure que le colonialisme est bien vivant. Comment peut-on affirmer le contraire tant que de vastes régions d'Asie et d'Afrique ne sont pas libres ? Et je vous prie de ne pas penser seulement au colonialisme de forme classique tel que nous l'avons connu en Indonésie et dans différentes parties de l'Asie et de l'Afrique. Le colonialisme moderne se présente aussi sous la forme du contrôle économique, du contrôle intellectuel et du contrôle physique, exercés par une communauté étrangère à l'intérieur de la nation. C'est un ennemi habile et décidé qui se manifeste sous divers déguisements ; il ne lâche pas facilement son butin. N'importe où, n'importe quand, et quelle que soit la forme sous laquelle il apparaisse, le colonialisme est un mal qu'il faut éliminer de la surface du monde. »

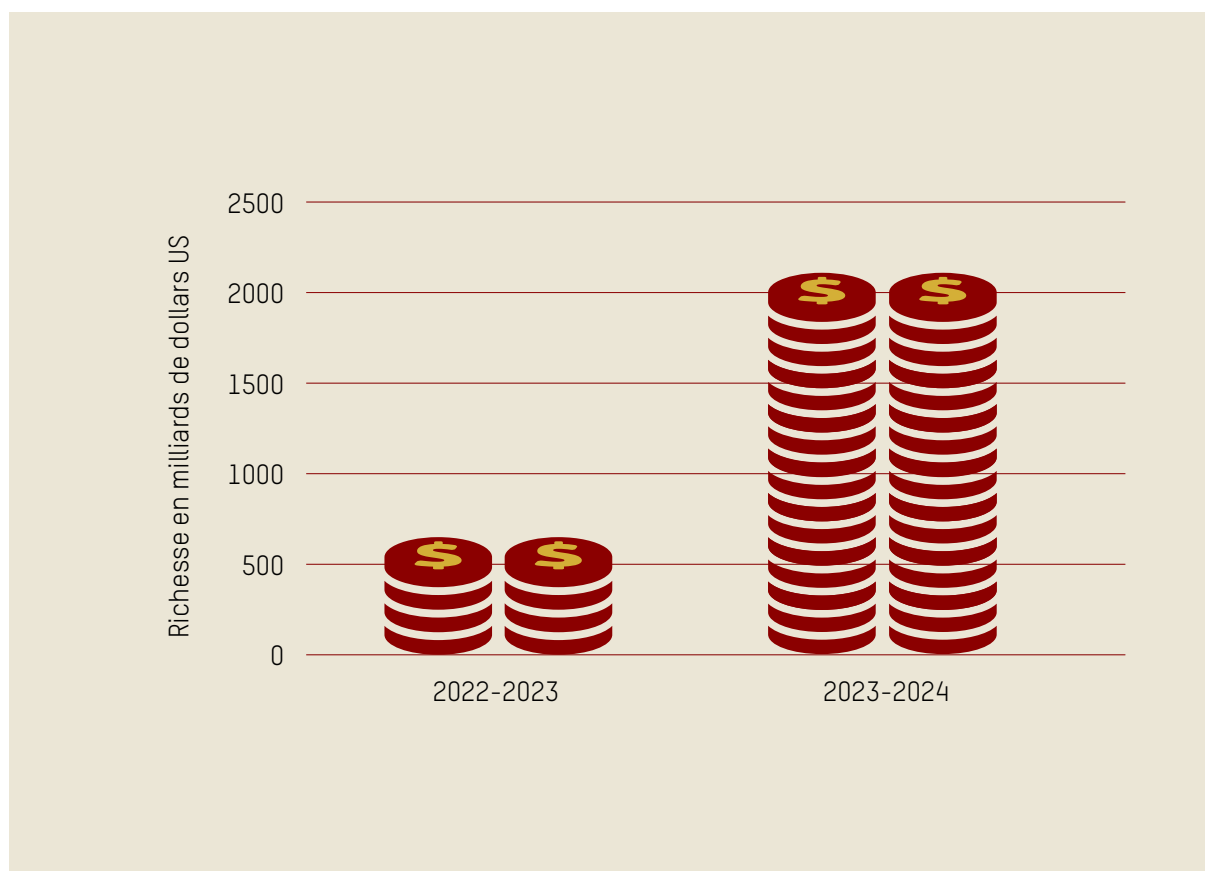
Soekarno, président de la République d'Indonésie, dans son discours prononcé lors de la Conférence de Bandung, en 1955

Remarque : En avril 1955, les représentant-es de vingt-neuf gouvernements de nations d'Asie et d'Afrique se sont réuni-es à Bandung, en Indonésie, dans la cadre de discussions sur la paix et le rôle du « tiers-monde » dans la guerre froide, le développement économique et la décolonisation. La conférence de Bandung et sa résolution finale ont jeté les bases du mouvement des non-alignés instauré lors de la guerre froide.

La fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023. À ce rythme, le monde devrait compter cinq milliardaires dont la fortune dépassera les 1 000 milliards de dollars d'ici dix ans. En parallèle, du fait de la multiplication des crises économiques, climatiques et géopolitiques, le nombre de personnes prises au piège de la pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990. La plupart des milliardaires n'ont rien eu à faire pour amasser leur fortune. De fait, 60 % de celle-ci provient d'héritages, de liens de connivence, de pratiques relevant de la corruption ou de situations de monopole. Le colonialisme, qui a considérablement bénéficié aux personnes les plus riches, a laissé sa marque sur notre monde, qui reste profondément inégalitaire. Le coût humain de l'exploitation systématique des personnes les plus pauvres, des personnes racisées, des femmes

et des groupes marginalisés est colossal. De bien des manières, notre monde reste aujourd'hui pris au piège du colonialisme. Un-e citoyen-ne belge dispose d'un droit de vote 180 fois plus important au sein de la Banque mondiale¹ qu'un-e citoyen-ne éthiopien-ne. Ce système permet aux 1 % d'ultra-riches basés dans les pays du Nord de siphonner la richesse des pays du Sud à un rythme de 30 millions de dollars par heure. Il faut impérativement inverser cette tendance. Les peuples qui ont été brutalement réduits en esclavage ou colonisés doivent percevoir des réparations. Notre système économique moderne doit être rendu radicalement plus égalitaire afin de mettre un terme à la pauvreté. Ce sont les personnes les plus fortunées, qui profitent le plus de l'ordre actuel du monde, qui doivent assumer les coûts de cette transition.

GRAPHIQUE 1 : LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES A AUGMENTÉ TROIS FOIS PLUS VITE EN 2024 QU'EN 2023



Source : Forbes

Remerciements

© Oxfam International, janvier 2025

Auteur-es : Anjela Taneja, Anthony Kamande, Chandreyi Guharay Gomez, Dana Abed, Max Lawson et Neelanjana Mukhia.

Coordinatrice éditoriale : Anjela Taneja.

Responsable éditoriale : Harry Bignell

Oxfam remercie Alex Maitland, Ally Davies, Anna Marriott, Amina Hersi, Annie Thériault, Audra Williams, Barbara Scottu, Carlos Brown Solá, Carolina Gonçalves, Charlotte Becker, Christian Hallum, Deepak Xavier, Didier Jacobs, Ed Pomfret, Emma Seery, Grazielle Custódio, Harry Bignell, Hernan Saenz, Iñigo Macias Aymar, Irit Tamir, Jane Garton, Jonas Gielfeldt, Joss Saunders, Julien Desiderio, Khalid Said, Lucy Cowie, Mustafa Talpur, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Rod Goodbun, Salvatore Nocerino, Seán McTernan, Susana Ruiz et Victoria Harnett pour leur assistance.

Oxfam remercie également les auteur-es des documents de référence élaborés à leur demande sur les mêmes thématiques : Nabil Abdo, Grazielle Custódio, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Neelanjana Mukhia, Dorra Chaouachi, Dana Abed, Fiana Arbab, Chandreyi Guharay Gomez, Pubudini Wickramaratne (Oxfam) et Kayum Ahmed (consultant indépendant).

Conception graphique par Nigel Willmott avec l'aide de Julie Brunet pour la visualisation des données.

Plusieurs expert-es et organisations ont généreusement appuyé l'élaboration de ce rapport. Nous remercions Bhumika Muchhala (Third World Network), Emilia Reyes (Equidad de Género), Maël Lavenaire (International Inequalities Institute, LSE), Ndongo Samba Sylla (région Afrique, International Development Economics Associates), Christoph Lakner, Nishant Yonzan et Daniel Gerszon Mahler (Banque mondiale), ainsi que Gaston Nievas (World Inequality Lab).

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard), Morgane Menichini et Barbara Scottu.

Images:

Image de couverture : Julie Bru-net/Datacitron

Page 8 : La ville de Mandaluyong, dans l'agglomération de Manille, avec la ville de Makati en arrière-plan. Photo: Crédit photo : Johnnie Miller/unequalscenes.com

Page 19 : Harewood House est un domaine situé à Leeds, dans le Yorkshire de l'Ouest, en Angleterre. Dessinée par les architectes John Carr et Robert Adam, cette bâtisse a été construite entre 1759 et 1771 pour Edwin Lascelles, le premier baron de Harewood, qui s'est enrichi avec la traite transatlantique des esclaves et la production de sucre. Crédit photo : Miro Stefanovic/Dreamstime.com

Page 30 : Une plantation de canne à sucre en Jamaïque, une île de la mer des Caraïbes. Des travailleurs et travailleuses récoltent la canne à sucre. Crédit photo : Bildagentur-online/Universal Images Group via Getty Images)

Page 37 : Manifestation contre la célébration de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, le 12 octobre 2021, à Madrid, en Espagne. Avec le slogan « Décolonisons-nous, le 12 octobre, Il n'y a rien à célébrer », des groupes anti-racistes et décoloniaux militent pour que cette date ne soit plus la fête nationale espagnole. Crédit photo : Isabel Infantes/Europa Press via Associated Press/Alamy Stock Photo

Page 45 : Logo du Fonds monétaire international à Washington, aux États-Unis. Crédit photo : Thomas Trutschel/Photothek via Getty Images

Page 59 : Manifestation contre l'esclavage et le colonialisme à Amsterdam, aux Pays-Bas, en 2023. Crédit photo : Ana Fernandez/SOPA Images/Sipa USA/Alamy Stock Photo

Acronymes

CARICOM : Communauté des Caraïbes

FfD4 : quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

FMI : Fonds monétaire international

IFC : Société financière internationale

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ODD : objectifs de développement durable

OIT : Organisation internationale du travail

OMC : Organisation mondiale du commerce

PPP : partenariat public-privé



Résumé : un monde à deux vitesses. Plus que jamais auparavant, il fait bon être milliardaire. Alors que les milliardaires voient leur fortune atteindre des niveaux sans précédent, les personnes prises au piège de la pauvreté dans le monde entier font face à des crises multiples.

L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur...

En 2024, la richesse des milliardaires a connu une hausse trois fois plus rapide qu'en 2023. Une nouvelle oligarchie aristocratique, héritière de milliers de milliards, exerce un pouvoir tentaculaire sur nos systèmes politiques et économiques.

ENCADRÉ 1. UN MONDE À DEUX VITESSES : LES FAITS

- En 2024, la fortune totale des milliardaires a augmenté de 2 000 milliards de dollars US. La même année, 204 personnes sont devenues milliardaires, soit près de quatre nouveaux/elles milliardaires par semaine en moyenne².
- La fortune totale des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023³.
- Chaque milliardaire a vu sa fortune croître de 2 millions de dollars US par jour en moyenne. Pour les dix milliardaires les plus riches, cette moyenne passe à 100 millions de dollars US par jour⁴.
- L'an dernier, Oxfam avait estimé que nous verrions pour la première fois la fortune d'un multimilliardaire franchir le cap des 1 000 milliards de dollars dans dix ans. Si les tendances actuelles se maintiennent, ce sont cinq personnes qui atteindront ce niveau de richesse sur la même période⁵, alors que, selon la Banque mondiale, le nombre de personnes prises au piège de la pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990⁶.
- 60 % de la fortune des milliardaires provient d'héritages, de liens de connivence, de pratiques relevant de la corruption ou de situations de monopole⁷. En 2023, pour la première fois, les personnes qui sont devenues milliardaires sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entrepreneuriat⁸.
- En 2023, le système financier a permis aux 1 % les plus riches dans les pays du Nord d'obtenir 263 milliards de dollars US des pays du Sud, soit 30 millions de dollars US par heure⁹.
- Sur les 64 820 milliards de dollars US dont le Royaume-Uni a privé l'Inde au cours d'un siècle de colonisation, 33 800 milliards ont été accaparés par les 10 % les plus riches ; une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 livres sterling¹⁰.

... pendant que la classe moyenne peine à joindre les deux bouts

Les personnes prises au piège de la pauvreté dans le monde entier font face à des crises multiples. Les conséquences de la pandémie se font encore sentir : on constate une multiplication des dettes irrécouvrables, des salaires amoindris et des denrées alimentaires beaucoup plus chères, compliquant le quotidien de milliards de personnes¹¹.

Les conflits, sources de pauvreté, de faim et d'inégalités, sont aussi de plus en plus nombreux¹². Les effets dévastateurs du dérèglement climatique sur le plan humain se multiplient année après année avec toujours plus de décès dus à la chaleur excessive, aux événements climatiques extrêmes et à la faim¹³. Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles de novembre 2024 a été une aubaine pour les milliardaires et leur fortune. Les politiques défendues par le président Trump devraient faire flamber les inégalités¹⁴. Dans son rapport sur la pauvreté le plus récent, la Banque mondiale estime que, si les taux de croissance actuels perduraient sans baisse des inégalités, il faudrait plus d'un siècle pour éradiquer la pauvreté¹⁵. À l'inverse, si nous réduisons les inégalités, nous pourrions mettre fin à la pauvreté trois fois plus vite¹⁶.

Bien que les taux de pauvreté aient diminué à l'échelle mondiale, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars (PPA) établi par la Banque mondiale est le même qu'en 1990, soit près de 3,6 milliards de personnes¹⁷. Cela représente 44 % de l'humanité. Dans le même temps, de l'autre côté du miroir des inégalités, les 1 % les plus riches se partagent une proportion similaire des richesses (45 %)¹⁸. À l'échelle mondiale, une femme sur dix vit dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 2,15 dollars PPA par jour)¹⁹ ; les femmes sont 24,3 millions de plus que les hommes à être prises au piège de l'extrême pauvreté²⁰.

Des recherches de la Banque mondiale montrent également que 8 % seulement de l'humanité vit dans des pays où les niveaux d'inégalités sont faibles²¹. Oxfam et Development Finance International ont fait état dans le rapport *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024* de tendances négatives dans la grande majorité des pays depuis 2022. Quatre pays sur cinq ont appliqué des coupes budgétaires dans les secteurs de l'éducation, de la santé et/ou de la protection sociale. Quatre sur cinq se sont attaqués à la fiscalité progressive, et neuf sur dix ont vu reculer les droits du travail et les salaires minimum²². En l'absence de mesures politiques



immédiates inversant cette tendance préoccupante, il y a fort à parier que les inégalités économiques continueront d'augmenter dans 90 % des pays²³.

Certains pays risquent la faillite et le surendettement. Ils ne disposent pas des fonds nécessaires pour lutter contre les inégalités. En moyenne, les pays à revenu faible et intermédiaire consacrent 48 % de leur budget au remboursement de la dette, souvent à de riches créanciers privés de New York et Londres²⁴. Cela dépasse largement les dépenses affectées aux secteurs de l'éducation et de la santé publiques.

Les femmes racisées vivant en situation de pauvreté, en particulier dans les pays du Sud, contribuent à l'essor de l'économie mondiale. Chaque jour, on estime que les femmes effectuent 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, contribuant ainsi à l'économie mondiale à hauteur de 10 800 milliards de dollars US au moins. La valeur économique de leur travail de soin est trois fois plus élevée que celle du secteur mondial de la technologie²⁵.

Ces inégalités vertigineuses alimentent la souffrance dans le monde et empêchent de mettre fin à la pauvreté.

La plupart des milliardaires ont acquis leur fortune, mais ne l'ont pas gagnée

L'idée selon laquelle la richesse extrême récompense un talent hors du commun est répandue et fortement mise en avant par les médias et la culture populaire²⁶.

Cette perception n'a pourtant pas d'ancrage dans la réalité. Dans ce rapport, nous montrons que la fortune colossale des milliardaires n'a aujourd'hui que peu à voir avec le mérite. Nous y explorons deux facettes de cette polarisation des richesses :

1. L'essor d'une nouvelle oligarchie dont l'extrême richesse provient de l'héritage, de liens de connivence et du pouvoir monopolistique. Sans garde-fous, nous pourrions être témoins d'un transfert intergénérationnel de richesse sans précédent ; la fortune passée ainsi d'une génération à l'autre échappant en grande partie à l'impôt et n'ayant que peu à voir avec le mérite.
2. Le fait que le colonialisme n'est pas une période révolue d'extraction brutale de richesses, mais qu'il perpétue aujourd'hui encore des inégalités extrêmes. Les transferts de richesse ne se font pas seulement au bénéfice des ultra-riches, mais par-dessus tout à celui

des ultra-riches des pays du Nord. Nous vivons à l'ère du colonialisme des milliardaires.

ENCADRÉ 2. TROIS INFORMATIONS CLÉS SUR LES DIX HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE

1. La fortune de chacun des dix hommes les plus riches a augmenté de près de 100 millions de dollars par jour en moyenne en 2024.
2. Même si vous aviez commencé à économiser 1 000 dollars US par jour à l'époque de l'apparition des premiers êtres humains il y a 315 000 ans, vous n'auriez pas autant d'argent que l'un des dix milliardaires les plus riches.
3. Si l'un des dix milliardaires les plus riches perdait 99 % de sa fortune, il resterait milliardaire.

La concentration des richesses qui caractérise notre époque ne repose pas sur le mérite. Les ultra-riches manient l'art de prendre sans entreprendre.

Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : l'essor d'une nouvelle aristocratie

Pour la première fois, en 2023, les personnes qui sont devenues milliardaires sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entrepreneuriat²⁷. L'ensemble des milliardaires de moins de 30 ans ont hérité de leur fortune²⁸. Au cours des trois prochaines décennies, plus de 1 000 des milliardaires d'aujourd'hui vont transférer plus de 5 200 milliards de dollars US à leurs héritiers et héritières²⁹. Selon les calculs d'Oxfam, 36 % de la fortune des milliardaires provient d'héritages³⁰.

Pire encore, cette transmission de richesse échappe en grande partie à l'impôt. Les recherches d'Oxfam ont conclu que les deux tiers des pays ne soumettent les descendant-es direct-es à aucun impôt sur les successions³¹. La moitié des milliardaires vivent dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur l'argent que recevront leurs enfants à leur décès³². L'Amérique latine est la région où le volume de richesse héritée est le plus élevé au monde. Neuf pays seulement y taxent les héritages, les mutations et le capital³³.

Ce système conduit à la formation rapide d'une aristocratie dont la fortune se transmet de génération en génération.

Accaparement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes

Plus que de leurs compétences, une grande partie de la richesse des ultra-riches dépend de leurs relations et des réseaux qu'ils et ils entretiennent avec les puissants : les personnes qu'ils et elles influencent par différents biais, dont ils et elles financent les campagnes ou encore qu'ils et elles achètent. Pour faire court, une grande partie de cette fortune est le produit de liens de connivence entre les personnes les plus riches et les États³⁴.

Il existe un lien évident entre les segments de l'économie sujets au copinage et la concentration des richesses³⁵. On retrouve une plus forte proportion de milliardaires et d'ultra-riches dans les secteurs de l'économie mondiale les plus déloyaux, corrompus et les plus concernés par l'accaparement du pouvoir politique par les élites, et cela n'a rien d'une coïncidence.

Selon les calculs d'Oxfam, 6 % de la fortune des milliardaires du monde entier provient de liens du copinage³⁶.

Les milliardaires et leurs monopoles

Les milliardaires, qui gardent la mainmise sur des industries entières grâce à leurs monopoles, voient leur fortune atteindre des niveaux sans précédent³⁷. Le pouvoir monopolistique accentue les niveaux de richesse et d'inégalités partout dans le monde³⁸. Les entreprises en position de monopole peuvent contrôler les marchés, dicter les règles du jeu commercial et les conditions d'échange avec les autres entreprises et avec la main-d'œuvre, et fixer des prix plus élevés sans perte d'activité³⁹. Ces stratégies enrichissent les milliardaires à leur tête, qui sont parmi les hommes les plus riches du monde :

- **Jeff Bezos** (fortune nette : 219,4 milliards de dollars US)⁴⁰ a fondé l'empire Amazon. Cette multinationale polarise 70 % ou plus des achats en ligne en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Espagne⁴¹.
- **Aliko Dangote** (fortune nette : 11 milliards de dollars US)⁴², la personne la plus riche d'Afrique, détient un « quasi-monopole » sur le ciment au Nigeria et domine le marché sur le continent africain⁴³.

Selon nos calculs, 18 % de la fortune des milliardaires du monde entier provient de monopoles⁴⁴.



Le colonialisme des milliardaire

Il est impossible de comprendre pleinement la nature de la crise des inégalités actuelle sans appréhender le lourd héritage de notre passé colonial et la manière dont il continue de peser sur notre présent.

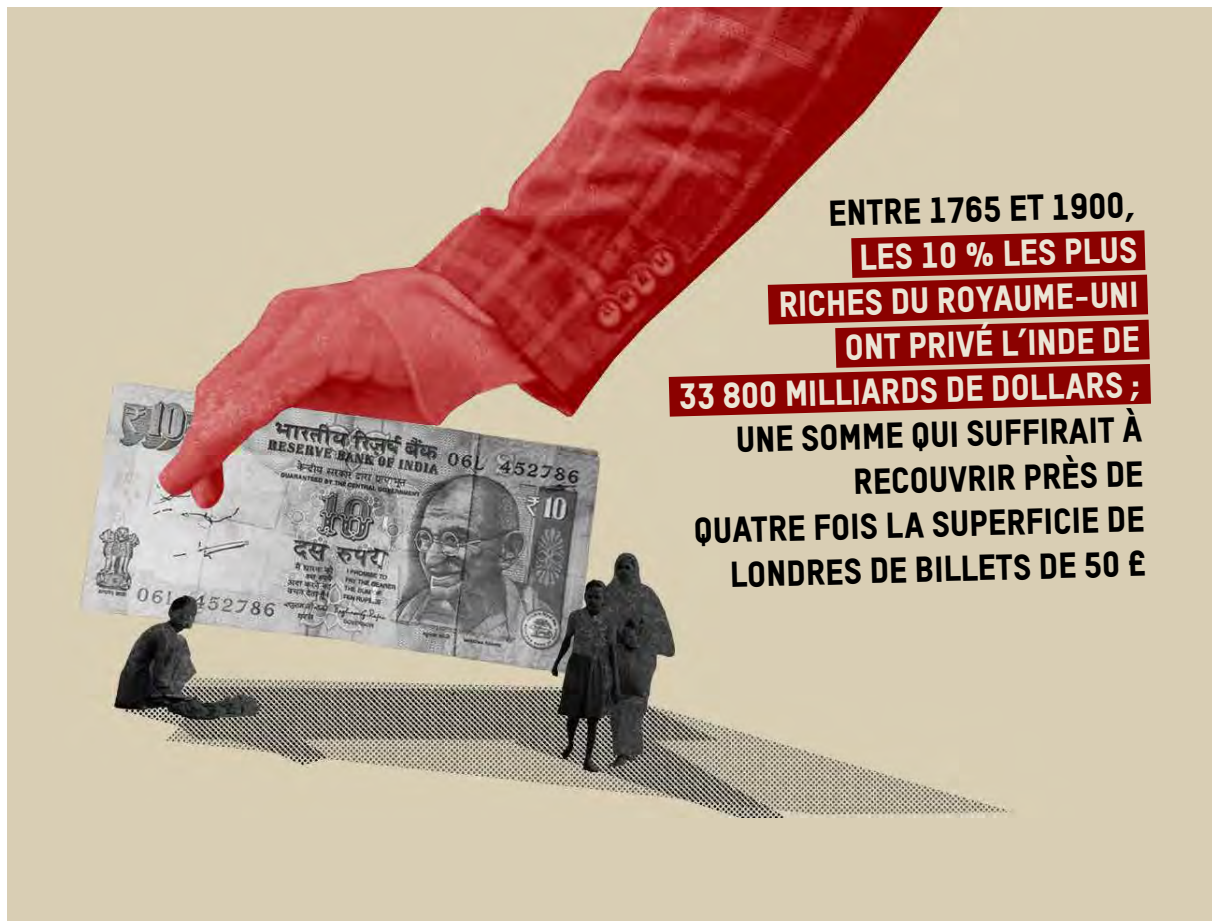
Si les ultra-riches détiennent des fortunes qu'ils et elles n'ont pas eu à gagner pour la plupart, c'est probablement du fait du colonialisme et de ses impacts. Aujourd'hui encore, la plupart des milliardaires (68 %, qui détiennent 77 % de la fortune totale des milliardaires) vivent dans les pays riches du Nord⁴⁵, alors que ceux-ci abritent à peine un cinquième de la population mondiale. Ce constat est difficile à expliquer si l'on ne tient pas compte de l'impact persistant du colonialisme.

Le colonialisme est un phénomène à la fois historique et contemporain. Le colonialisme historique concerne la période d'occupation et de domination formelles par les pays riches, qui a pris fin dans la plupart des cas grâce aux luttes pour l'indépendance menées lors des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le

colonialisme moderne, aussi appelé néo-colonialisme, désigne les stratégies plus informelles par lesquelles les pays riches du Nord continuent d'exercer un pouvoir et un contrôle sur les pays du Sud, de manière à perpétuer les effets du colonialisme formel, ainsi que les pratiques et idéologies qui l'étaient. Près de soixante ans après la fin de la période coloniale formelle, la structure de l'économie mondiale perpétue de manière évidente le transfert des richesses du Sud vers le Nord, et en particulier des classes populaires des pays du Sud vers les personnes les plus riches des pays du Nord.

Le colonialisme historique et la classe dirigeante

Les riches élites ont toujours été les instigatrices et les premières bénéficiaires du colonialisme. Plusieurs rois et reines d'Angleterre ont soutenu l'esclavage et en ont tiré profit⁴⁶. Léopold II, roi des Belges, a fait du Congo sa colonie personnelle et l'a administré avec une cruauté inhumaine, causant la mort de 10 millions de personnes tout en amassant une richesse personnelle



**ENTRE 1765 ET 1900,
LES 10 % LES PLUS
RICHES DU ROYAUME-UNI
ONT PRIVÉ L'INDE DE
33 800 MILLIARDS DE DOLLARS ;
UNE SOMME QUI SUFFIRAIT À
RECOUVRIR PRÈS DE
QUATRE FOIS LA SUPERFICIE DE
LONDRES DE BILLETS DE 50 €**

de 1,1 milliard de dollars US⁴⁷. Au Royaume-Uni, les ressources spoliées pendant la période de l'esclavage et du colonialisme ont permis la construction de nombreuses maisons de maîtres, illustrées notamment par la plume de Jane Austen ou des fictions telles que Downton Abbey. Dans l'un de ses rapports, le National Trust, qui œuvre à la conservation de plus de 200 de ces bâtisses au Royaume-Uni, indique qu'un tiers de ces propriétés sont reliées à la traite des esclaves d'une manière ou d'une autre⁴⁸.

L'époque du colonialisme formel correspond à une période d'inégalités extrêmes dans les pays riches. Au Royaume-Uni, en 1900, les 1 % les plus riches percevaient deux fois plus de revenus que la moitié la plus pauvre de la population⁴⁹. En 1842 dans la ville de Manchester, l'âge moyen du décès pour les ouvriers et ouvrières était de 17 ans⁵⁰. Les hommes, les femmes et les enfants se tuaient à la tâche pour répondre aux besoins de l'expansion industrielle rapide et remplir les poches des patrons supervisant cette nouvelle économie.

Le colonialisme, ainsi que les idéologies sur lesquelles il s'est construit, a permis d'endurcir à l'extrême l'exploitation de la classe ouvrière. Des dizaines de millions de personnes à travers le monde ont souffert de l'utilisation du racisme et de la suprématie blanche pour justifier et autoriser des niveaux de brutalité et d'exploitation systématiques sans précédent, allant parfois jusqu'à l'extermination des populations.

Les territoires vers lesquels les colons cherchant à éliminer les populations autochtones pour spolier leurs terres ont afflué en masse, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Kenya, ont été le lieu d'actes coloniaux effroyables. Ces crimes, d'une violence et d'une ampleur terribles, ont encore aujourd'hui des conséquences sur notre société. Ils ont été les précurseurs du génocide réalisé en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale⁵¹.

Ce système d'exploitation des personnes à l'échelle mondiale a permis aux plus nanti-es des pays riches d'amasser des richesses vertigineuses et a contribué à

creuser les inégalités dans les pays du Sud, souvent au profit d'une minorité privilégiée et aux dépens de la majorité.

Selon les calculs d'Oxfam, entre 1765 et 1900 au Royaume-Uni, les 10 % les plus riches ont extrait en Inde l'équivalent de 33 800 milliards de dollars US, une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 £⁵².

À la suite de l'abolition de l'esclavage et après avoir arraché son indépendance à la France, Haïti a été forcée d'emprunter 150 millions de francs à son ancien colonisateur (l'équivalent de 21 milliards de dollars US au cours actuel) pour rembourser les anciens propriétaires d'esclaves. Les plus riches de ceux-ci ont reçu 80 % de cette somme⁵³. Ce cycle d'endettement reste un problème aujourd'hui.

Au Royaume-Uni, il n'est pas rare que les personnes les plus riches doivent la fortune de leur famille à l'esclavage et au colonialisme, notamment du fait des compensations payées aux riches propriétaires d'esclaves à l'abolition de l'esclavage⁵⁴.

Les estimations de la valeur des dommages infligés en raison de la traite transatlantique des esclaves (période d'esclavagisation et suites de l'esclavage) et des restitutions réclamées aux responsables varient fortement, notamment du fait de la complexité des calculs, des présupposés et des divers partis pris adoptés. Par exemple, certain-es universitaires ont estimé les dommages à 100 000 milliards de dollars US, d'autres à 131 000 milliards (cette estimation du Brattle Group porte sur la traite transatlantique et englobe les préjudices causés pendant la période d'esclavagisation et par les suites de l'esclavage)⁵⁵; la CARICOM estime les dommages à 33 000 milliards de dollars US pour les nations caribéennes⁵⁶ et selon l'University of Connecticut, les descendant-es afro-américain-es de personnes esclavagisées devraient être dédommagé-es à hauteur de 20 300 milliards⁵⁷.

Le fruit de l'arbre empoisonné : les conséquences du colonialisme historique sur les inégalités d'aujourd'hui

Les inégalités d'aujourd'hui sont marquées du sceau indélébile de la brutalité de l'histoire coloniale. Les séquelles de cette spoliation et les inégalités ainsi créées pendant la période du colonialisme historique façonnent encore nos vies.

Ces actes ont créé un monde profondément inégalitaire, divisé par le racisme, où l'on continue d'extraire

systématiquement les richesses des pays du Sud au profit des personnes les plus riches des pays du Nord.

Un monde profondément inégalitaire

Les inégalités profondes entre les personnes les plus riches et le reste de la société, que ce soit entre pays riches et pays du Sud ou entre les pays du Sud, sont un héritage du colonialisme historique.

L'écart entre riches et reste du monde est monumental. En 1820, au moment où des données ont commencé à être collectées, le revenu des 10 % les plus riches au monde était 18 fois plus élevé que celui des 50 % les plus pauvres ; en 2020, il était 38 fois plus élevé⁵⁸.

Ces inégalités économiques se reflètent dans de nombreuses autres mesures du progrès et du bien-être. C'est sur l'espérance de vie qu'elles ont les conséquences les plus graves. En Afrique, celle-ci est encore plus de 15 ans inférieure à l'espérance de vie européenne⁵⁹.

Au niveau national également, le colonialisme est responsable de taux d'inégalités choquants dans les pays du Sud. Aujourd'hui, tous les pays (sauf un) que la Banque mondiale définit comme ayant de hauts niveaux d'inégalités sont des pays du Sud⁶⁰. Les 1 % les plus riches d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient polarisent 20 % de l'ensemble des revenus de leur région, une valeur presque deux fois plus élevée que les 1 % les plus riches d'Europe dans leur région⁶¹.

Dans bien des cas, le système d'éducation actuel porte encore les stigmates de la période coloniale, comme l'indiquent la domination des connaissances et langues occidentales et les disparités à l'échelle mondiale en termes de recherche et de financement^{62, 63}. L'influence disproportionnée d'une poignée d'universités des pays du Nord a façonné l'élaboration des politiques dans les pays du Sud. Une étude menée en 2017 a démontré que 39 % des chef-fes d'État dans le monde ont été formé-es dans des universités au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en France⁶⁴.

Dans de nombreux pays, l'indépendance n'a pas été synonyme d'égalité. Des élites locales ont bien souvent succédé aux autorités coloniales et maintenu en place les systèmes économiques et politiques inégalitaires qui les enrichissaient. Dans de nombreux pays, l'héritage colonial, matérialisé notamment par des frontières arbitraires et un État fragile, a attisé les conflits et les guerres et pérennisé l'instabilité⁶⁵.

Enracinement du racisme, de la haine et de la division

L'idéologie insidieuse de l'existence d'une hiérarchie des races est le principe de base de la période coloniale historique. Ces croyances sont souvent basées sur des sophismes pseudo-scientifiques postulant l'infériorité de certains êtres humains⁶⁶. Ces idéologies ont été utilisées pour justifier et légitimer l'extraction des ressources⁶⁷ de groupes racisés, et même le génocide et l'extermination de ceux-ci.

Ce racisme profondément dangereux et excluant continue de façonner nos sociétés⁶⁸. Nous sommes témoins de ses conséquences en Australie, où un tiers des Aborigènes font partie des 20 % les plus pauvres de la population. Les Aborigènes gagnent en moyenne 72 % de ce que gagnent les autres Australien·nes⁶⁹. En Afrique du Sud, la population blanche a des revenus trois fois plus élevés que la population noire, près de 30 ans après la fin de l'apartheid⁷⁰. Cette persistance des rapports de pouvoir coloniaux a été évidente au cours de la pandémie. Les pays du Nord, au mépris des pays du Sud, ont fait passer les profits du secteur pharmaceutique avant les populations des pays les plus pauvres, ce qui a coûté la vie à des millions de personnes⁷¹.

De nombreuses divisions ont été amplifiées et exploitées, fomentées et aggravées pendant la période coloniale historique, notamment sur la base de la caste, de la religion, du genre, de la sexualité, de la langue et de la géographie. Ces divisions ont été utilisées afin de maximiser les possibilités de déstabiliser toute opposition unifiée. L'adoption de politiques coloniales favorisant certaines communautés au détriment d'autres s'est accompagnée d'un risque accru de guerres civiles ethniques⁷².

Colonialisme et inégalités de genre

Le colonialisme et les inégalités de genre sont étroitement liés. Les femmes ont perdu leur pouvoir et leur autonomie économique avec l'avènement des cultures commerciales et se sont retrouvées exclues du marché mondial, ce qui a bénéficié aux entreprises coloniales, tandis que les contributions des femmes étaient considérées comme du travail non rémunéré^{73, 74}. Dans le même temps, le droit coutumier institutionnalisé pendant la période coloniale a souvent été transcrit par les colonisateurs sur la base de témoignages masculins, renforçant ainsi les rôles de genre d'après la perception européenne⁷⁵. Il est également arrivé que les autorités coloniales fassent fi du leadership politique existant des femmes pour faire exclusivement appel à des

hommes au moment d'établir des bureaux politiques locaux⁷⁶. De la même manière, le colonialisme a imposé des divisions strictes en matière de genre, ainsi que l'opposition à toute forme d'homosexualité dans les sociétés colonisées, à l'image des normes sociales qui avaient cours dans les pays colonisateurs⁷⁷. Les pays qui avaient été des colonies britanniques autrefois sont plus susceptibles d'adopter des lois criminalisant les comportements homosexuels⁷⁸.

Cumulées, ces stratégies de fracture ont fragmenté les sociétés, laissant des traces douloureuses qui perdurent encore.

Les moteurs économiques de l'extraction

Les institutions internationales, les marchés financiers et les multinationales, façonnés par le colonialisme et la domination des pays riches, perpétuent le transfert de milliers de milliards de dollars chaque année des pays du Sud vers ceux du Nord.

Les institutions internationales : la Banque mondiale, le FMI et le Conseil de sécurité de l'ONU

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont été fondés il y a 80 ans, peu avant la fin de la période coloniale formelle, et leur gouvernance n'a que peu changé depuis lors. Les pays du G7 détiennent encore 41 % des voix au FMI et à la Banque mondiale, alors qu'ils représentent moins de 10 % de la population mondiale⁷⁹. Un·e citoyen·ne belge dispose d'un droit de vote 180 fois plus important au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (l'un des organes de financement du groupe de la Banque mondiale) qu'un·e citoyen·ne éthiopien·ne⁸⁰. La direction exécutive de la Banque mondiale et du FMI est toujours nommée respectivement par les États-Unis et l'Europe⁸¹. De même, les nations européennes et les autres pays du Nord détiennent 47 % du nombre total de sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies, alors qu'ils ne représentent que 17 % de la population mondiale⁸².

Ces chiffres sont importants car, par exemple, le FMI et la Banque mondiale conservent une très grande influence sur l'économie mondiale, et en particulier sur les politiques économiques des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. Ils poussent à la mise en œuvre de coupes budgétaires dans des secteurs essentiels, notamment les salaires des enseignant·es et du personnel infirmier. Pendant la pandémie de COVID-19, on estime que, sur les conseils du FMI de limiter les

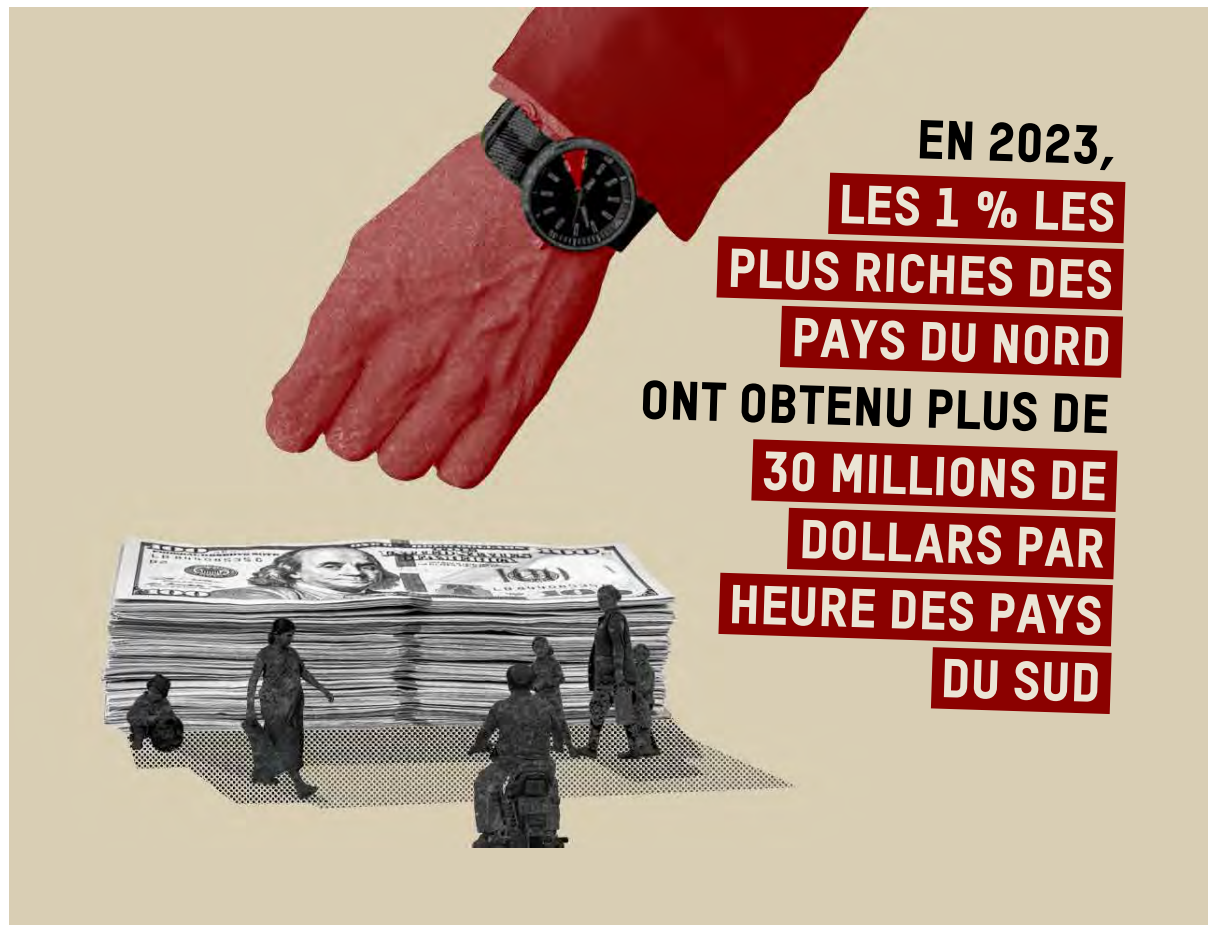
dépenses publiques dans les pays du Sud, les réductions des budgets dédiés aux salaires dans le secteur public dans 15 pays seulement s'élevaient à près de 10 milliards de dollars. Cela équivaut à la suppression de plus de 3 millions d'emplois essentiels (enseignant-es, personnel infirmier, médecins), alors que ces professions étaient alors très sollicitées⁸³.

Le FMI impose aux pays emprunteurs de donner la priorité absolue au remboursement des créanciers et conditionne souvent l'octroi d'un nouveau prêt à la mise en place de politiques de type privatisation, libéralisation du commerce et réduction des déficits publics. Ces politiques compromettent l'accès à une éducation⁸⁴ et à des soins de santé abordables et de qualité, et ont un impact négatif sur les déterminants sociaux de la santé comme le revenu et la disponibilité des denrées alimentaires⁸⁵. Entre 1970 et 2023, les gouvernements des pays du Sud ont dû payer 3 300 milliards de dollars US d'intérêts à leurs créanciers des pays du Nord⁸⁶. Pourtant,

même aujourd'hui, Oxfam estime que pour chaque dollar US que le FMI a incité divers pays pauvres à dépenser en biens publics, il leur a demandé de réduire quatre fois plus leurs dépenses en appliquant des mesures d'austérité⁸⁷.

Banques, taxes et système financier mondial

Les devises fortes des pays riches donnent un avantage colossal à ces derniers, ainsi qu'aux propriétaires des actifs financiers qui y résident. Par exemple, au premier trimestre 2024, les banques centrales détenaient environ 58,9 % de leurs réserves en dollars US à l'échelle mondiale⁸⁸. Cela leur permet d'emprunter à taux très bas, et ce capital est ensuite investi dans les pays du Sud au profit de ces institutions. Ces pratiques à elles seules engendrent un transfert de près de 1 000 milliards de dollars US par an des pays du Sud vers les pays du Nord. Sur cette somme, 30 millions de dollars US reviennent chaque heure aux 1 % les plus fortunés des pays riches⁸⁹.



Les pays du Nord, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, abritent toujours les institutions et les marchés financiers les plus puissants du monde. C'est également là que siègent les agences de notation Moody's, Standard & Poor's et Fitch, qui façonnent la perception mondiale de la stabilité financière et du risque, avec un impact sur le coût de l'emprunt pour les pays, notamment ceux du Sud.

L'OCDE, un club de pays riches, continue de contrôler la politique fiscale mondiale. Plus de 70 % des abus fiscaux des entreprises concernent les pays de l'OCDE, ce qui prive les pays du Sud de recettes fiscales qui pourraient être colossales⁹⁰. Comme l'observe le Tax Justice Network, la plupart des paradis fiscaux se trouvent dans des pays riches ou dans leurs dépendances⁹¹.

Les multinationales et le colonialisme moderne

La multinationale moderne est le fruit du colonialisme. Ce sont des entreprises telles que la Compagnie des Indes orientales qui ont fait émerger ce modèle, ont imposé leurs propres règles et se sont rendues coupables de nombreux crimes coloniaux⁹². Aujourd'hui encore, les multinationales, qui occupent souvent des positions de monopole ou de quasi-monopole, exploitent leur main-d'œuvre dans les pays du Sud, et notamment les travailleuses, pour le compte de leurs riches actionnaires, qui sont principalement établis dans les pays du Nord.

Les chaînes d'approvisionnement internationales et les industries de la transformation et de l'exportation fonctionnent selon un système qui s'apparente à un colonialisme moderne, extrayant les richesses du



Pour les mêmes compétences, les salaires sont entre 87 % et 95 % plus faibles dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.
Photo : Buddhika Weerasinghe/Bloomberg/Gettyimage

Sud vers le Nord. Les travailleurs et travailleuses qui interviennent dans ces chaînes d'approvisionnement font souvent face à de mauvaises conditions de travail et ne bénéficient d'aucun droit de négociation collective ni d'aucune protection sociale minimale. Pour un travail exigeant le même niveau de compétences, les salaires dans les pays du Sud sont entre 87 % et 95 % plus bas que dans les pays du Nord⁹³. Les multinationales dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales, en exploitant une main-d'œuvre bon marché et en ponctionnant continuellement des ressources des pays du Sud. Elles accaparent la grande majorité des bénéfices et perpétuent la dépendance, l'exploitation et le contrôle par l'économie. Selon une étude approfondie menée en 2022 qui visait à quantifier les avantages de ces échanges inégaux pour les pays du Nord entre 1995 et 2015, 242 000 milliards de dollars US (au taux de 2010) ont été extraits par les pays du Nord de cette manière⁹⁴.

Décoloniser notre économie et détrôner les ultra-riches

L'année 2025 est une date clé pour la lutte contre le colonialisme moderne. Elle marque le 70^e anniversaire de la Conférence de Bandung, lors de laquelle les pays du Sud ont tenté de créer un nouvel ordre économique international⁹⁵. Le grand thème de l'Union africaine pour 2025 est « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine grâce aux réparations »⁹⁶. C'est aussi l'année où se tiendront la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) et le Sommet mondial pour le développement social⁹⁷. Ces événements nous donnent l'opportunité de mettre en place des réformes institutionnelles qui pourraient nous mettre sur la voie d'un futur à égalité.

Pour occasionner des changements systémiques significatifs, les gouvernements doivent :

- **Réduire les inégalités de manière radicale, en fixant des objectifs nationaux et mondiaux.** Il est essentiel de mettre un terme à l'extrême richesse. Ils doivent s'engager à atteindre un objectif mondial de réduction drastique des inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud. Par exemple, ils peuvent décider que les revenus des 10 % les plus riches ne doivent pas excéder ceux des 40 % les plus pauvres à l'échelle mondiale. Ils doivent définir des objectifs similaires et assortis de délais pour réduire les inégalités économiques nationales, en visant à ce que le revenu total des 10 % les plus riches ne soit pas supérieur au revenu total des 40 % les plus pauvres, autrement dit un ratio de Palma de 1⁹⁸.
- **Panser les blessures du colonialisme historique.** Les gouvernements de pays anciennement colonisateurs doivent assumer la responsabilité des crimes commis lors de la période coloniale, présenter des excuses officielles et s'assurer de la transmission de la mémoire parmi leurs citoyen·nes. Ils doivent offrir des réparations aux victimes, dans le but de restituer les richesses spoliées, de soulager la blessure causée, de compenser les préjudices subis, de réhabiliter et de prévenir la reproduction des violences. Ce sont les personnes les plus fortunées, qui ont le plus profité de la colonisation, qui doivent assumer les coûts de ces réparations.
- **Abolir les systèmes s'apparentant à un colonialisme moderne.** La gouvernance du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et des autres institutions internationales doit être profondément transformée pour mettre un terme à la domination manifeste et tacite des pays du Nord et des intérêts de leurs élites et multinationales fortunées. La domination des États et des entreprises les plus riches sur les marchés financiers et les règles commerciales doit prendre fin. De ses cendres doit émerger un nouveau système promouvant la souveraineté économique des gouvernements du Sud et offrant des salaires et des conditions de travail justes pour les travailleurs et les travailleuses. Il est essentiel de révoquer les politiques et les accords de libre-échange inéquitables⁹⁹.

- **Taxer les plus riches pour mettre un terme à l'extrême richesse.** La politique fiscale mondiale doit être encadrée par une nouvelle convention fiscale régie par les Nations Unies. Elle doit également soumettre les personnes et entreprises les plus riches à un niveau d'impôt plus élevé afin de réduire les inégalités de manière radicale et de mettre un terme à l'extrême richesse.
- **Promouvoir la coopération et la solidarité Sud-Sud.** Les gouvernements des pays du Sud doivent former des alliances et passer des accords régionaux donnant la priorité aux échanges équitables et mutuellement bénéfiques, promouvoir l'indépendance économique et s'affranchir de la dépendance aux anciens pouvoirs coloniaux et aux économies des pays du Nord. D'une même voix, ils doivent exiger une réforme des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI, et promouvoir le développement collectif en partageant leurs connaissances, leurs technologies et leurs ressources afin de favoriser le développement durable et de résister aux systèmes qui les exploitent à l'échelle mondiale. Dans le même temps, ils doivent financer adéquatement les services publics et mettre en œuvre des réformes foncières pour garantir l'accès à la terre.
- **Mettre un terme à toutes les formes de colonialisme formel.** Les territoires non autonomes doivent pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale pour exercer leur droit à l'égalité et à l'autodétermination, au titre de l'Article 1(2) de la charte de l'ONU et de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux¹⁰⁰.



Chapitre 1. Héritage colonial.

Les personnes qui sont devenues milliardaires en 2023 sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entrepreneuriat, mais il faudrait plus d'un siècle pour éradiquer la pauvreté si les tendances actuelles perdurent.

L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur

En 2024, la richesse des milliardaires a connu une hausse trois fois plus rapide qu'en 2023. Une nouvelle oligarchie aristocratique, héritant de milliers de milliards, exerce un pouvoir tentaculaire sur nos systèmes politiques et économiques.

ENCADRÉ 3. UN MONDE À DEUX VITESSES : LES FAITS

- En 2024, la fortune totale des milliardaires a augmenté de 2 000 milliards de dollars US. La même année, 204 personnes sont devenues milliardaires, soit près de quatre nouveaux/elles milliardaires par semaine en moyenne¹⁰¹.
- La fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023¹⁰².
- Chaque milliardaire a vu sa fortune croître de 2 millions de dollars US par jour en moyenne. Pour les dix milliardaires les plus riches, cette moyenne passe à 100 millions de dollars US par jour¹⁰³.
- En 2024, Oxfam avait estimé que nous verrions pour la première fois la fortune d'un multi-milliardaire franchir le cap des 1 000 milliards de dollars dans dix ans. On estime maintenant que ce seront en fait cinq personnes qui atteindront ce niveau de richesse sur la même période¹⁰⁴, alors que le nombre de personnes prises au piège de la pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990¹⁰⁵.
- 60 % de la fortune de l'ensemble des milliardaires provient d'héritages, de liens de connivence et de corruption ou de situations de monopole¹⁰⁶. En 2023 pour la première fois, les personnes qui sont devenues milliardaires étaient plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entrepreneuriat¹⁰⁷.
- En 2023, le système financier a permis aux 1 % les plus riches dans les pays du Nord d'obtenir 263 milliards de dollars US des pays du Sud, soit 30 millions de dollars US par heure¹⁰⁸.
- Sur les 64 820 milliards de dollars US dont le Royaume-Uni a privé l'Inde au cours d'un siècle de colonisation, les 10 % les plus riches ont perçu 33 800 milliards de dollars US ; une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 livres sterling¹⁰⁹.

Éradiquer la pauvreté pourrait prendre un siècle

D'après les données les plus récentes de la Banque mondiale, le recul de la pauvreté dans le monde est maintenant quasiment à l'arrêt¹¹⁰. Les personnes prises au piège de la pauvreté dans le monde entier font face à des crises multiples. Les conséquences de la pandémie se font encore sentir : on constate une multiplication des dettes irrécouvrables, des salaires amoindris et une inflation des prix des denrées alimentaires. Les conflits se multiplient et l'impact du dérèglement climatique est plus lourd année après année¹¹¹.

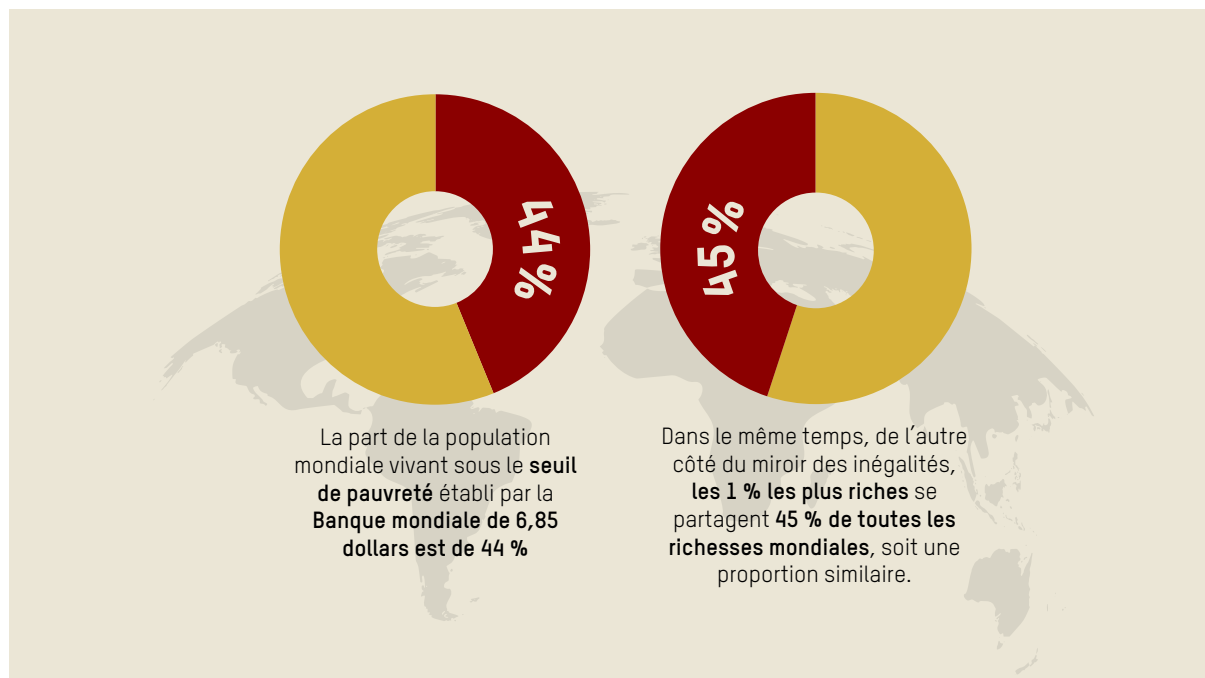
Dans son rapport sur la pauvreté le plus récent, la Banque mondiale estimait que, si les taux de croissance actuels perduraient sans baisse des inégalités, il faudrait plus d'un siècle pour éradiquer la pauvreté¹¹². À l'inverse, si nous réduisons les inégalités, le monde pourrait mettre un terme à la pauvreté extrême trois fois plus vite¹¹³. La lutte contre les inégalités élevées, grandissantes et persistantes est indéniablement cruciale pour mettre fin à la pauvreté et à la souffrance humaine.

Bien que la part de la population mondiale vivant dans la pauvreté ait diminué, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars établi par la Banque mondiale est le même qu'en 1990, soit près de 3,6 milliards de personnes¹¹⁴. Cela représente 44 % de l'humanité. Dans le même temps, de l'autre côté du miroir des inégalités, les 1 % les plus riches se partagent une proportion similaire des richesses (45 %)¹¹⁵. À l'échelle mondiale, une femme sur dix vit dans une situation de pauvreté extrême (moins de 2,15 dollars par jour)¹¹⁶ ; les femmes sont 24,3 millions de plus que les hommes à être prises au piège de l'extrême pauvreté¹¹⁷. La pauvreté ne se limite pas aux revenus. Elle est multidimensionnelle et concerne également l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable¹¹⁸. Pour de très nombreuses personnes, pauvreté rime également avec faim. Aujourd'hui, 733 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit quelque 152 millions de plus qu'en 2019¹¹⁹.

Les inégalités augmentent partout

Des recherches de la Banque mondiale montrent que 8 % seulement de l'humanité vit dans des pays où les niveaux d'inégalités sont faibles¹²⁰. Tous les pays (sauf un) avec les plus hauts niveaux d'inégalités sont des pays du Sud¹²¹. En Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, les 1 % les plus riches polarisent 20 % des revenus totaux ; c'est près de deux fois plus que la part reçue par les 1 % les plus riches en Europe¹²².

GRAPHIQUE 2 : UN MONDE COUPÉ EN DEUX



Source : Banque mondiale et UBS

Si les chiffres sont peu réjouissants, la réalité l'est probablement encore moins. Les données nationales sur les inégalités, en particulier dans les pays du Sud, sont obsolètes. Pour plus de 100 pays, la dernière mesure officielle des inégalités remonte à avant 2020 et ne reflète donc pas l'impact de la pandémie de COVID-19, ni la crise du coût de la vie et la vague de mesures d'austérité qui ont suivi¹²³.

En s'appuyant sur les dernières données sur les budgets concernant le statut des travailleurs et des travailleuses, les niveaux de fiscalité et les dépenses publiques dans 161 pays, Oxfam et Development Finance International dressent un tableau plus actuel dans *l'Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*¹²⁴. Cet indice révèle des tendances négatives dans une grande majorité des pays depuis 2022. Quatre pays sur cinq ont appliqué des coupes budgétaires dans les secteurs de l'éducation, de la santé et/ou de la protection sociale. Quatre sur cinq se sont attaqués à la fiscalité progressive, et neuf sur dix ont vu reculer les droits du travail et les salaires minimum. Neuf pays sur dix ont reculé dans un ou plusieurs indicateurs. En l'absence d'action politique immédiate renversant cette tendance préoccupante, il y a fort à parier que les inégalités économiques continueront d'augmenter dans 90 % des pays.

Les populations ne sont pas les seules à s'appauvrir. Bon nombre de ces pays risquent la faillite et le surendettement, et ne disposent pas des fonds nécessaires pour lutter contre les inégalités. En moyenne, les pays à revenu faible et intermédiaire consacrent 48 % de leurs budgets au remboursement de la dette, souvent à de riches créanciers privés de New York et Londres¹²⁵. C'est bien plus que les financements totaux affectés aux secteurs de l'éducation et de la santé publiques.

ENCADRÉ 4. TROIS INFORMATIONS CLÉS SUR LES DIX HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE

1. La fortune de chacun des dix hommes les plus riches a augmenté de près de 100 millions de dollars par jour en moyenne en 2024¹²⁶.
2. Même si vous aviez commencé à économiser 1 000 dollars US par jour à l'époque de l'apparition des premiers êtres humains il y a 315 000 ans, vous n'auriez pas autant d'argent que l'un des dix milliardaires les plus riches¹²⁷.
3. Si l'un des 10 milliardaires les plus riches perdait 99 % de sa fortune, il resterait milliardaire¹²⁸.



Les inégalités basées sur l'origine ethnique et le genre persistent elles aussi. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'en 2019, pour chaque dollar de revenu du travail gagné par les hommes, les femmes ne gagnaient que 51 cents¹²⁹. En 2024, aux États-Unis, la richesse collective des ménages blancs était de 129 880 milliards de dollars, tandis que celle des ménages noirs et hispaniques s'élevait respectivement à 5 240 et 3 560 milliards de dollars. Alors qu'ils représentaient 58,4 % de la population, les ménages blancs détenaient 84 % de la richesse totale¹³⁰. Au Royaume-Uni, la richesse totale des hommes est en moyenne supérieure de 92 762 livres sterling à celle des femmes, soit une différence de 35 %¹³¹.

Un héritage colonial : un fossé abyssal entre le monde riche et le reste de l'humanité

Le fossé entre le monde riche et le reste de l'humanité est tout simplement vertigineux. Les disparités ont explosé à l'époque coloniale. Au début de l'ère coloniale au XVI^e siècle, les différences économiques entre les pays du Nord et ceux du Sud étaient faibles¹³². Elles ont

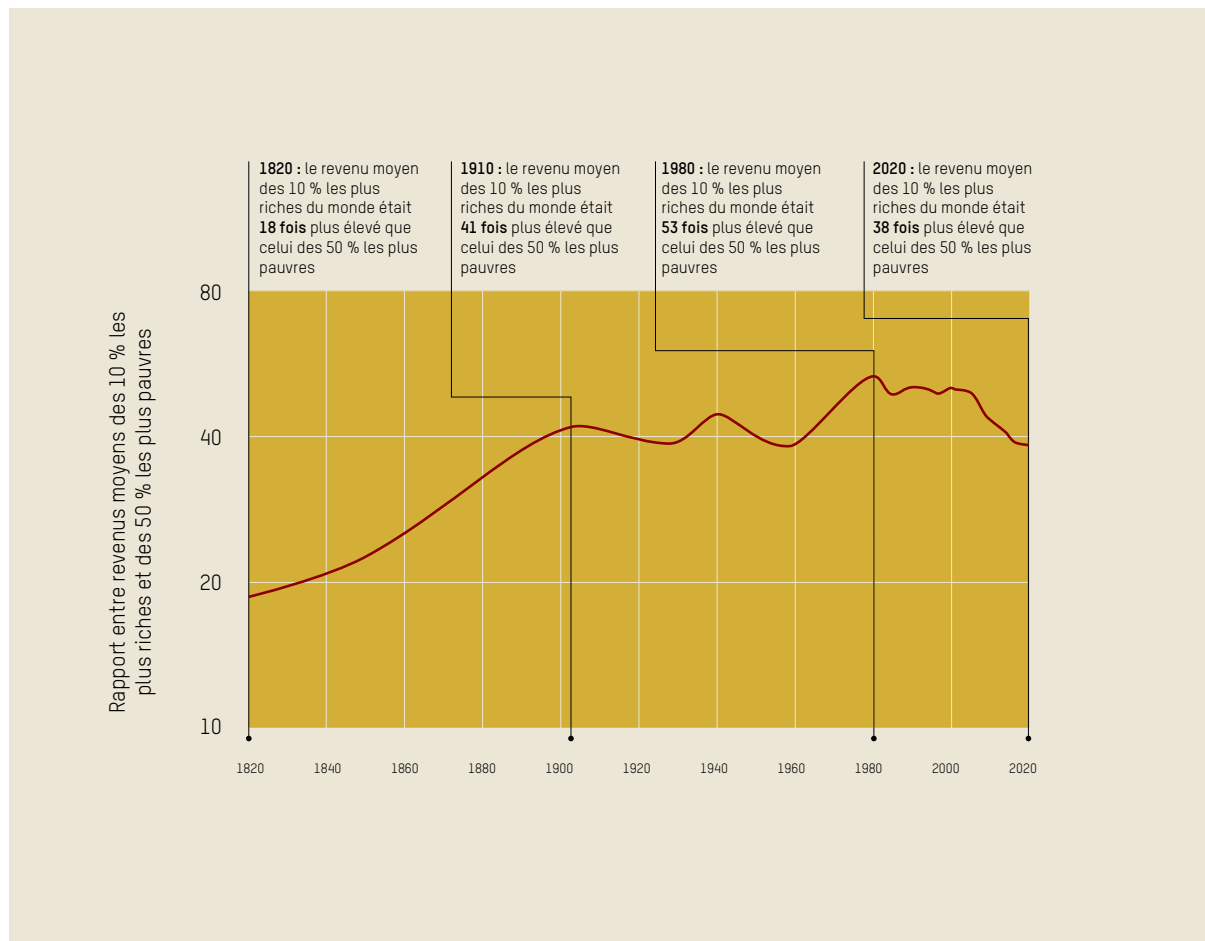
considérablement augmenté au cours de la période intermédiaire¹³³.

En 1820, la première année pour laquelle des données sont disponibles à ce sujet, le revenu des 10 % les plus riches au niveau mondial était 18 fois supérieur à celui des 50 % les plus pauvres. En 1980, il était 53 fois supérieur, et en 2020, bien qu'ayant diminué par rapport à son pic, il était encore 38 fois supérieur¹³⁴. La réduction observée ces dernières décennies s'explique en grande partie par le développement rapide de la Chine, qui a vu les revenus de centaines de millions de personnes augmenter¹³⁵.

Cet écart a connu une augmentation inquiétante après 2020 et la pandémie de COVID-19. La tendance s'inverse à nouveau, mais lentement. Les impacts inégaux du dérèglement climatique, les inégalités de vaccination contre la COVID-19 et les crises économiques multiples qui frappent le plus durement les pays à faible revenu augmentent la probabilité de voir le fossé se creuser à nouveau entre pays du Nord et pays du Sud, si rien n'est fait¹³⁶.

GRAPHIQUE 3 : AUGMENTATION DES INÉGALITÉS MONDIALES

Comment les inégalités mondiales ont explosé à l'époque coloniale et restent très élevées à ce jour.



Source : *World Inequality Database*, [ici](#).

Les inégalités économiques persistantes ont un lourd coût humain. L'impact le plus profond est peut-être que les personnes vivant dans les pays les plus pauvres ont une espérance de vie en moyenne dix ans plus courte que celles des pays du Nord¹³⁷. En Afrique, l'espérance de vie moyenne est encore plus de 15 ans inférieure à l'espérance de vie moyenne européenne.¹³⁸

Un monde radicalement plus juste comme seul horizon souhaitable

Un monde radicalement plus égalitaire est indispensable pour éradiquer la pauvreté, garantir une vie décente pour chaque être humain et protéger et préserver la planète.

Les inégalités sont importantes, car les 50 % les plus pauvres reçoivent 8 cents pour chaque dollar de revenu mondial, tandis que les 1 % les plus riches en reçoivent 20 cents, soit plus du double¹³⁹. Réduire les inégalités de revenus accélérerait radicalement l'éradication de la pauvreté. D'après les calculs de la Banque mondiale, si les inégalités reculaient ne serait-ce que de 2 % par an, il faudrait 20 ans au lieu de 60 pour éradiquer la pauvreté extrême¹⁴⁰.

Une plus grande égalité est également le seul moyen de combattre le dérèglement climatique de manière durable. Pour maintenir le fragile équilibre écologique de notre planète, nous devons en respecter les limites en utilisant



avec discernement les ressources énergétiques et matérielles mondiales pour garantir un avenir meilleur pour toutes et tous. Il faut bien intégrer que notre précieuse planète ne peut supporter qu'une quantité limitée de croissance basée sur le carbone. Une progression rapide vers l'égalité permettrait de consacrer une plus grande partie de la marge de croissance restante à l'amélioration des revenus des citoyen·nes ordinaires, plutôt qu'à alimenter la consommation des 1 % les plus riches, qui sont responsables d'autant d'émissions de carbone que les 66 % les plus pauvres de l'humanité¹⁴¹.

À l'inverse, si nous maintenons les inégalités à leur niveau actuel sans augmenter la redistribution, amener tout le monde vers la prospérité (que la Banque mondiale définit comme 25 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat, ou PPA)¹⁴² nécessiterait une croissance économique mondiale plusieurs fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Cela exigerait de brûler des quantités de dioxyde de carbone telles que cela reviendrait à un suicide planétaire.

Les pays présentant de meilleurs niveaux d'égalité économique s'en sortent beaucoup mieux dans une vaste palette d'indicateurs sociaux importants¹⁴³. Une plus grande égalité s'accompagne aussi d'une corruption moindre¹⁴⁴ et d'institutions plus solides¹⁴⁵. Les pays plus égalitaires ont tendance à présenter des niveaux plus faibles d'inégalités de genre, lesquelles sont étroitement associées aux inégalités de revenus¹⁴⁶. Ils se caractérisent aussi par de plus hauts niveaux de confiance¹⁴⁷ et une criminalité moindre¹⁴⁸. Ils sont en outre généralement moins autoritaires¹⁴⁹. Les droits et les libertés sont mieux respectés¹⁵⁰, notamment la liberté de la presse¹⁵¹. Les pays plus égalitaires sont bien moins polarisés sur le plan politique¹⁵². Ce point revêt aujourd'hui une importance particulière, 2024 ayant vu un nombre historique d'élections dans un contexte de polarisation croissante à travers le monde. Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles de novembre a été une aubaine pour les milliardaires et leur fortune. Les politiques qu'il défend,

telles que les énormes baisses d'impôts pour les ultra-riches et les grandes entreprises, devraient faire flamber les inégalités¹⁵³.

Bien loin de toute notion de mérite

L'idée selon laquelle les ultra-riches doivent avant tout leur fortune à leur efforts personnels, à leur énergies et à leur esprit d'entrepreneuriat est un leurre. Sur la base de nouvelles analyses, nous démontrons que 60 % de la fortune des milliardaires provient d'héritages, de liens de connivence¹⁵⁴ ou de l'exploitation de situations de monopole¹⁵⁵. Comme l'explique le présent rapport, leur fortune porte également souvent le sceau du colonialisme.

Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : les super-héritiers se portent bien

36 % de la fortune des milliardaires est issue d'un héritage¹⁵⁶. Les sommes héritées atteignent des niveaux records¹⁵⁷ et devraient continuer d'augmenter. Cette transmission intergénérationnelle d'extrême richesse donne naissance à une nouvelle aristocratie qui entretient et perpétue un système mondial éminemment injuste.

En 2024, pour la première fois depuis la publication du rapport UBS *World Wealth Report*, les personnes devenues milliardaires dans l'année avaient accumulé davantage de richesse par héritage que grâce à l'entrepreneuriat¹⁵⁸. L'ensemble des milliardaires de moins de 30 ans ont hérité leur fortune¹⁵⁹. En fait, lors de la première vague de ce que l'on qualifie de « grande transmission de richesse »¹⁶⁰, plus d'un millier de personnes fortunées devrait transmettre plus de 5 200 milliards de dollars à leurs héritiers et héritières au cours des deux ou trois prochaines décennies¹⁶¹.

Ces transmissions échapperont en grande partie à l'impôt. Les recherches d'Oxfam ont conclu que les deux tiers des pays n'appliquent aucun impôt de succession sur les descendants directs. En outre, la moitié des milliardaires vivent dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur l'argent que recevront leurs enfants à leur décès¹⁶². L'Amérique latine est la région où le volume de richesse héritée est le plus élevé. Neuf pays seulement y taxent les héritages, les mutations et le capital¹⁶³.

Accapement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes

De nombreux et nombreuses milliardaires sont riches du fait de liens de connivence et de l'accapement du pouvoir de l'État pour protéger et accroître leur richesse. Bien que certains liens de connivence soient illégaux et s'apparentent à de la corruption, beaucoup s'inscrivent dans les limites légales, et pour cause : les lois ont été conçues pour permettre de telles pratiques. On parle de liens de connivence (ou de népotisme) lorsque de riches élites usent de leur influence personnelle pour accaparer le pouvoir de l'État au service de leurs propres intérêts privés. Les responsables des gouvernements et les hommes et femmes d'affaires s'entendent pour piper les dés à leur avantage, au détriment des consommateurs et des consommatrices, des contribuables et des autres entreprises.

Des formes plus subtiles de connivence incluent le lobbying, le financement de campagnes politiques et le pantouflage entre le secteur privé et la fonction publique. Les liens de connivence impliquent également la politisation de la fonction publique et des médias, ainsi que le financement privé de la recherche et des médias afin de peser sur l'agenda politique. Les liens familiaux et d'amitié qui existent entre les élites renforcent encore leur influence¹⁶⁴.

Selon nos calculs, 6 % de la fortune des milliardaires du monde entier est due à des liens de connivence¹⁶⁵.

Les milliardaires et leurs monopoles

Les milliardaires, que les monopoles aident à garder la mainmise sur des industries entières, voient leur fortune atteindre des niveaux sans précédent¹⁶⁶. Le pouvoir monopolistique accentue les niveaux de richesse et d'inégalité partout dans le monde¹⁶⁷. Les recettes combinées des cinq plus grandes entreprises au monde sont supérieures aux revenus des deux milliards de personnes les plus pauvres, soit un quart de la population mondiale¹⁶⁸. Les entreprises en position de monopole peuvent contrôler les marchés, établir les règles et les conditions d'échange avec les autres entreprises et avec la main-d'œuvre, et fixer des prix plus élevés sans perte d'activité¹⁶⁹. Ces stratégies enrichissent les milliardaires à leur tête.

Des organismes comme le FMI reconnaissent que le pouvoir des monopoles s'accroît et alimente les inégalités¹⁷⁰. Les monopoles opèrent un transfert du travail vers le capital à l'échelle de l'économie¹⁷¹. Ils tirent

les salaires vers le bas et entravent la concurrence, l'innovation et l'accès équitable. Ce faisant, les monopoles renforcent un système économique mondial qui profite à une élite minoritaire au détriment de la majorité, en particulier dans les pays du Sud et plus encore parmi les femmes et les personnes racisées, qui sont surreprésentées dans les emplois les moins bien payés et les plus mal protégés¹⁷².

Selon nos calculs, 18 % de la fortune des milliardaires dans le monde est issue de monopoles¹⁷³. Cela concerne en particulier certains des hommes les plus riches de la planète :

- **Jeff Bezos** (fortune nette : 219,4 milliards de dollars)¹⁷⁴ est cofondateur de l'empire Amazon, qui concentre 70 % ou plus de tous les achats en ligne en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Espagne^{175, 176}.
- **Aliko Dangote** (fortune nette : 11 milliards de dollars), la personne la plus riche d'Afrique, détient un quasi-monopole sur le ciment au Nigeria et domine le marché sur le continent africain^{177, 178}.

Milliardaires des colonies : le reflet des divisions coloniales

Malgré l'augmentation du nombre de milliardaires dans les pays du Sud, la grande majorité des milliardaires et la plus grande partie de leur fortune restent concentrées dans les pays du Nord. La plupart des milliardaires (68 %, qui détiennent 77 % de la fortune totale des milliardaires) vivent dans les pays riches du Nord¹⁷⁹, alors que ceux-ci abritent à peine un cinquième de la population mondiale.

Même si les pays du Nord accueillent toujours la plupart des milliardaires, on observe une augmentation du nombre de personnes extrêmement riches dans certains pays du Sud au cours de la dernière décennie. Il ne faudrait toutefois pas considérer cette tendance comme une avancée. Elle résulte en partie d'un autre héritage du colonialisme, à savoir que les pays du Sud autrefois colonisés affichent presque tous de hauts niveaux d'inégalités¹⁸⁰. Pour des centaines de millions de travailleurs et de travailleuses dans les pays du Sud, cela signifie que les bénéfices de leur travail profitent en grande partie à l'un ou l'autre des groupes suivants : les riches des pays du Nord ou les ultra-riches des pays du Sud.

L'incroyable concentration de richesse que l'on observe aujourd'hui est liée à la fois à des systèmes historiques et à des mécanismes coloniaux des temps modernes basés sur l'exploitation du travail et de la richesse des citoyen·nes ordinaires dans les pays du Sud. Cette exploitation persistante est le fil rouge du présent rapport.

Pendant la période de colonialisme historique, de nombreux pays du Nord ont tiré profit du colonialisme et de l'impérialisme. Comme développé dans le Chapitre 2, cela a surtout bénéficié aux personnes les plus riches dans les pays du Nord, eux-mêmes marqués par de fortes inégalités. On estime que 73 % de la population d'Europe occidentale vivait dans l'extrême pauvreté en 1820, soit une prévalence supérieure à celle de l'extrême pauvreté en Asie du Sud et du Sud-Est à l'époque (69 %)¹⁸¹. En 1900, les 1 % les plus riches percevaient l'équivalent de deux fois les revenus cumulés de la moitié la plus pauvre de la population au Royaume-Uni¹⁸². En 1842, dans la ville britannique de Manchester, considérée comme la première ville industrielle du monde, l'âge moyen du décès pour les ouvriers et ouvrières était de 17 ans ; il atteignait 20 ans pour les commerçant·es et 38 ans pour les personnes exerçant une profession qualifiée¹⁸³. Au début du XX^e siècle, environ 30 % des habitant·es de Londres et de York vivaient dans la pauvreté¹⁸⁴.

Selon Utsa Patnaik et Prabha Patnaik, entre 1765 et 1900, le Royaume-Uni a privé l'Inde d'environ 64 820 milliards de dollars. Sur la base de la répartition moyenne des revenus au cours de cette période, les 10 % les plus riches du Royaume-Uni se sont accaparé environ 33 800 milliards de dollars, une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 livres sterling¹⁸⁵. Outre les plus riches, le colonialisme a surtout profité à la classe moyenne émergente¹⁸⁶. Après les 10 % les plus riches, qui ont reçu 52 % de ces revenus, la nouvelle classe moyenne en a reçu 32 %¹⁸⁷.

Le manque de données ne permet pas d'appréhender pleinement les tendances historiques en matière de répartition des richesses selon le genre, d'autant que les archives historiques attribuent souvent aux hommes le travail des deux genres. La participation des femmes dans la population active, leurs salaires et leur richesse ont évolué au cours de la période coloniale dans les pays du Nord, mais des données probantes attestent d'écarts de rémunération entre hommes et femmes¹⁸⁸.

ENCADRÉ 5 : DÉFINIR LE COLONIALISME

Colonialisme. Oxfam définit le colonialisme comme le processus de contrôle physique, économique et/ou politique, souvent imposé par la violence, d'un pays sur un autre territoire par le biais de la colonisation, de la domination économique ou de la gouvernance politique. L'histoire de la colonisation européenne du continent américain, de l'Australie et de certaines parties d'Afrique et de la région Asie-Pacifique au XVI^e siècle est particulièrement marquante, ainsi que celle du Japon en Asie, mais ne doit pas occulter l'existence d'un colonialisme Nord-Nord et Sud-Sud.

Au-delà de cette définition, nous distinguons trois autres concepts.

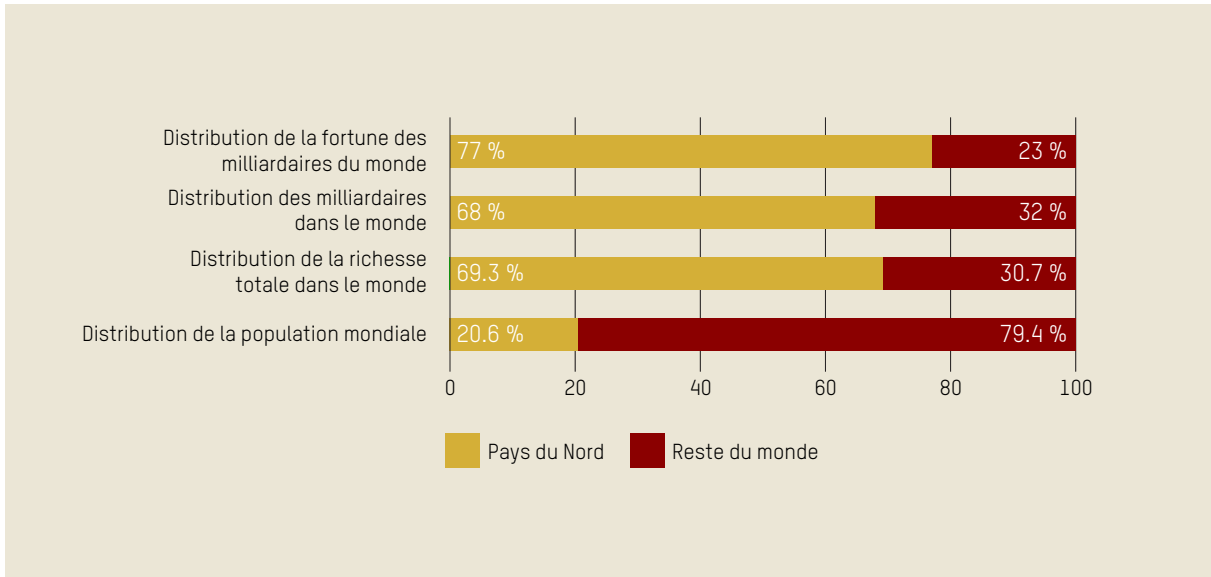
Colonialisme formel et informel : le *colonialisme formel* désigne l'occupation et la domination permanentes et officielles de territoires par des puissances coloniales qui se poursuivent de nos jours. Le *colonialisme informel* se rapporte à une forme de domination où une nation puissante exerce un contrôle sur un autre pays sans toutefois le gouverner directement ni établir de régime colonial officiel, mais en exerçant à la place une influence par le biais de mécanismes économiques, politiques, culturels ou militaires qui maintiennent des relations de pouvoir déséquilibrées.

Colonialisme historique et colonialisme moderne : le *colonialisme historique* concerne la période d'occupation et de domination officielles, principalement par des puissances européennes, qui a pris fin dans la plupart des cas (mais pas totalement) grâce aux luttes pour l'indépendance menées lors des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le *colonialisme moderne*, aussi appelé néo-colonialisme, désigne les formes plus informelles par lesquelles les pays riches, principalement du Nord, continuent d'exercer un pouvoir et un contrôle sur les pays du Sud, de manière à perpétuer les effets du colonialisme formel, ainsi que les pratiques et idéologies qui l'étaient.

Colonialisme de peuplement et colonialisme sans peuplement : il est également important de distinguer le *colonialisme de peuplement* du *colonialisme sans peuplement*. Le colonialisme de peuplement, comme celui qui a eu lieu au Canada, aux États-Unis, en Algérie ou en Australie, implique une immigration à grande échelle de colons vers les colonies, avec pour objectif d'éliminer, de supplanter et de remplacer les populations autochtones existantes afin de créer de nouvelles sociétés. Le colonialisme sans peuplement, par exemple dans des pays comme le Nigeria ou le Ghana, impliquait en revanche une domination par un petit groupe d'acteurs externes qui ne s'installaient pas de manière permanente dans le pays et dont le principal objectif était l'exploitation de la colonie. Du fait de leur résidence permanente dans la colonie, les colons avaient pour leur part des intérêts qui allaient au-delà de l'exploitation pure et simple. Cela donnait souvent lieu à de violents affrontements autour des espaces et des ressources, en particulier les terres.

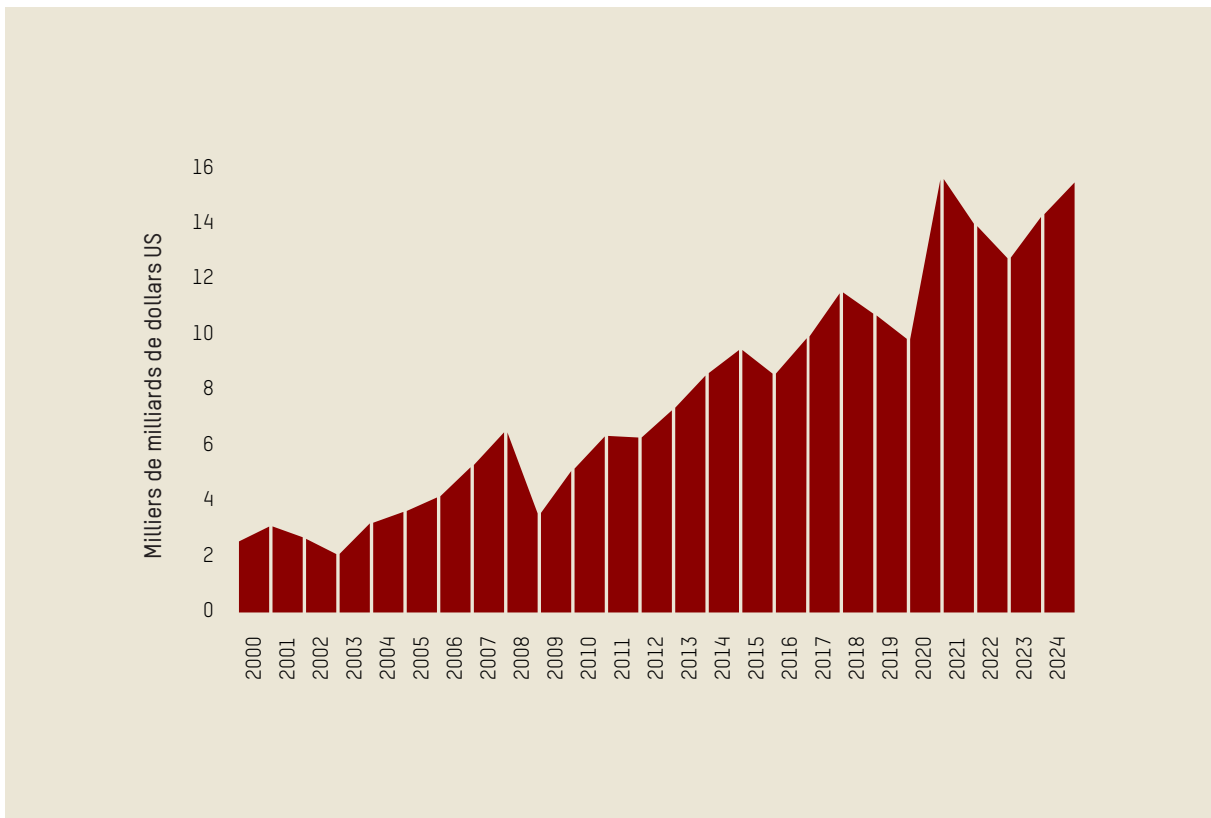
GRAPHIQUE 4 : LE MONDE APPARTIENT TOUJOURS AUX RICHES DES PAYS DU NORD

Concentration des richesses dans les pays du Nord par rapport au reste du monde (en pourcentage)



Source : UBS

GRAPHIQUE 5 : AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE L'AN 2000 ET 2024, EN MILLIERS DE MILLIARDS DE DOLLARS US (VALEUR RÉELLE)



Source : Forbes

Là où des preuves existent, elles confirment en grande partie la domination des hommes en matière de possession d'actifs, d'autant que les cadres juridiques interdisaient souvent aux femmes, à l'exception des veuves, d'intervenir directement dans le domaine économique, en particulier lorsqu'elles avaient des enfants mineurs. La croissance des sociétés de négoce et le commerce colonial a donné à certaines femmes l'opportunité d'accroître leur fortune en investissant dans les grandes sociétés de négoce ou en héritant de fortunes amassées par les élites dans les colonies¹⁸⁹.

Les systèmes coloniaux permettant ce niveau d'extraction bénéficient aujourd'hui encore aux ultra-riches dans les pays riches. Selon les calculs d'Oxfam et World Inequality Lab, le système financier colonial

moderne à l'échelle mondiale transfère à lui seul 30 millions de dollars par heure des pays du Sud vers les 1 % les plus riches dans les nations riches¹⁹⁰. Les Chapitres 3 et 4 sont consacrés à ce transfert continu de richesses du Sud vers le Nord.

Les trois prochains chapitres explorent de manière bien plus détaillée les liens entre colonialisme et disparités extrêmes de richesse, tant du point de vue historique que selon une perspective moderne. Le Chapitre 2 s'intéresse au colonialisme historique, le Chapitre 3 analyse l'impact du colonialisme de nos jours et le Chapitre 4 est consacré à certains des mécanismes par lesquels le colonialisme historique et contemporain exerce son influence. Le Chapitre 5 formule des recommandations pour lutter contre l'impact du colonialisme.



**ENTRE 1765 ET 1900,
LES 10 % LES PLUS
RICHES DU ROYAUME-UNI
ONT PRIVÉ L'INDE DE
33 800 MILLIARDS DE DOLLARS ;
UNE SOMME QUI SUFFIRAIT À
RECOUVRIR PRÈS DE
QUATRE FOIS LA SUPERFICIE DE
LONDRES DE BILLETS DE 50 €**



Chapitre 2. La fortune des ultra-riches et son passé colonial. Les inégalités prennent racine dans l'histoire coloniale basée sur l'exploitation capitaliste, laquelle a soumis des centaines de milliers de personnes à des violences, des tueries et des génocides.

Les inégalités extrêmes sont profondément enracinées dans l'histoire coloniale marquée par l'extraction de richesses et les abus. Les puissances colonisatrices européennes ont soumis les populations des pays du Sud à une exploitation à grande échelle, à la violence, au racisme et à la domination. Elles ont profité des divisions à l'œuvre dans les sociétés, notamment en matière de genre, de statut tribal, de religion et de caste, et les ont exacerbées pour intensifier l'exploitation (voir Chapitre 3).

Il en résulte des inégalités importantes et persistantes entre les pays du Nord et ceux du Sud, ainsi qu'entre les riches et les pauvres au sein d'un même pays. Les colons ont brutalement dépossédé les communautés de leurs terres tout en soumettant des centaines de milliers de personnes aux violences, aux massacres et aux exterminations¹⁹¹. Sur le continent américain, la colonisation européenne, avec son lot de maladies et de violences, a décimé 90 % des peuples autochtones, réduisant la population mondiale de 10 %¹⁹². Sur les îles de Banda en Indonésie, l'armée de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a massacré la quasi-totalité de la population bandanaise¹⁹³, permettant ainsi à la compagnie de devenir un géant commercial contrôlant et monopolisant le juteux commerce des épices¹⁹⁴. Par leur puissance militaire et économique, les gouvernements des pays du Nord ont soutenu, rendu possibles et facilité ces exactions.

De nombreuses personnes, principalement africaines, ont été contraintes de travailler dans les plantations de multinationales et de colons blancs pour y produire des cultures commerciales comme le tabac et le caoutchouc¹⁹⁵. Le colonialisme historique n'a pas seulement exploité les ressources et colonisé les peuples, il a également rendu les colons insensibles à la souffrance humaine. Le recours à une violence effrénée pour étendre et maintenir leurs empires était monnaie courante¹⁹⁶. Le colonialisme a instauré un nouvel ordre social et économique qui a assujéti les peuples autochtones, imposé de nouveaux systèmes de connaissances et culturels favorables aux colons, et mis en place une économie qui profite aux pays du Nord¹⁹⁷.

Le présent chapitre démontre comment le colonialisme a transféré d'immenses richesses produites grâce au travail de millions de personnes dans les pays du Sud vers une petite minorité de personnes blanches. Le colonialisme a également contribué à accélérer le développement industriel dans les pays du Nord. Dans le même temps, il a participé à la désindustrialisation et à l'appauvrissement de nombreux pays du Sud, faisant le terreau d'inégalités extrêmes persistantes.

Des relations coloniales inégales et le monopole de l'industrie extractive

L'ère coloniale a vu l'émergence d'un système commercial mondial conçu selon les intérêts du capitalisme européen, ce qui a profondément façonné les relations économiques internationales. Ce système a non seulement dominé les réseaux commerciaux à l'échelle mondiale, mais il a aussi fortement inhibé le développement industriel des colonies et exploité leurs ressources.

ENCADRÉ 6. ÉTUDE DE CAS – LES POLITIQUES PROTECTIONNISTES BRITANNIQUES À L'ÉGARD DE L'INDE

En 1750, le sous-continent indien représentait environ 25 % de la production industrielle mondiale. En chute libre, ce chiffre avoisinait 2 % en 1900¹⁹⁸. Cet effondrement spectaculaire peut être attribué à la mise en œuvre par la Grande-Bretagne de politiques protectionnistes rigoureuses sur les textiles asiatiques¹⁹⁹, sapant systématiquement le potentiel de croissance industrielle de l'Inde. En 200 ans, la Grande-Bretagne a privé l'Inde de 64 820 milliards de dollars²⁰⁰.

Paradoxalement, il a fallu un conflit mondial pour atténuer temporairement cette privation industrielle. Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), la perturbation des modèles commerciaux coloniaux a eu pour effet collatéral de stimuler la croissance industrielle dans les colonies. Les régions où les importations britanniques ont fortement diminué pendant la guerre ont connu une forte croissance de l'emploi dans le secteur industriel, une tendance encore visible de nos jours²⁰¹.

Le colonialisme a souvent été mené par des multinationales privées qui se sont souvent vu accorder des monopoles et ont tiré d'énormes profits de leur expansion à l'étranger. Le concept de multinationales privées, financées par de riches actionnaires, est d'ailleurs un produit de l'ère coloniale²⁰². De nombreuses grandes entreprises coloniales ont utilisé leurs propres forces armées pour écraser impitoyablement les rébellions. L'armée de la Compagnie des Indes orientales comptait 260 000 soldats en Inde, soit deux fois plus

que l'armée britannique en temps de paix²⁰³. Ces grandes entreprises ont accaparé des terres, elles ont commis des violences et se sont adonnées aux fusions et acquisitions, stimulant la mondialisation et contribuant à la création du premier système financier mondial²⁰⁴. Les marchés financiers, en particulier à Londres, ont facilité la tâche de ces mastodontes coloniaux.

Plus de 81 000 tonnes d'argent ont été extraites lors de la conquête espagnole sur le continent américain, qui a semé la mort sur son passage²⁰⁵. Avec l'exploitation des gisements argentifères américains, les stocks mondiaux de métaux précieux ont doublé, voire triplé²⁰⁶. Ils constituaient alors une source de revenus majeure : au XVI^e siècle, le budget espagnol était en grande partie financé par les flux de lingots en provenance du « Nouveau Monde »²⁰⁷. Cet afflux soutenu de métaux précieux américains (surtout l'argent et l'or) représentait près des trois quarts du fossé économique qui s'était alors creusé entre l'Europe et les économies asiatiques comme la Chine et l'Inde²⁰⁸. Entre 1825 et 1947, la Grande-Bretagne et la France ont importé 2 400 milliards de dollars (au taux de 2023) de matières premières issues du continent africain²⁰⁹. Les pays coloniaux qui contrôlaient ces colonies africaines, tant sur le plan politique qu'économique, se seraient accaparé la majeure partie de cette somme. À cette époque, les 10 % les plus riches en France et en Grande-Bretagne se distribuaient environ la moitié du revenu national en moyenne. Cette élite regroupait donc les principaux bénéficiaires d'une telle manne²¹⁰.

Cet accaparement systématique des ressources et des richesses des colonies a profité aux puissances impériales. Par exemple, jusqu'à 5 100 milliards de dollars (en termes actuels) ont été extraits d'Indonésie sous la domination néerlandaise (1878-1941)²¹¹. Aux Pays-Bas, la maison d'Orange-Nassau aurait amassé 600 millions de dollars grâce aux colonies (1675-1770)²¹². En Belgique, le roi Léopold II a étendu sa fortune personnelle d'1,1 milliard de dollars grâce au Congo²¹³, alors que 10 millions de Congolais-es ont perdu la vie du fait des politiques mises en place sous son règne²¹⁴. L'extraction coloniale a également été facilitée par des hommes tels que Cecil Rhodes (impérialiste, homme d'affaires, homme politique et partisan de la suprématie blanche), qui a contribué à l'acquisition de plus de 100 millions d'hectares en Afrique australe pour le compte de l'Empire britannique²¹⁵.

Les richesses extraites des colonies ont profité aux familles européennes fortunées, tandis le reste de la population vivait dans la pauvreté

L'extraction coloniale a surtout profité à la classe dirigeante des pays colonisateurs. C'est ainsi que se sont bâties de nombreuses fortunes, dont certaines ont été transmises de génération en génération. La famille Oppenheimer, anciennement actionnaire majoritaire du géant du diamant De Beers, compte par exemple parmi les plus grandes fortunes de la planète. Le milliardaire sud-africain Nick Oppenheimer était la troisième génération de la famille à diriger l'entreprise. La famille Oppenheimer a dirigé De Beers pendant huit décennies jusqu'en 2011, lorsqu'elle a vendu ses parts au groupe minier Anglo American²¹⁶. De Beers contrôlait encore le marché mondial du diamant au début du XXI^e siècle. L'entreprise a exercé une sorte de monopole sur le marché mondial du diamant, gonflant encore la richesse de ses actionnaires grâce à l'extraction déloyale des ressources pendant et après l'ère coloniale²¹⁷.

L'essor du colonialisme et du capitalisme s'est accompagné d'une baisse globale des salaires, d'un accroissement de la misère et d'une hausse de la mortalité précoce. Les mouvements sociaux progressistes et les politiques publiques introduites au milieu du XX^e siècle ont contribué à sortir les populations du dénuement, mais les salaires ne sont toujours pas à la hauteur dans certaines régions d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine²¹⁸. Par exemple, au XVII^e siècle, les revenus des Ghanéens étaient équivalents à ceux de bon nombre de travailleurs et travailleuses européens. Ils ont chuté de 81 % entre 1720 et 1860, à l'apogée de la traite des esclaves, et n'ont finalement dépassé les niveaux des années 1660 que dans les années 1950 suite aux réformes menées par Kwame Nkrumah. Ils ont ensuite de nouveau chuté lors des réformes structurelles menées dans les années 1980 et 1990²¹⁹.

Ce modèle basé sur l'exploitation a coïncidé avec un agrandissement spectaculaire du fossé entre les riches et les pauvres dans les pays européens. En 1820, la part des revenus d'une personne faisant partie des 1 % les plus riches en Grande-Bretagne était 75 fois supérieure à celle d'une personne faisant partie des 50 % les plus pauvres²²⁰. En 1900, au zénith de l'empire britannique, cet écart était 107 fois plus important. En France, entre 1820 et 1920, les 10 % les plus riches accaparaient plus de 80 % de la richesse du pays²²¹.

Anciennes et nouvelles formes d'esclavage

L'esclavage industriel, l'une des périodes les plus brutales de l'histoire de l'humanité, était un pilier du colonialisme. La traite transatlantique des esclaves a déplacé de force des millions d'Africain-es et d'autochtones. Au cours de cette traite, 11,9 millions d'Africain-es ont traversé l'Atlantique²²². On estime par ailleurs que 1,5 à 2,1 millions de personnes ont été réduites en esclavage par-delà l'océan Indien occidental au cours de la traite coloniale²²³. Entre l'arrivée de Christophe Colomb en 1492 et la fin du XIX^e siècle, 2,5 à 5 millions d'autochtones ont été réduit-es en esclavage sur le continent américain²²⁴. Les femmes réduites en esclavage ont subi d'ignobles violences sexuelles, entre autres pour permettre aux colons d'asseoir leur domination et de démoraliser et soumettre la résistance anticoloniale²²⁵. En Amérique latine, entre 4 et 17 femmes africaines pour un homme africain contribuent au patrimoine génétique des descendant-es de la traite transatlantique des esclaves²²⁶. On estime que dans les années 1770, 40 % de la croissance économique néerlandaise étaient imputables à l'esclavage et à la traite des esclaves²²⁷. Cette croissance a largement profité aux plus riches, et même à la royauté. Plusieurs rois et reines d'Angleterre ont soutenu l'esclavage et en ont tiré des profits²²⁸. D'immenses fortunes se sont constituées, dont l'héritage se perpétue chez certaines des personnes les plus riches à l'heure actuelle. Aux États-Unis, un pays fondé sur l'esclavage et l'extermination des peuples autochtones, une étude portant sur les membres du Congrès (qui ont l'obligation de divulguer des informations personnelles sur leur patrimoine) a révélé que celles et ceux dont les aïeux possédaient au moins 16 esclaves sont beaucoup plus riches que celles et ceux n'entretenant aucun lien historique avec la propriété d'esclaves, et ce même en tenant compte d'autres facteurs démographiques et socio-économiques. Les membres du Congrès dont les aïeux avaient réduit au moins 16 personnes en esclavage disposent d'une richesse médiane de 5,6 millions de dollars, bien au-delà du seuil fixé pour les 5 % les plus riches aux États-Unis²²⁹.

Plusieurs grandes entreprises actuelles ont bénéficié directement ou indirectement de l'esclavage. De grandes banques comme Barclays, HSBC et Lloyds²³⁰, ainsi que d'importants cabinets comptables comme Deloitte et Price Waterhouse Coopers (PwC) ont bénéficié de la

richesse générée par l'esclavage²³¹. JP Morgan Chase²³², NatWest²³³, ABN AMRO Bank²³⁴ ont toutes perçu des avantages financiers indirects issus de l'esclavage. Au moins deux banques centrales, la Bank of England²³⁵ et De Nederlandsche Bank²³⁶, ont présenté leurs excuses pour leurs liens historiques respectifs avec l'esclavage.

Au Royaume-Uni, les ressources volées pendant la période de l'esclavage et du colonialisme ont permis la construction de nombreuses maisons de maîtres, illustrées notamment par la plume de Jane Austen ou des fictions telles que *Downton Abbey*. Dans l'un de ses rapports, le National Trust, qui œuvre à la conservation de plus de 200 de ces bâtisses au Royaume-Uni, indique qu'un tiers de ces propriétés sont reliées à la traite des esclaves d'une manière ou d'une autre²³⁷. En 1833, le gouvernement britannique a emprunté 20 millions de livres sterling pour indemniser les propriétaires d'esclaves, ce qui représentait 40 % des recettes annuelles du Trésor²³⁸ (soit 3,1 milliards de livres à la valeur actuelle²³⁹). Cet emprunt n'a fini d'être remboursé qu'en 2015. Il a représenté un énorme transfert de richesse des contribuables britanniques vers les riches propriétaires d'esclaves, alors que les personnes réduites en esclavage et leur descendance n'ont rien reçu²⁴⁰. Au Royaume-Uni, la fortune de bon nombre des familles les plus riches à l'heure actuelle remonte à l'esclavage et au colonialisme, plus particulièrement à la compensation versée aux riches esclavagistes lors de l'abolition de l'esclavage²⁴¹.

En Haïti, la France a exigé 150 millions de francs (l'équivalent de plus de 21 milliards de dollars en termes actuels) à la suite du soulèvement réussi des esclaves, ce qui a paralysé l'économie du pays pendant des générations²⁴². Il s'agit aujourd'hui du pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest, plus de la moitié de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté national²⁴³. Au Suriname et dans les Antilles, le gouvernement néerlandais a versé aux riches esclavagistes quelque 12 millions de florins, soit environ 10 % du budget du gouvernement néerlandais²⁴⁴.

Ces versements ont également bénéficié aux plus riches. En France et en Grande-Bretagne, les 10 % d'esclavagistes les plus riches contrôlaient environ 60 à 80 % des personnes réduites en esclavage (et se sont donc partagé environ 60 à 80 % de la compensation totale) ; les 1 % les plus riches ont pour leur part reçu

20 à 30 % de la compensation²⁴⁵. Aux Pays-Bas, la compensation accordée dépendait également du nombre d'esclaves à disposition²⁴⁶. Les propriétaires d'esclaves ont fait pression pour retarder l'abolition jusqu'à obtenir des conditions favorables au Parlement²⁴⁷.

La fin de la traite des esclaves a donné lieu à de nouvelles formes d'exploitation, notamment l'exportation de travailleurs et de travailleuses en servitude en

provenance d'Asie pour remplacer la population d'esclaves africain-es dans les plantations de sucre des Caraïbes²⁴⁸. Entre les années 1830 et 1920, 3,7 millions de personnes d'origine indienne, chinoise, africaine, japonaise et mélanésienne et autres ont été déplacées pour travailler dans les plantations et dans les mines coloniales et pour construire des infrastructures en tant que travailleurs et travailleuses en servitude²⁴⁹.

ENCADRÉ 7. UNE JUSTICE RÉPARATRICE NÉCESSAIRE

L'idée de réparations (qui consistent à reconnaître et à corriger les injustices ou les inégalités passées ou présentes) fait l'objet d'une attention croissante. Des réparations sont proposées pour toute une série d'événements, notamment l'esclavage, le colonialisme, les impacts climatiques, les crimes de guerre et les flux financiers illicites des pays du Sud vers les pays du Nord, entre autres. Dans le sillage du mouvement Black Lives Matter²⁵⁰, plusieurs leaders et institutions de pays européens (banques, universités et musées) ont fait état de leurs liens avec l'esclavage et ont présenté leurs excuses pour les torts causés. Toutefois, si la réparation des préjudices causés par l'esclavage et le colonialisme doit effectivement commencer par des excuses, cela ne suffit pas. Des institutions multilatérales telles que le CARICOM²⁵¹, l'Union africaine et ponctuellement les Nations Unies ont demandé des réparations. Au sein des États colonisateurs, les peuples autochtones ont également demandé des réparations²⁵².

Il a souvent été attribué une valeur financière au préjudice subi. Les estimations des réparations dues varient en fonction des différentes hypothèses retenues. Les torts causés par la traite transatlantique des esclaves sont estimés à 100 000 ou 131 000 milliards de dollars (selon la commission Brattle sur la traite transatlantique des esclaves, incluant les périodes d'esclavage et post-esclavage)²⁵³ ; à 33 000 milliards de dollars pour les nations des Caraïbes (par CARICOM)²⁵⁴ ; et à 20 300 milliards de dollars pour les descendant-es des Afro-américain-es réduit-es en esclavage (par une équipe de recherche de l'université du Connecticut)²⁵⁵.

Le coût des réparations devrait être supporté en premier lieu par les personnes les plus riches, car ce sont elles qui ont le plus profité du colonialisme. L'octroi d'une compensation financière par les pays responsables n'est toutefois qu'un moyen parmi d'autres de remédier aux séquelles persistantes de l'esclavage et du colonialisme²⁵⁶. L'approche des Nations Unies en matière de réparations comprend cinq étapes : la restitution, la compensation, la réhabilitation, la satisfaction et les garanties de non-répétition²⁵⁷. De même, le « plan en dix points pour la justice réparatrice » de la CARICOM inclut des excuses complètes et officielles, la réintégration, des programmes de développement pour les peuples autochtones, des institutions culturelles, un investissement pour résoudre la crise de santé publique, l'éradication de l'illettrisme, un programme de connexion avec leurs origines africaines, la réhabilitation psychologique, le transfert technologique et l'annulation de la dette²⁵⁸.

De nombreux aspects opérationnels de l'application des réparations nécessitent un examen plus approfondi. On peut toutefois se demander si des réparations dignes de ce nom peuvent être accordées dans un système fondé sur la suprématie blanche²⁵⁹. Il est néanmoins temps de s'engager en faveur de la justice réparatrice requise et de commencer à lever les obstacles pour y parvenir.

Génocide, États colonisateurs et inégalités

L'affirmation par les colons de leur « supériorité raciale » et leur domination se sont traduites par des massacres, des génocides et des violences pour des milliers d'autochtones. Des dizaines de millions d'autres ont succombé aux nouvelles maladies introduites par les colons²⁶⁰, lors des pandémies qui ont accompagné l'expansion des empires²⁶¹. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les Premières Nations et le peuple Māori ont été massacrés par milliers en défendant leurs terres²⁶². En Afrique australe, le peuple San a été victime d'un génocide sous la domination néerlandaise²⁶³, puis de nouveau sous la domination britannique²⁶⁴.

La colonisation européenne, qui s'est étendue du XVI^e au XX^e siècle, a profondément remodelé le paysage mondial et laissé des traces indélébiles sur les sociétés, les économies et les populations du monde entier, qui continuent d'influencer encore aujourd'hui les inégalités et les structures sociales à l'échelle de la planète. Les colons européens ont dépossédé par la force les communautés locales de leurs terres et les ont réduites au travail forcé. Les communautés autochtones ont résisté, en vain.

Dans le même temps, la colonisation, la pression démographique et des opportunités économiques limitées en Europe face à l'industrialisation ont entraîné une migration massive vers les colonies. Le droit de se rendre dans des territoires étrangers était en effet un pilier essentiel de l'expansion coloniale²⁶⁵. Entre le XVI^e et le XX^e siècle, quelque 63 millions d'Européen·nes auraient rejoint le « Nouveau Monde » sous administration coloniale, soit pour s'y installer, soit pour y purger une peine d'incarcération²⁶⁶. À l'origine, l'Australie était une colonie pénitentiaire où la Grande-Bretagne envoyait ses bagnards, en grande partie des citoyen·nes britanniques parmi les plus pauvres, banni·es pour de petites infractions qui seraient aujourd'hui considérées comme mineures.

Les colons bénéficiaient d'une éducation, de soins de santé et d'autres infrastructures de base financés par les impôts prélevés sur les peuples autochtones. Cela a conduit à une concentration des richesses, des terres et des capitaux entre les mains des élites blanches²⁶⁷ tout en restreignant l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux ressources pour les peuples autochtones. Au Kenya, un tiers des terres fertiles des hauts plateaux était contrôlé par des colons blancs qui constituaient 0,25 % de la population en 1934²⁶⁸.

L'impact sur les populations autochtones est encore palpable. Ainsi, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les membres des Premières Nations continuent de souffrir de discrimination raciale, ce qui entraîne des inégalités économiques fondées sur des critères raciaux²⁶⁹. En Australie, plus d'un tiers des membres des Premières Nations (35 %) se trouvent dans le quintile le plus pauvre de la répartition des revenus et ne gagnent en moyenne que 72 % de ce que gagnent les Australien·nes qui ne sont pas issu·es des Premières Nations²⁷⁰. En Nouvelle-Zélande, les écarts de rémunération entre les personnes d'ascendance européenne et les populations Māori ou les peuples du Pacifique sont respectivement de 14,6 % et 18,8 %²⁷¹.

On estime toutefois que les colonies où le nombre de colons européens était élevé, mais où ils restaient minoritaires dans la population, affichent les taux d'inégalités les plus élevés. Les pays où les Européen·nes sont devenu·es majoritaires n'ont pas souffert d'inégalités aussi extrêmes. Ces pays ont également été parmi les premiers à mettre en œuvre des politiques progressistes telles que le suffrage universel, mais souvent uniquement pour les personnes d'origine européenne, tandis que les peuples autochtones et les autres minorités étant souvent exclus et persécutés²⁷².

Le colonialisme de peuplement a une histoire particulière quant aux questions de genre, caractérisée dans de nombreux cas par des violences²⁷³, des violences basées sur le genre et une coercition reproductive²⁷⁴, des droits de propriété restrictifs²⁷⁵, y compris la non-reconnaissance des droits fonciers des femmes²⁷⁶, et une sous-évaluation systématique du travail de soins²⁷⁷, entre autres. L'intersection de la race, du genre et de la classe sous le colonialisme de peuplement a amplifié les inégalités, avec des préjudices économiques uniques pour les femmes autochtones et d'ascendance africaine.

L'héritage des colons a souvent perduré après l'indépendance. En Namibie, la minorité blanche possédait plus de la moitié des terres agricoles au moment de l'indépendance en 1990, tandis que la majorité noire représentant plus de 90 % de la population n'en possédait que 40 %²⁷⁸. En 1957, les ressortissant·es britanniques et européen·nes possédaient 62 % du capital social des sociétés anonymes et contrôlaient 73 % des plantations et 75 % du marché minier en Malaisie²⁷⁹. En Afrique du Sud et en Namibie, où la population d'origine européenne est importante mais non majoritaire, les 10 % les plus riches détiennent une part disproportionnée des revenus.

Certains pays comme l'Algérie et la Tunisie, dont les colons sont partis après l'indépendance, présentent des niveaux d'inégalités de revenus inférieurs à ceux d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine dont la population d'origine européenne reste conséquente²⁸⁰. Près de 30 ans après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, une personne blanche gagne encore trois fois plus qu'une personne noire²⁸¹. Par ailleurs, 55 % des citoyen-nes sud-africain-es noir-es adultes vivent dans des bidonvilles et dans des quartiers informels²⁸². Le Chapitre 3 montre comment le racisme et le colonialisme de peuplement fonctionnent en tandem pour nuire aux groupes racisés.

Les nombreuses luttes menées par les peuples colonisés

Loin d'être des victimes passives, les peuples colonisés ont fait preuve d'une résilience remarquable face à la domination étrangère²⁸³. Leurs réponses à la colonisation allaient de la résistance armée ouverte²⁸⁴ à des formes subtiles de préservation et de réaffirmation de la culture²⁸⁵. Beaucoup ont entrepris une résistance économique en tirant parti des ressources et des réseaux locaux pour s'opposer aux pires formes d'extraction,²⁸⁶ d'autres ont emprunté la voie diplomatique, avec des négociations habiles avec les puissances coloniales pour sauvegarder leurs intérêts²⁸⁷.

Les puissances colonisatrices ont investi des ressources dans la mise en place de systèmes éducatifs qui ont permis à certains individus colonisés de participer à l'organisation du gouvernement. Un grand nombre de ces individus éduqués ont ensuite pris la tête de mouvements pour contester les fondements mêmes de la domination coloniale. Cette résistance a laissé des séquelles, et une étude arrive à la conclusion que les anciennes colonies ayant résisté à la colonisation affichent aujourd'hui un PIB par habitant-e inférieur d'au moins 50 à 65 % à celui des anciennes colonies n'ayant opposé aucune résistance significative²⁸⁸.

La collaboration des élites et l'héritage des inégalités

Tout le monde n'a toutefois pas opté pour la résistance. De nombreux individus et groupes ont au contraire choisi de collaborer avec les colonisateurs. Certaines personnes se sont enrichies en se voyant octroyer un accès aux marchés coloniaux ou en se rendant indispensables aux négociants coloniaux²⁸⁹. Le commerce mondial a offert aux minorités une chance de s'élever socialement en tant qu'intermédiaires ou en tant qu'acteurs à part entière, en s'appuyant sur l'infrastructure mise en place par les gouvernements impériaux. C'est ainsi qu'une classe moyenne distincte a émergé au XIX^e siècle tant en Europe que dans les colonies²⁹⁰. Dans le même temps, un grand nombre de leaders traditionnels, de propriétaires terriennes et de chef-fes au niveau local ont vu leur position de pouvoir maintenue par les colons, ce qui a eu pour effet d'affaiblir la propension à rendre des comptes à leurs concitoyen-nés²⁹¹. L'indépendance s'est souvent soldée par l'attribution du pouvoir à une petite classe d'élites locales qui profitaient du système dominant. En Inde par exemple, les personnes les mieux rémunérées en 1875 étaient principalement des agent-es européen-nés de l'armée et de l'administration, alors qu'en 1940, il s'agissait surtout de représentant-es du négoce, des banques et de l'industrie²⁹². Dans de nombreux pays du Sud, la richesse et le pouvoir politique sont restés aux mains des personnes les plus riches après l'indépendance, dans un contraste révoltant entre extrême pauvreté et grandes fortunes simplement séparées par des clôtures électriques, des terrains de golf et autres cloisonnements. Les inégalités que ces pays connaissent à l'heure actuelle découlent en grande partie de l'ère coloniale.

Le présent chapitre a mis au jour la manière dont l'extraction impériale a conduit à l'accumulation de richesses phénoménales entre les mains des plus riches. Le Chapitre 3 détaillera le coût élevé du colonialisme pour les anciennes colonies et leurs populations.



Chapitre 3. Un héritage empoisonné : l'impact persistant du colonialisme. L'héritage du colonialisme est manifeste au niveau de racisme et de division qui maintiennent en place les inégalités et perpétuent la fragilité de notre monde.

La période coloniale a laissé un héritage profondément toxique, fait d'injustice et d'inégalités, sur lequel est bâti notre monde moderne. Ce chapitre s'intéresse à cet héritage sous le prisme des inégalités stupéfiantes qui marquent aujourd'hui encore le monde dans lequel nous vivons. Le racisme et d'autres idéologies prônant la division qui ont prospéré et ont été instrumentalisées à l'ère du colonialisme continuent de fragmenter notre monde fragile.

La chute des empires coloniaux n'a pas signé la fin des structures qu'ils imposaient. Leur héritage empoisonné continue au contraire de répandre son influence toxique,

voyant les pays du Nord s'enrichir inlassablement aux dépens de ceux du Sud et creusant les inégalités au sein des régions et des pays, mais aussi entre eux. Certaines idéologies, comme la suprématie blanche et le patriarcat, perpétuent ce cycle d'exploitation et renforcent les hiérarchies de classe et les privilèges associés. Cela profite aux élites et aux personnes qui détiennent le pouvoir, tout en faisant peser le fardeau de la reproduction sociale, de l'extraction des ressources et de la dégradation de l'environnement sur les communautés marginalisées, en particulier les femmes, les groupes racisés, les personnes de genres divers et les autres minorités.

GRAPHIQUE 6: LE FRUIT DE L'ARBRE EMPOISONNÉ. L'IMPACT PERSISTANT DU COLONIALISME.



Les fantômes du colonialisme : racisme, sexisme et division

Le colonialisme n'a pas seulement enraciné un système d'exploitation économique ; il a aussi refaçonné en profondeur les structures sociales, se nourrissant de divisions comme la race, le genre et la classe pour renforcer des systèmes fondés sur l'extraction et l'oppression. La construction et l'imposition par la violence d'une hiérarchie mondiale ancrée dans la suprématie blanche et le patriarcat étaient au cœur du colonialisme. En imposant des catégories raciales rigides et une définition binaire étroite du genre, les puissances coloniales ont créé un système pernicieux qui relègue les personnes noires ou autochtones et les autres groupes racisés (en particulier les femmes et les personnes de genres divers) au bas de l'échelle²⁹³. Leur corps, leur travail et leurs terres ont été transformés en instruments de profit pour une élite blanche européenne. Cette dernière justifiait cette division par des hiérarchies raciales pseudo-scientifiques²⁹⁴ et des idéologies misogynes privant les peuples colonisés de leur capacité d'action, de leur identité et de leur autonomie.

La plupart des nations colonisatrices avançaient explicitement l'argument d'une mission « civilisatrice » afin de légitimer le rapport inégal entre les sociétés coloniales et l'état colonial²⁹⁵. L'éducation était souvent utilisée comme moyen de contrôle pour inculquer les systèmes de valeurs et de savoirs européens. La séparation forcée de plusieurs générations d'enfants autochtones de leurs parents en Australie et au Canada en offre une illustration extrême²⁹⁶. L'idéologie de la puissance colonisatrice était souvent imposée de force aux sujets coloniaux. Les peuples colonisés étaient soumis à la violence, à l'exploitation et à l'oppression systémique. Au fil du temps, de nombreux sujets coloniaux ont internalisé la langue, la culture et la vision du monde des puissances colonisatrices, notamment du fait d'efforts pour effacer les identités autochtones. Aujourd'hui, la première langue parlée par un tiers de la population mondiale est celle d'une ancienne puissance coloniale, alors qu'il est prouvé combien il est important d'utiliser sa langue maternelle dans l'éducation de base et aux premiers stades de l'apprentissage²⁹⁷.

²⁹⁸. En Afrique francophone, pendant leur scolarité au primaire, moins de 20 % des enfants reçoivent un enseignement dans la langue parlée à la maison²⁹⁹. On estime que près de la moitié des quelque 7 000 langues signées et parlées dans le monde sont menacées³⁰⁰. Une langue est dite menacée lorsque ses locuteurs et

locutrices cessent de l'utiliser ou ne la transmettent pas à la génération suivante. Promouvoir l'utilisation de telles langues pendant l'enfance revête une importance particulière pour assurer la survie des cultures et identités autochtones³⁰¹. Pourtant, en Inde par exemple, seulement 0,14 % des langues maternelles du pays sont utilisées comme vecteur d'enseignement, et 0,35 % sont enseignées à l'école³⁰².

Les peuples colonisés et la population colonisatrice blanche dans les colonies étaient régis par des lois distinctes et inégales qui opéraient des discriminations d'après des critères ethniques³⁰³. Le racisme était alors utilisé pour légitimer et justifier des niveaux d'exploitation de la main-d'œuvre encore plus extrêmes que l'exploitation des travailleurs et travailleuses dans les pays européens. Ce système d'exploitation racisée a ainsi institutionnalisé le transfert de profits toujours plus faramineux des pays du Sud vers les personnes fortunées dans les pays du Nord, enrichissant une poignée de personnes privilégiées tout en ancrant des inégalités profondes.

Le racisme sous-tend toujours le système économique mondial, continuant de justifier implicitement le surcroît d'extraction des ressources et du travail de groupes racisés pour générer la fortune colossale d'une élite majoritairement blanche³⁰⁴. Si des formes explicites de l'exploitation raciste comme l'esclavage ont été abolies, l'héritage du racisme structurel persiste partout dans le monde. Cela se manifeste dans diverses formes de discrimination à l'égard des groupes racisés et se reflète dans les résultats en matière d'éducation, d'emploi (y compris de nouvelles formes d'esclavage), de services sociaux, de finance et de santé³⁰⁵. Par exemple, la mortalité maternelle des femmes noires est actuellement près de quatre fois plus élevée que pour les femmes blanches au Royaume-Uni³⁰⁶.

Cet héritage empreint de racisme et de hiérarchie raciale implicite est encore omniprésent³⁰⁷. Les manifestations « Black Lives Matter » qui ont eu lieu en 2020 dans le monde entier ont souligné le besoin d'agir pour lutter contre les injustices raciales de la part des forces de l'ordre.

Les secteurs du développement et de l'aide ne sont pas épargnés par l'héritage prévalent du racisme³⁰⁸, les liens historiques avec le colonialisme³⁰⁹ et le complexe du « sauveur blanc »³¹⁰. Au Royaume-Uni, lors d'une récente enquête sur les expériences des personnes racisées dans le développement, 89 % des personnes interrogées

ont indiqué avoir le sentiment que leur organisation n'était pas engagée pour la diversité et l'inclusion³¹¹. Dans le même temps, les interventions de bailleurs « philanthrocapitalistes » ultra riches³¹² sont critiquées parce qu'elles reproduisent l'architecture sociale coloniale et renforcent les inégalités existantes plutôt que d'œuvrer à un changement transformateur³¹³. Malgré les preuves du racisme, plus d'un pays sur cinq dans le monde n'interdit pas explicitement la discrimination raciale au travail. Bien que 107 des 193 pays interdisent la discrimination raciale et/ou ethnique, ils n'imposent pas explicitement aux employeurs de prendre des mesures préventives contre la discrimination³¹⁴.

De nombreuses autres divisions ont été amplifiées et exploitées, concrétisées et aggravées pendant la période coloniale historique, notamment sur la base de la caste, de la religion, du genre, de la sexualité, de la langue et de la géographie. Lorsque l'Inde était une colonie britannique, le système de castes a été formalisé par le biais de mesures légales et administratives, ce qui en a renforcé la rigidité³¹⁵. En Afrique, le colonialisme a vu la formalisation et l'agglomération de tribus en entités administratives³¹⁶. Le colonialisme a aussi imposé ou favorisé le christianisme, supprimé ou marginalisé des religions autochtones³¹⁷, et institutionnalisé des divisions entre communautés religieuses³¹⁸, exacerbant ainsi les divisions religieuses existantes. Des groupes aux identités distinctes ont été montés les uns contre les autres, sapant toute opposition et extorquant toujours plus de profits. Ces stratégies de la division ont creusé des fossés qui restent douloureusement marqués aujourd'hui. L'adoption de politiques coloniales discriminatoires et communautaristes, favorisant certaines communautés au détriment d'autres, s'accompagne d'un risque accru de guerres civiles ethniques, en particulier juste après l'acquisition de l'indépendance³¹⁹.

Les inégalités de genre étaient l'une des divisions fondamentales exploitées par le colonialisme. Les divisions rigides entre les genres ayant cours dans les pays du Nord ont été exportées vers les pays du Sud. Cela s'est souvent traduit par un remplacement ou un démantèlement des cultures et des structures sociales des populations colonisées³²⁰. Les divisions de genre, tout comme dans les pays du Nord, étaient alors utilisées pour justifier un plus haut niveau d'exploitation. Les autorités coloniales ont entraîné une érosion et une invisibilisation de la valeur et des rôles économiques des

femmes. Par exemple, avec l'avènement des cultures commerciales, les femmes ont perdu leur pouvoir et leur autonomie économique et se sont retrouvées exclues du marché mondial. Cela a profité aux hommes et au commerce international, tandis que les contributions des femmes étaient considérées comme du travail non rémunéré^{321, 322}. Au Cameroun, la domination coloniale britannique a certes conféré aux femmes une certaine autonomie économique en termes d'accès à l'emploi et à des salaires en espèces, mais cela les a également rendues extrêmement vulnérables à la violence domestique³²³. Dans le même temps, le droit coutumier institutionnalisé pendant la période coloniale a souvent été transcrit par les colonisateurs sur la base de témoignages masculins, renforçant ainsi les rôles de genre d'après la perception européenne³²⁴. Il est également arrivé que les autorités coloniales fassent fi du leadership politique existant des femmes pour faire exclusivement appel à des hommes au moment d'établir des bureaux politiques locaux³²⁵.

De la même manière, le colonialisme a imposé des divisions strictes en matière de genre, ainsi que l'opposition à toute forme d'homosexualité dans les sociétés colonisées, à l'image de ce qui avait cours dans les pays colonisateurs. Par exemple, certaines communautés autochtones reconnaissaient des rôles de genre qui ne se limitaient pas à des logiques binaires de type « homme/femme » ou « homosexuel/hétérosexuel », si bien que des personnes de genres divers pouvaient occuper des rôles sociaux et cérémoniels respectés. Cela a été balayé par le colonialisme³²⁶. Au XXI^e siècle, les pays qui avaient été des colonies britanniques autrefois sont plus susceptibles d'adopter des lois régressives criminalisant les comportements homosexuels³²⁷.

Dans les anciennes colonies, le genre et l'origine ethnique s'ajoutent à la classe pour amplifier les inégalités. Les femmes racisées vivant dans la pauvreté, en particulier dans les pays du Sud, continuent de subventionner l'économie mondiale. Ces femmes assurent une part disproportionnée du travail de soin non rémunéré, un travail essentiel pour soutenir la vie et l'économie mais qui est systématiquement ignoré en termes de productivité dans le capitalisme mondial. On estime que les femmes contribuent chaque jour à hauteur de 12, 5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, soit l'équivalent de 10 800 milliards de dollars ajoutés à l'économie mondiale. C'est trois fois la valeur de l'industrie technologique à l'échelle planétaire³²⁸.

Un héritage toxique d'inégalités au XXI^e siècle

Le colonialisme, qu'il soit historique ou contemporain, a laissé et laisse encore des traces sur la vie actuelle des populations. L'héritage colonial influe sur l'espérance de vie d'une personne, l'éducation qu'elle peut recevoir, la qualité du travail qu'elle peut exercer et les ressources auxquelles elle a accès. La crise climatique que l'on connaît aujourd'hui porte le sceau caractéristique du colonialisme.

Des vies sous le signe des inégalités

Malgré les progrès mondiaux en matière de développement depuis la fin du colonialisme, de profondes inégalités persistent entre les pays du Nord et ceux du Sud, mais également au sein de la plupart des pays du Sud. Aujourd'hui, tous les pays (sauf un) que la Banque mondiale définit comme ayant de hauts niveaux d'inégalités sont des pays du Sud³²⁹.

Ces inégalités économiques se reflètent dans de nombreuses autres mesures du progrès et du bien-être. L'espérance de vie en est une illustration éloquentes : en Afrique, elle est encore plus de 15 ans inférieure à l'espérance de vie européenne³³⁰. De la même manière, en 2020, le taux de mortalité maternelle au Soudan du Sud de 1 223 décès maternels pour 100 000 naissances était 306 fois plus élevé qu'en Australie, avec 4 décès maternels pour 100 000 naissances³³¹.

La violence et l'exploitation historiques inhérentes au colonialisme, le type de domination coloniale et l'ingérence européenne dans les politiques des états font le terreau d'une fragilité et d'une violence persistantes³³² qui compromettent un développement équitable et exacerbent les inégalités³³³. L'espérance de vie des jeunes dans des pays violents peut être plus courte de 14 ans que dans les pays en paix³³⁴. En Afrique de l'Ouest, australe, centrale et de l'Est, les conflits ont ainsi des impacts négatifs sur la couverture des services de santé³³⁵ et les résultats en matière de santé³³⁶.

Le colonialisme a introduit de profondes inégalités en matière de santé et de médecine. Il a notamment donné lieu à des expérimentations sur des personnes réduites en esclavage et des populations colonisées, en particulier des femmes. Il a aussi favorisé l'élaboration d'argumentaires pseudo-scientifiques pour justifier la supériorité ou l'infériorité raciale³³⁷, le rejet³³⁸, l'exploitation et l'appropriation des remèdes autochtones. Enfin, il a imposé des approches occidentales dans la pratique médicale, qui perdurent

encore aujourd'hui, comme le fait d'établir le corps masculin blanc comme norme en anatomie et dans la conception des études cliniques³³⁹.

Les puissances coloniales ont privilégié les avancées médicales bénéficiant à leurs propres populations, ne venant en aide aux communautés locales que lorsque cela servait leurs intérêts coloniaux³⁴⁰. L'acceptation implicite de normes de santé inférieures pour les populations ayant moins de pouvoir politique persiste aujourd'hui³⁴¹. Cela peut notamment se matérialiser par l'exclusion des peuples autochtones et racisés des soins de santé et par de moins bons résultats de santé pour ces populations.

Des inégalités dans l'éducation

Pendant la période coloniale, les systèmes éducatifs coloniaux visaient principalement à former une petite élite locale afin de lui confier des postes dans l'administration, tandis que la majeure partie de la population autochtone n'avait qu'un accès restreint à l'éducation³⁴². Ces systèmes éducatifs étaient conçus pour transmettre des idéologies clés qui poussaient souvent les populations colonisées à accepter leur statut et qui savaient les savoirs autochtones. Ils ont toutefois également joué un rôle crucial dans la formation des leaders indépendantistes anticoloniaux.

L'ombre de l'héritage colonial des investissements dans l'éducation plane aujourd'hui encore sur les politiques et le développement. Une étude portant sur 16 anciennes colonies britanniques et françaises en Afrique a ainsi montré que les districts ayant bénéficié de davantage d'investissements coloniaux dans l'éducation primaire après l'indépendance étaient plus susceptibles de produire des ministres, lesquelles avaient alors davantage tendance à favoriser leur région d'origine dans la répartition des ressources. Ces zones sont devenues le berceau des élites politiques postcoloniales et contemporaines³⁴³.

Ces inégalités éducatives persistent à ce jour. Alors que la scolarité des enfants des pays membres de l'OCDE³⁴⁴ dure en moyenne 16,5 ans, ce chiffre n'est que de 10,1 ans dans les pays « les moins avancés »³⁴⁵. Les institutions dans les pays du Nord jouent également un rôle déterminant pour établir des normes éducatives et façonner les politiques d'éducation dans les pays du Sud. Cela a conféré à l'OCDE un rôle crucial pour déterminer ce qui compte en matière d'éducation³⁴⁶, notamment par le biais du très influent test PISA³⁴⁷. On lui reproche de promouvoir un cadre standardisé et centré sur l'Occident

pour évaluer l'éducation, sans tenir compte des objectifs éducatifs, des langues et des savoirs culturels propres aux pays non occidentaux. Ce classement transforme les systèmes éducatifs locaux d'une manière qui pourrait ne pas servir l'intérêt national³⁴⁸.

Des violations persistantes des droits des travailleurs et des travailleuses

Les injustices historiques découlant de l'esclavage et du travail en servitude ont donné naissance à de nouvelles formes d'exploitation et à des pratiques modernes abusives qui continuent de pénaliser les travailleurs et des travailleuses des pays du Sud. Dans 94 pays, une personne peut réduire en esclavage un autre être humain sans être inquiétée par la justice³⁴⁹. Selon les estimations de l'OIT, 50 millions de personnes étaient victimes d'esclavage moderne en 2021 ; les personnes migrantes sont particulièrement vulnérables au travail forcé³⁵⁰. La coercition et la marchandisation du travail instaurées à l'époque coloniale perdurent à travers l'héritage juridique et institutionnel. La migration de travailleurs et de travailleuses peu qualifié-es d'Asie du Sud vers les États du Conseil de coopération du Golfe trouve ainsi ses racines dans un passé d'émigration en servitude sous la domination britannique³⁵¹. Des abus à l'encontre de travailleurs et de travailleuses migrant-es ont été signalés au Moyen-Orient avec le système de *Kafala*³⁵², mais aussi dans le secteur agricole en Italie³⁵³ ainsi qu'en Europe, plus largement³⁵⁴.

L'histoire extractiviste de l'époque coloniale a jeté les bases de l'exploitation de la main-d'œuvre que l'on observe aujourd'hui et qui voit souvent les travailleurs et travailleuses des anciennes colonies être moins payé-es que leurs homologues des pays du Nord. Pour un travail exigeant le même niveau de compétences, les salaires dans les pays du Sud sont entre 87 % et 95 % plus bas que dans les pays du Nord³⁵⁵. Les entreprises des nations les plus riches délocalisent la production dans ces pays et créent des chaînes d'approvisionnement mondiales qui exploitent la main-d'œuvre dans ces régions. Les travailleurs et travailleuses qui interviennent dans ces chaînes d'approvisionnement sont souvent confronté-es à de mauvaises conditions de travail et ne bénéficient d'aucun droit de négociation collective ni d'aucune protection sociale minimale. Les chaînes d'approvisionnement mondiales exploitent les personnes qui y travaillent, notamment la main-d'œuvre féminine à moindre coût. Au niveau mondial, l'emploi des femmes est majoritairement informel, en particulier dans les pays du Sud. À titre d'illustration, 89,7 % des femmes

qui travaillent en Afrique exercent un emploi informel, un secteur directement affecté par les politiques néolibérales de déréglementation qui érodent les normes internationales du travail³⁵⁶.

Les personnes migrantes représentent 16 % et 12 % de la population d'Amérique du Nord et d'Europe, respectivement³⁵⁷. Elles apportent une contribution indispensable à la main-d'œuvre dans les pays du Nord. 65 % des entreprises phares dans le domaine de l'IA aujourd'hui ont été fondées par des personnes migrantes³⁵⁸. L'héritage économique, politique et culturel du colonialisme a profondément marqué les flux et les modèles migratoires, ainsi que les expériences actuelles des personnes migrantes. Les anciennes colonies sont confrontées à des défis structurels qui incitent souvent leur population à émigrer vers les anciennes puissances coloniales plus riches, créant ainsi des flux migratoires qui reflètent les relations historiques. Cela siphonne les talents et les compétences des pays du Sud, tandis que les pays d'accueil bénéficient d'un afflux de main-d'œuvre comparativement meilleur marché. Par exemple, 19 % du personnel infirmier étranger arrivant au Royaume-Uni entre 2021 et 2023 provenait de pays confrontés à de graves déficits en personnels de santé. Pendant six mois en 2022, plus de 20 % du nouveau personnel infirmier international (plus de 2 200 personnes) venaient de seulement deux pays figurant sur la « liste rouge », le Nigeria et le Ghana³⁵⁹. Pour les personnes migrantes, les conditions de travail dans les pays d'accueil peuvent s'assimiler à de l'exploitation, en particulier dans les secteurs à bas salaires, ce qui exacerbe les inégalités en créant des marchés du travail fragmentés d'après la nationalité et le statut migratoire³⁶⁰.

Cette expérience varie selon le genre et l'origine ethnique. L'OIT a constaté qu'au moins un tiers des offres d'emploi publiées dans les pays d'Europe occidentale étaient de fait fermées aux candidat-es issu-es des groupes ethniques minoritaires en raison de pratiques de recrutement discriminatoires³⁶¹. Les femmes représentent 48,1 % de la population migrante internationale et près de 80 % des femmes migrantes travaillent dans le secteur des services³⁶². Les travailleurs et travailleuses migrant-es (en particulier les femmes) sont une composante essentielle des infrastructures et de la main-d'œuvre dans le domaine des soins à travers le monde³⁶³. Ainsi, en Europe et en Amérique du Nord, les personnes migrantes représentent respectivement 55 % et 71 % de la main-d'œuvre domestique³⁶⁴, et les femmes constituent 76 % de la main-d'œuvre domestique dans le monde³⁶⁵.

Un accès inégal aux terres et aux autres ressources naturelles

La colonisation était motivée par la quête de nouvelles ressources naturelles, qu'il s'agisse d'épices, d'or ou de terres. Les colons voyaient les « nouveaux territoires » comme autant de gisements de ressources illimitées à exploiter, faisant peu de cas de l'impact à long terme sur les populations et sur la planète. Cette vision reste aujourd'hui très répandue.

ENCADRÉ 8. L'ÉTAT BRITANNIQUE SOUS LES TRAITES D'UN TRAFIQUANT DE DROGUES COLONIAL

Alors que le monde fait aujourd'hui les frais de l'héritage de la cupidité des entreprises avec la crise des opioïdes, il est essentiel de se rappeler que les Compagnies des Indes orientales néerlandaise et britannique ont appuyé leur domination coloniale sur le commerce de l'opium³⁶⁶. La production d'opium à l'échelle industrielle a été promue dans l'Est de l'Inde, où la Compagnie britannique des Indes orientales détenait un monopole depuis 1757 (transféré à la Couronne en 1873)³⁶⁷. La production était alors exportée vers la Chine, ce qui a fini par déclencher la guerre de l'opium et le « siècle d'humiliation »³⁶⁸. Au milieu du XIX^e siècle, l'opium représentait plus de la moitié des importations de la Chine et la troisième plus grande source de revenus du Raj britannique, après les taxes sur le sel et les impôts fonciers³⁶⁹. En Inde, les zones où était cultivé le pavot affichaient des dépenses publiques par habitant·e plus faibles en matière de santé, une administration restreinte de la part des Britanniques, un moindre nombre d'écoles et une concentration plus élevée de forces de l'ordre. Aujourd'hui encore, ces régions sont marquées par des taux d'alphabétisation et une fourniture de biens publics significativement inférieurs par rapport aux régions voisines³⁷⁰.

Régimes fonciers

Les régimes coloniaux ont entraîné des déplacements physiques, modifié les contours des territoires et les limites sociales, tout en réinterprétant les règles régissant l'accès aux terres, leur transfert et leur affectation³⁷¹. La concentration des propriétés foncières que l'on recense actuellement dans les pays du Sud

trouve en grande partie son origine dans les structures coloniales, qui ont facilité l'affectation des sols à la production agricole à grande échelle. Aujourd'hui, 1 % des exploitations agricoles contrôlent plus de 70 % des terres agricoles³⁷². En Afrique, les 10 % les plus riches détiennent la moitié de la valeur foncière, alors que les 50 % les plus pauvres se partagent 8 %³⁷³. Au Kenya, les familles les plus riches, comme la famille Kenyatta, détiennent une part considérable des terres arables, tandis que 70 % des terres agricoles de Namibie sont toujours aux mains de la minorité blanche.³⁷⁴

Les politiques coloniales en matière de propriété foncière ont ignoré les systèmes de gouvernance foncière traditionnels et coutumiers qui avaient cours depuis des siècles dans les colonies, bouleversant en profondeur les communautés locales et les peuples autochtones. La plupart des femmes s'en sont trouvées exclues, alors qu'elles représentent une grande partie des 2,5 milliards de personnes qui dépendent des communs et des terres gérées selon des régimes fonciers communautaires coutumiers³⁷⁵.

L'exploitation et les pratiques coloniales contemporaines sont également tenaces dans les chaînes de valeur agroalimentaires mondiales, où la concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes entreprises et d'une poignée de détaillants est à l'origine d'inégalités systémiques. Par exemple, les grandes chaînes de supermarchés et les conglomerats imposent aux paysans et paysannes des tarifs et des conditions d'achat inflexibles, réduisant ainsi la part du prix final leur revenant à une fraction de la valeur au détail du produit. Cela perpétue la dépendance économique et les bas salaires, renforçant ainsi l'héritage de la dynamique commerciale coloniale basée sur l'extraction des richesses et des ressources depuis les nations productrices sans promouvoir la croissance économique locale ni des moyens de subsistance durables³⁷⁶.

L'acquisition de terres s'est accompagnée de l'exploitation de minerais et d'autres ressources naturelles. Les projets d'exploitation minière représentent 14 % des transactions foncières d'envergure recensées sur les 10 dernières années, engloutissant quelque 7,7 millions d'hectares de terres agricoles³⁷⁷. L'extraction de minerais bénéficie rarement aux peuples autochtones dont les terres sont exploitées par de grandes entreprises. Par exemple, en Australie, troisième plus grand exportateur de carburants fossiles, les sociétés minières sont réputées pour ne

pas solliciter le consentement préalable, libre et éclairé des Premières Nations, pour profaner des sites sacrés³⁷⁸ et pour n'apporter que peu ou aucun avantage aux communautés des Premières Nations en termes d'emploi ou de richesse^{379, 380}. Même dans les cas où les droits fonciers ont été rétablis ces dernières années, les défis persistants liés à la récupération des terres entravent le développement communautaire durable³⁸¹.

L'expropriation des terres a particulièrement touché les peuples autochtones, qui ont vu l'expansion du colonialisme balayer leurs droits territoriaux et leurs économies traditionnelles, en particulier dans les États de peuplement. Les communautés autochtones et locales³⁸² détiennent des droits fonciers coutumiers sur environ la moitié des étendues de terres dans le monde, mais n'exercent une propriété légale que sur 10 %³⁸³.

ENCADRÉ 9. LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ ET LE COLONIALISME DE PEUPEMENT

Les politiques et pratiques continues d'Israël consistant à déplacer de force les communautés palestiniennes, à construire des colonies, à exploiter les ressources et à confisquer des terres dans le Territoire palestinien occupé (Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est) depuis 1967 sont une forme active de colonialisme de peuplement.

Cela se poursuit aujourd'hui avec un ensemble de politiques et de pratiques, en particulier celles mises en œuvre après l'occupation par Israël de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de la bande de Gaza en 1967. Par exemple, entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2023, plus de 13 500 Palestiniens, dont plus de 7 000 enfants, ont été déplacés en Cisjordanie³⁸⁴.

Dans son avis consultatif rendu en juillet 2024³⁸⁵, la Cour internationale de justice explique en quoi la politique de peuplement d'Israël a engendré de hauts niveaux de violence de la part des colons, ainsi qu'une violence excessive de la part de l'armée à l'encontre des Palestiniens, que les autorités israéliennes n'ont ni empêchée ni punie. La Cour y décrit les politiques et les pratiques d'Israël, notamment les expulsions par la force, les démolitions de maisons de grande ampleur et les restrictions sur la résidence et les déplacements. Elle conclut que l'occupation par Israël du Territoire palestinien (Gaza, Jérusalem-Est et la Cisjordanie) est illégale et doit cesser le plus rapidement possible ; que les colons illégaux doivent partir ; qu'Israël doit verser des réparations aux Palestiniens pour les préjudices causés depuis 1967 ; et qu'aucun État tiers ne doit aider ou soutenir la présence illégale d'Israël dans les Territoires occupés. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution³⁸⁶ affirmant que la législation et les mesures d'Israël enfreignent l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui condamne la ségrégation raciale et l'apartheid, et appelant à mettre fin aux colonies en Cisjordanie et à stopper le commerce d'armements avec le gouvernement israélien.

L'Assemblée générale a également résolu qu'Israël est tenue, en tant que puissance occupante, de ne pas entraver l'exercice des droits du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris son droit à un État indépendant et souverain, sur l'intégralité du Territoire palestinien occupé. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution appelant les États et les organisations internationales à mettre en œuvre l'avis juridiquement contraignant de la Cour internationale de justice et exigeant qu'Israël mette immédiatement fin à sa présence illégale dans le Territoire palestinien occupé, dans un délai de 12 mois.

Un héritage de dommages environnementaux et de dérèglement climatique

Depuis l'ère des grandes puissances impérialistes, la quête de matières premières dans un contexte colonial a eu un impact profond sur l'environnement, en particulier dans les pays du Sud, laissant dans son sillage déforestation, extraction et extinction d'espèces animales³⁸⁷. Entre 1895 et 1925, l'expansion agricole et l'exploitation forestière par les États coloniaux se sont soldées par la destruction de 70 % des forêts primaires à Madagascar³⁸⁸. Ce mépris colonial pour l'environnement dans les pays du Sud se poursuit à notre époque. Certaines équipes de recherche craignent que nous soyons en train d'assister à la sixième extinction de masse. Le taux moyen de perte d'espèces animales vertébrées sur le siècle écoulé est jusqu'à 100 fois supérieur au taux normal³⁸⁹.

Les pays du Nord gardent un contrôle extrêmement fort sur les ressources dans les pays du Sud, là encore un héritage colonial. 101 sociétés cotées à la bourse de Londres contrôlent à elles-seules l'équivalent de 1 050 milliards de dollars de ressources en Afrique³⁹⁰. La demande mondiale en minerais critiques, en particulier le lithium, pour atteindre les objectifs de transition énergétique et de décarbonisation, est également à l'origine d'une nouvelle « ruée vers l'Afrique »³⁹¹, qui voit des entreprises et des pays étrangers chercher à contrôler ces ressources essentielles³⁹².

Les pays du Sud ont également été victimes d'un « biopiratage », sous forme de collecte non autorisée et non rémunérée de ressources génétiques à des fins commerciales. Un exemple classique est celui du brevet déposé en 1994 par la multinationale américaine WR Grace sur un extrait de graine de neem utilisé dans son spray antifongique, Neemex : alors que l'entreprise affirmait que son brevet était le produit d'une invention unique, cela fait plus de 2 000 ans que la communauté agricole rurale indienne utilise les extraits de neem dans des répulsifs pour insectes, des savons et des contraceptifs³⁹³. La Chambre de recours technique de l'Office européen des brevets a annulé le brevet après 10 ans de procédures juridiques³⁹⁴.

L'exploitation à très grande échelle des carburants fossiles qui a débuté à l'époque coloniale se poursuit aujourd'hui. Cela a d'ailleurs précipité le monde au bord du dérèglement climatique. Le colonialisme a également transformé la manière dont les populations interagissent avec les terres, ce qui les rend plus vulnérables aux catastrophes. Il a ainsi rendu les Caraïbes plus vulnérables aux ouragans³⁹⁵. Les pays du Nord portent la plus grande responsabilité historique du dérèglement climatique, tandis que les pays du Sud en supportent les pires coûts humains. Les personnes les plus fortunées, en particulier dans les nations les plus riches, sont les plus responsables³⁹⁶.

Certaines des solutions proposées représentent aussi de nouvelles formes de colonialisme. Ainsi, le recours à des compensations et des crédits carbone par les pays et les entreprises du Nord³⁹⁷ est sous le feu des critiques car cela détourne l'affectation des sols aux dépens de la production alimentaire locale ou des besoins de conservation, entraîne le déplacement des communautés locales et perturbe les modes d'utilisation traditionnelle des terres³⁹⁸. Oxfam critique également cette approche, la jugeant peu fiable, non étayée par des données probantes et irréaliste. Utiliser uniquement les terres pour éliminer les émissions de carbone mondiales afin d'atteindre « zéro émission nette » d'ici 2050 nécessiterait en effet au moins 1,6 milliard d'hectares de nouvelles forêts, soit l'équivalent de cinq fois la superficie de l'Inde ou plus que la totalité des terres cultivées sur la planète³⁹⁹. Dans le même temps, plus de la moitié du financement climat destiné aux États fragiles et touchés par des conflits prend la forme de prêts et d'autres types de dette. Or, 78 % de ces États ont été classés comme présentant un risque moyen ou élevé de surendettement⁴⁰⁰.

Non contents de déposséder les pays du Sud de leurs ressources naturelles et de laisser dans leur sillage une véritable destruction environnementale, le colonialisme et l'impérialisme ont aussi enraciné la pauvreté en rendant de nombreuses populations vulnérables et incapables d'affronter les chocs et autres catastrophes climatiques.

Ce chapitre s'intéressait à l'impact du colonialisme sur la vie des populations. Le Chapitre 4 en décrit les mécanismes sous-jacents.



Chapitre 4 : Les piliers de l'extraction coloniale.

Le colonialisme formel a peut-être pris fin, mais les structures, systèmes et institutions qu'il a permis de mettre en place perpétuent les inégalités extrêmes qu'il a fait naître.

À l'heure actuelle, les pays du Nord, en particulier les individus les plus riches de ces pays, continuent de tirer d'énormes profits du travail, de la terre et des ressources des pays du Sud, perpétuant ainsi un cycle d'inégalités et d'exploitation qui reflète la dynamique de pillage qui était à l'œuvre à l'époque coloniale.

Si le colonialisme historique a officiellement pris fin dans la plupart des pays du monde, ses institutions et systèmes d'extraction continuent de façonner notre monde. C'est pourquoi il est important de bien comprendre le colonialisme pour appréhender les inégalités extrêmes, persistantes et pernicieuses qui continuent de peser sur notre présent.

Le présent chapitre décrit la manière dont ces inégalités se nourrissent d'un modèle dont les institutions publiques nationales et mondiales, les rapports de force inégaux dans la gouvernance mondiale, la conception même du système financier et les structures des grandes entreprises extractives sont les héritières directes, en s'appuyant sur l'idéologie et la puissance militaire.

L'empreinte coloniale des institutions nationales

Nombre des institutions qui façonnent actuellement les pays du Sud sont le produit de l'ère coloniale, qu'il s'agisse de leurs frontières ou de leur nom, leurs lois et leurs structures économiques.

Des frontières coloniales artificielles

Les identités et les délimitations d'un très grand nombre d'États-nations du Sud résultent du colonialisme. 91,4 % des frontières entre les pays du monde auraient en effet été tracées pendant la période coloniale, et seulement 1 % d'entre elles sont antérieures au XVI^e siècle⁴⁰¹. Les frontières sont le fruit d'ententes entre puissances coloniales et furent tracées par des bureaucrates coloniaux, pour ainsi dire sans consulter les personnes vivant depuis des siècles sur ces territoires. En Afrique, une grande partie des frontières arbitraires en place actuellement ont été fixées par les puissances coloniales lors de la Conférence coloniale de Berlin (1884-1885)⁴⁰².

Au Moyen-Orient et en Asie du Sud, de nombreux conflits contemporains émanent de la manière arbitraire dont les puissances coloniales ont divisé l'Empire ottoman et l'Inde, respectivement⁴⁰³. L'héritage du colonialisme, notamment l'adoption de politiques qui consistent à diviser pour mieux régner⁴⁰⁴ et l'ingérence permanente dans les politiques nationales⁴⁰⁵, a contribué à la

fragilité et à la défaillance des États. De nombreuses frontières coloniales sont venues scinder des groupes ethniques, linguistiques et culturels, créant des divisions artificielles et augmentant le risque de conflit⁴⁰⁶. L'héritage du colonialisme est perceptible dans de nombreux conflits actuels⁴⁰⁷ et dans les crises des réfugiés qui en résultent.

Les frontières coloniales arbitraires ont donné naissance à de nouvelles autorités politiques centralisées souvent dépourvues de légitimité politique et des ressources humaines adéquates pour administrer leur territoire⁴⁰⁸. Ces frontières ont fait abstraction des réalités économiques, séparé des zones de production complémentaires et créé des pays enclavés avec un accès limité aux ressources⁴⁰⁹. Elles ont ainsi généré des conditions économiques inégales pour les nouvelles nations indépendantes.

Des institutions et systèmes de gouvernance nationale hérités du passé dans les pays du Sud

Les institutions créées à l'ère du colonialisme avaient pour vocation d'extraire des ressources et des richesses, et non de promouvoir un développement généralisé. Adeptes de la doctrine du laissez-faire ou du malthusianisme, les autorités coloniales ont refusé de venir en aide aux populations dans le besoin ou d'accorder la priorité à la distribution de nourriture, déclenchant une famine qui aurait tué 30 à 60 millions de personnes à la fin du XIX^e siècle⁴¹⁰. En Inde, certaines études montrent que la domination britannique s'est accompagnée d'une mortalité excédentaire entre 1891 et 1920, à hauteur de 59 millions de décès⁴¹¹. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les restrictions à l'importation de céréales fondées sur l'idéologie raciste auraient fortement contribué à, voire provoqué, l'épisode de famine qui a frappé le Bengale (aujourd'hui en Inde et au Bangladesh) en 1943 et qui a coûté la vie à environ trois millions de personnes^{412, 413}. Cette tragédie a laissé des marques dans les gènes de la population sud-asiatique. Les taux plus élevés d'obésité et de diabète de type 2 au sein de cette population seraient en effet le résultat d'adaptations métaboliques à des cycles récurrents de famine pendant la période coloniale⁴¹⁴.

Les pays nouvellement indépendants ont hérité de ces systèmes de gouvernance antérieurs à l'indépendance, les autorités coloniales se voyant remplacées par les élites nationales⁴¹⁵. Nombre d'entre ces dernières avaient tout intérêt à maintenir le système économique et politique existant qui les avait enrichies. Par exemple, le régime totalitaire a été maintenu après l'indépendance

de l'Indonésie, s'appuyant sur l'héritage des politiques d'extraction néerlandaises, notamment l'accaparement politique et la petite corruption⁴¹⁶. Au cours du XX^e siècle, de nombreux gouvernements des pays du Sud se sont montrés moins interventionnistes : contrairement à une multitude de pays du Nord, ils n'ont pas pu adopter de mesures telles qu'œuvrer à la mise en place d'une politique industrielle, de législations sociales ou encore à la démocratisation de l'enseignement⁴¹⁷. D'après certain-es historien-nes, ces manquements tiendraient au fait que les États nouvellement créés avec des frontières tracées par les puissances coloniales étaient souvent faibles et n'avaient pas de mandat en matière de répartition fiscale⁴¹⁸. En effet, d'aucuns ont fait valoir que bon nombre des États nouvellement indépendants étaient des « États portiers » qui servaient d'intermédiaires entre les populations nationales et le système économique et politique mondial, où les leaders gardaient leur siège (et prospéraient) grâce à leur contrôle de ce « portail » entre leur pays et le reste du monde⁴¹⁹.

L'héritage colonial transparaît dans de nombreuses autres institutions nationales. Par exemple, les systèmes judiciaires de nombreux pays sont clairement inspirés des systèmes en place en Europe occidentale⁴²⁰. En outre, de nombreux pays ont adopté ou adapté des codes juridiques coloniaux⁴²¹ déployés alors que le droit, les politiques et les économies dans le monde étaient inégalitaires⁴²². Les codes pénaux mis en place par les Britanniques dans de nombreuses anciennes colonies du Commonwealth sont très similaires, voire identiques. Ils subsistent aujourd'hui en grande partie dans de nombreuses anciennes colonies et sont utilisés pour porter atteinte aux droits humains et restreindre les libertés constitutionnelles⁴²³. L'expérience de la répression des rébellions coloniales a façonné les systèmes de maintien de l'ordre au Royaume-Uni⁴²⁴, en France⁴²⁵ et aux États-Unis⁴²⁶, normalisant le recours à une force excessive et institutionnalisant le racisme.



Rome (Italie), en 2019. Manifestation pour l'indépendance économique des anciennes colonies françaises et pour rétablir leur juste place dans l'économie mondiale. Crédit photo : Andrea Ronchini/NurPhoto via Getty Images

ENCADRÉ 10. LUTTES ANTICOLONIALES, LUTTES POUR LA LIBÉRATION ET LA LUTTE SANS RELÂCHE POUR L'ÉGALITÉ

Les forces entretenant le colonialisme ne manquent pas d'opposant-es. Plusieurs mouvements dans les pays du Sud, notamment des mouvements de femmes, contestent la puissance impériale des pays du Nord. Un bouleversement radical s'est produit dans les pays du Sud dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. De l'Asie à l'Afrique, en passant par les Caraïbes et l'Océanie, des millions de personnes se sont mobilisées contre les puissances coloniales pour réclamer leur libération et leur indépendance. À la création des Nations Unies en 1945, quelque 750 millions de personnes, soit près d'un tiers de la population mondiale, vivaient dans des « territoires » qui dépendaient de puissances coloniales⁴²⁷. Seuls quatre pays africains ont participé à la conférence instituant les Nations Unies à San Francisco en 1945⁴²⁸. En 1980, presque toutes les régions sous domination européenne, japonaise et américaine avaient gagné leur indépendance, formant de nouveaux États-nations qui ont fait passer le nombre de membres des Nations Unies de 60 en 1950 à 193 à l'heure actuelle⁴²⁹. En 2024, les 17 territoires non autonomes restants comptabilisent moins de deux millions de personnes⁴³⁰. Après la Seconde Guerre mondiale, les anciennes puissances coloniales ne disposaient ni des ressources ni du soutien politique nécessaires pour réprimer les révoltes loin de leurs frontières nationales. Elles ont également dû faire face à l'opposition des nouvelles superpuissances de la guerre froide (États-Unis et Union soviétique) qui avaient toutes deux pris position contre le colonialisme⁴³¹.

Les mouvements de femmes et les mouvements féministes ont été (et sont toujours) à l'avant-garde des mouvements anticoloniaux dans les pays du Sud, qu'il s'agisse d'organiser des boycotts et des manifestations, de rejoindre la guérilla, de mobiliser des communautés ou de plaider en faveur de l'indépendance tout en remettant en cause le régime impérial et les inégalités de genre⁴³². L'organisation des femmes au niveau local a jeté les bases des réformes sociales qui ont suivi l'indépendance, avec un accent sur des politiques économiques et sociales qui profitent à la société⁴³³ et une vision de la libération qui va au-delà de l'indépendance politique pour inclure une transformation sociale durable⁴³⁴.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la montée en puissance des pays du Sud a franchi plusieurs étapes⁴³⁵. La première a coïncidé avec le processus de décolonisation (1945-1989), qui a été marqué par une identité collective estampillée « tiers monde » et a vu l'émergence de la voix des pays du Sud sur la scène mondiale grâce à la création de structures telles que le Mouvement des non-alignés (MNA) et le G-77⁴³⁶. En 1974, les pays du Sud ont réussi à faire adopter par l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution novatrice appelant à l'instauration d'un Nouvel ordre économique international⁴³⁷. Ce programme de développement souverain visait à mettre en place un système économique mondial décentralisé dans lequel le pouvoir est réparti équitablement et où les institutions internationales promeuvent le bien-être économique et social dans les pays du Sud.

Cependant, la promesse d'un système mondial équitable ne s'est jamais concrétisée, car les crises de la dette, la fin de la guerre froide et le consensus de Washington (imposé aux pays du Sud par des institutions comme le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la demande des pays du Nord) ont permis aux nations riches de renforcer leur position dominante dans l'économie mondiale.

L'esprit d'une résistance anticoloniale a néanmoins persisté, et la récente résurgence de la coopération Sud-Sud représente une occasion prometteuse de construire à nouveau un mouvement international qui fait écho à l'appel en faveur d'un système économique qui ouvrirait la voie à un monde profondément différent⁴³⁸. En décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a de nouveau adopté une résolution intitulée « Vers un nouvel ordre économique international », appelant à une renaissance de l'initiative prise dans les années 1970^{439, 440}. En 2024, à l'occasion du 50^e anniversaire du nouvel ordre économique international initial, des représentant-es de plus de 25 pays se sont réuni-es à Cuba pour relancer les discussions sur une vision réformée de la gestion économique mondiale⁴⁴¹.

Un pouvoir inégal au sein des institutions qui régissent notre monde

Créées à la fin de l'ère coloniale, les institutions qui gouvernent le monde aujourd'hui portent le sceau du colonialisme.

Une voix et une capacité d'action inégales

De nombreux centres névralgiques demeurent sous la domination des pays du Nord. Les nations européennes et les autres pays du Nord détiennent 47 % du nombre total de sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies, alors qu'ils ne représentent que 17 % de la population mondiale⁴⁴². Dans la même veine, les postes de directeur/trice des affaires politiques de l'UNICEF et de directeur/trice du Programme alimentaire mondial sont en pratique réservés aux États-Unis, tandis que la responsabilité du maintien de la paix est confiée aux Français-es et les affaires humanitaires aux Britanniques⁴⁴³.

Le régime et la gouvernance ayant actuellement cours dans les institutions financières internationales ont été créés il y a près de 80 ans, à la fin de l'ère coloniale. Ils sont à l'image des systèmes politiques qui prévalaient à l'époque où il n'y avait que 44 délégations, contre environ 190 membres du FMI et de la Banque mondiale aujourd'hui. Les pays du G7 détiennent 41 % des voix au FMI et à la Banque mondiale, alors qu'ils représentent moins de 10 % de la population mondiale⁴⁴⁴. On estime que pour chaque voix dont dispose une personne habitant un pays du Nord au sein du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, une personne habitant un pays du Sud ne dispose que d'un huitième de voix ; une personne vivant en Asie du Sud ne dispose que d'un vingtième de voix ; au FMI, le vote d'un-e citoyen-ne britannique vaut 41 fois plus que celui d'un-e citoyen-ne bangladais-e⁴⁴⁵. Un-e citoyen-ne saoudien-ne et un citoyen-ne belge disposent d'un droit de vote respectivement 100 et 180 fois plus important au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (l'un des organes de financement du groupe de la Banque mondiale) qu'un-e citoyen-ne éthiopien-ne⁴⁴⁶. La direction de cet organe est désignée par une poignée de pays du Nord. L'équipe de direction de la Banque mondiale et du FMI est nommée respectivement par les États-Unis et l'Europe⁴⁴⁷. La gouvernance du système financier mondial favorise donc les représentant-es des anciennes puissances coloniales et des États colonisateurs⁴⁴⁸.

Et même lorsque chaque nation jouit officiellement d'un statut égal, les pays du Nord conservent leur domination. L'OMC n'a ainsi jamais pris en compte les intérêts des pays du Sud^{449, 450}. Cette posture profite aux pays du Nord, mais aussi aux entreprises qui y sont implantées, comme cela a été démontré pendant la pandémie de COVID-19, lorsque la proposition sud-africaine et indienne (soutenue par plus de 100 pays) exhortant l'OMC à renoncer totalement aux restrictions de propriété intellectuelle sur les vaccins, traitements et autres technologies vitales s'est heurtée à l'opposition des nations riches⁴⁵¹.

De nombreuses autres institutions de gouvernance mondiale sont également dominées de manière informelle par les pays du Nord. Au sein des systèmes de santé dans le monde, 75 % des conseils d'administration sont dominés par des ressortissant-es de pays à revenu élevé. 51 % des postes y sont occupés par des ressortissant-es des États-Unis et du Royaume-Uni, contre seulement 2,5 % par des ressortissant-es de pays à faible revenu (seulement 1 % de ces sièges sont occupés par des femmes de pays à faible revenu)⁴⁵².

Une capacité et une portée inégales en matière d'engagement

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (P5) ont le pouvoir de bloquer toute résolution, même si elle bénéficie du soutien massif de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce qui limite la capacité des pays du Sud à influencer les décisions en matière de sécurité. Étrange fruit du hasard, le marché des ventes d'armes est détenu à 73,5 % par les P5⁴⁵³. Alors que l'Assemblée générale était censée être le cœur démocratique des Nations Unies, où chaque pays dispose d'une voix, ses résolutions ne sont pas contraignantes et elle n'a pas le pouvoir de les faire appliquer, contrairement à celles du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aussi, 95 % des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ne concernent que la moitié des crises prolongées dans le monde⁴⁵⁴.

Le montant du financement fourni par les États membres des Nations Unies et la nature de plus en plus volontaire de ce financement compromettent le fonctionnement de l'organisation⁴⁵⁵. En 2022, 10 pays (dont 8 pays du Nord) ont fourni 53 % du financement des Nations Unies⁴⁵⁶.

En outre, la majorité des institutions de développement mondial sont basées dans les pays du Nord⁴⁵⁷. Ainsi, toutes les agences spécialisées des Nations Unies sont établies dans les pays du Nord. Seulement 19,2 % des fonds et programmes des Nations Unies, de la recherche et de la formation, des organisations connexes et des autres entités relevant de l'Assemblée générale des Nations Unies sont basés dans les pays du Sud⁴⁵⁸.

Un colonialisme persistant dans le domaine du savoir

Les systèmes de connaissances, les croyances et les idées qui se sont développés pendant l'ère coloniale ont façonné ses politiques, ses pratiques et ses résultats. Les politiques économiques coloniales, souvent extractives, étaient présentées comme des politiques de développement porteuses de progrès et de modernisation. Le progrès était perçu dans une optique occidentale comme étant synonyme d'industrialisation et de croissance économique. Le système universitaire actuel continue de refléter ces caractéristiques coloniales, avec la domination des connaissances et des langues occidentales, des inégalités en matière de recherche et de financement, et la persistance de structures élitistes.

Les financements, les publications et les collaborations internationales profitent majoritairement aux chercheurs et chercheuses des pays du Nord⁴⁵⁹. Par exemple, concernant la recherche sur la tuberculose, alors que 98 % des cas signalés se concentrent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le principal bailleur reste le National Institute for Health (NIH). Jusqu'en 2020, cet institut américain avait attribué 93 % de son budget alloué à la recherche sur la tuberculose à des institutions basées aux États-Unis⁴⁶⁰.

Les recherches pour le développement international restent dominées par des universitaires des pays du Nord. Près des trois quarts (73 %) des articles publiés dans les 20 revues de référence consacrées au développement entre 1990 et 2019 ont été rédigés par des équipes de recherche des pays du Nord. Seulement 16 % ont été rédigés par des auteur-es originaires des pays du Sud, alors que la majorité des articles (61 %) concernent explicitement un pays ou une région du Sud⁴⁶¹. Près de 50 % des rédacteurs et rédactrices en chef des revues de sciences sociales et scientifiques sont originaires des États-Unis et du Royaume-Uni⁴⁶². Par ailleurs, les articles publiés par des universitaires basé-es en Afrique ont moins de chances d'être cités et donc d'influencer la littérature dans leur domaine⁴⁶³. La production de la plupart des recherches s'effectuant dans les pays du

Nord, celles-ci reflètent les priorités et les perspectives des pays les plus riches, souvent occidentaux, ce qui accentue les déséquilibres en matière de savoir et limite la diversité de la pensée globale.

L'élitisme social, le prestige et la progression de carrière éclair associés à l'éducation élitiste hors de prix dans les pays du Nord font également office de « tremplin » à la création de richesses⁴⁶⁴. Cinq des sept universités les mieux classées où les milliardaires ont fait leurs études sont des écoles du réseau Ivy League aux États-Unis⁴⁶⁵. Une étude menée en 2017 a démontré que 39 % des chef-fes d'État dans le monde ont été formé-es dans des universités au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en France⁴⁶⁶.

L'influence disproportionnée d'une poignée d'universités a façonné l'élaboration des politiques dans les pays du Sud. Au Chili, les réformes économiques de l'administration Pinochet, qui ont fait de ce pays l'un des plus inégalitaires au monde, ont été élaborées par les « Chicago Boys », un groupe de 26 étudiants formés à l'université de Chicago entre 1956 et 1964⁴⁶⁷.

Un système économique reposant sur les industries extractives

Le système économique mondial actuel reflète et perpétue des inégalités qui remontent à l'ère coloniale et pénalisent les nations les plus pauvres et les populations les plus démunies au sein des pays. Il facilite un transfert massif et continu de richesses des pays du Sud vers les pays du Nord.

Des régimes fiscaux inégaux

Les régimes fiscaux des colonies africaines britanniques avant leur indépendance étaient souvent régressifs. Ils avaient été conçus en premier lieu pour profiter aux puissances coloniales aux dépens des colonies. Souvent, ces dernières n'avaient qu'un droit de regard limité quant à la manière dont les recettes générées étaient dépensées^{468, 469}. Parallèlement, les puissances colonisatrices ont souvent privilégié des impôts forfaitaires très régressifs dans le double but d'augmenter les recettes et d'obliger les populations colonisées à travailler contre rémunération pour payer les impôts associés⁴⁷⁰. Dans de nombreux pays africains, elles prélevaient par exemple des impôts de capitation et des impôts sur les huttes, très inégalitaires, déclenchant une forte hostilité contre le régime colonial et plusieurs rébellions. À ce jour, la plupart des pays africains ont tendance à sous-utiliser les formes de

fiscalité progressives (impôt sur le capital, le revenu et la fortune), tandis que les formes de fiscalité régressives (taxes à la consommation) continuent de dominer la collecte des recettes publiques⁴⁷¹.

L'architecture fiscale mondiale dans son ensemble est elle aussi inégalitaire. Le système fiscal international a été mis en place pour répondre aux intérêts des pays riches désireux de continuer à faciliter le commerce et éviter la double imposition⁴⁷². Depuis sa création, l'OCDE, un club de pays riches, a toujours mené la plupart des négociations fiscales dans le monde. Comme l'observe le réseau Tax Justice Network, la plupart des paradis fiscaux se trouvent dans des pays riches ou dans leurs dépendances. Cela se traduit par d'énormes manques à gagner en matière de recettes pour les gouvernements, surtout, et ce de manière disproportionnée, pour ceux des pays du Sud⁴⁷³.

Une dynamique de changement

En 2023, la majorité des pays membres des Nations Unies ont voté en faveur du transfert du processus décisionnel de l'OCDE vers les Nations Unies ; la feuille de route pour cette transition prometteuse a été approuvée en 2024⁴⁷⁴. Les négociations actuelles en vue de la nouvelle convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale sont le fruit du leadership des pays du Sud⁴⁷⁵. De même, la présidence du G20 par les pays du Sud a inscrit à l'ordre du jour mondial une coopération internationale sur l'augmentation de l'imposition des ultra-riches⁴⁷⁶.

Des régimes commerciaux et des régimes d'investissement internationaux défavorables aux pays du Sud

Les pays du Sud restent souvent enfermés dans un système fondé sur les préceptes du colonialisme, avec des économies axées sur les exportations, tributaires de la production de matières premières ou de marchandises à bas prix pour les marchés des pays du Nord. Cela crée en outre une dépendance vis-à-vis des cours sur le marché mondial, ce qui rend les pays du Sud vulnérables aux fluctuations monétaires et limite leur capacité à développer des économies plus diversifiées et à forte valeur ajoutée.

L'OMC et d'autres accords commerciaux internationaux encouragent la libéralisation des marchés, obligeant souvent les pays du Sud à abaisser leurs droits de douane, à ouvrir leurs marchés aux produits étrangers et à se retrouver en situation de concurrence déséquilibrée avec les pays plus riches.

Les accords de libre-échange font souvent pression sur les pays du Sud afin qu'ils développent des activités répondant aux besoins des pays riches et qu'ils rivalisent les uns avec les autres pour attirer les investisseurs étrangers en adoptant des réglementations « favorables aux investissements », au détriment des droits humains et de la protection de l'environnement⁴⁷⁷.

Dans de nombreux accords commerciaux, les mécanismes de règlement des différends État-investisseur permettent aux grandes entreprises des pays du Nord de poursuivre devant des tribunaux privés les gouvernements de pays du Sud qui mettraient en place des politiques susceptibles d'affecter leurs profits, ce qui consolide encore le pouvoir économique des pays du Nord. En 2007, des investisseurs européens qui contrôlaient environ 80 % des exportations de pierre en provenance d'Afrique du Sud ont par exemple intenté un procès contre l'Afrique du Sud afin qu'elle revienne sur les mesures prises après l'apartheid pour corriger les inégalités socio-économiques⁴⁷⁸. Il est fréquent que les accords conclus ne soient pas le fait de régimes représentatifs. Ainsi, entre 2023 et 2024, le Honduras a reçu 14 demandes d'arbitrage international concernant des investissements réalisés par le régime arrivé au pouvoir suite au coup d'État de 2009⁴⁷⁹. Il a été démontré que ces procédures opaques d'arbitrage international ont des répercussions négatives sur les droits humains et sur le climat, en particulier dans les pays du Sud⁴⁸⁰.

Les pays du Nord contrôlent le secteur financier, qui dicte de plus en plus ses lois

Les banques britanniques d'outre-mer présentes dans les colonies au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle devaient beaucoup aux avantages comparatifs générés par leurs liens avec les marchés financiers de Londres⁴⁸¹. Les pays du Nord, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, abritent aujourd'hui encore les institutions et les marchés financiers les plus puissants du monde. Les bourses de New York et de Londres sont les épicentres des flux mondiaux de capitaux. Les indices Dow Jones Industrial Average et S&P 500 sont des baromètres de l'économie mondiale qui influencent les décisions en matière d'investissement et les tendances du marché dans le monde entier⁴⁸². Wall Street et la City de Londres sont au cœur de la finance mondiale et accueillent de nombreuses institutions financières jouant un rôle déterminant en matière d'orientation des investissements mondiaux, de fixation des taux d'intérêt et d'influence sur les prix des matières premières. C'est également là que siègent les agences de notation

Moody's, Standard & Poor's et Fitch, qui façonnent la perception mondiale de la stabilité financière et du risque, avec un impact sur le coût de l'emprunt pour les pays, notamment ceux du Sud.

De la même façon, l'introduction de devises coloniales faisait partie du projet colonial⁴⁶³. Le franc CFA est considéré comme la dernière devise coloniale d'Afrique⁴⁶⁴. Malgré la réforme Macron-Ouattara de 2019⁴⁶⁵, la France exerce toujours un contrôle économique important sur 14 pays CFA (Colonies françaises d'Afrique) d'Afrique de l'Ouest par le biais du franc CFA⁴⁶⁶. Les pays d'Afrique centrale de la « zone franc » sont toujours tenus de déposer au moins 50 % de leurs réserves de change sur un compte spécifique du Trésor public français⁴⁶⁷. La Banque de France détient près de 70 % des réserves d'or⁴⁶⁸ de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, et le Trésor public français ainsi que la zone euro exercent un droit de veto *de facto* sur les banques centrales de ces pays⁴⁶⁹. Autrement dit, des décisions économiques importantes concernant des millions d'Ouest-Africain-es sont influencées par des responsables de l'élaboration des politiques agissant depuis Paris, à des milliers de kilomètres de là.

Le dollar US est un exemple encore plus frappant de la domination d'une devise à l'échelle mondiale. Au premier trimestre 2024, les banques centrales du monde entier détenaient environ 58,9 % de leurs réserves affectées en dollars US, ce qui en fait la principale monnaie de réserve mondiale⁴⁹⁰. Cela permet aux États-Unis d'emprunter de l'argent de façon avantageuse⁴⁹¹, et donc d'exercer un contrôle important sur la finance internationale⁴⁹². Cela rend en revanche les pays du Sud vulnérables aux fluctuations des politiques monétaires des États-Unis⁴⁹³.

Dette et puissance financière

Au moment de l'indépendance, certaines anciennes colonies ont hérité de dettes coloniales qu'elles n'avaient pourtant pas elles-mêmes contractées. Il a ainsi fallu 122 ans à Haïti pour rembourser la dette coloniale française de 21 milliards de dollars US (en termes actuels)⁴⁹⁴. L'Indonésie a hérité des Pays-Bas l'équivalent de 38 milliards de dollars US de dette (en termes actuels)⁴⁹⁵, ce qui a sérieusement entravé son développement au début de son autonomie, lorsqu'elle avait le plus besoin de ces ressources. De nombreux autres pays, dans l'incapacité de générer les ressources nécessaires, ont accédé à l'indépendance avec des économies affaiblies. Ils se sont alors tournés vers les banques et les gouvernements des pays du Nord pour obtenir des prêts qu'il a ensuite fallu rembourser, ce

qui a déclenché des crises d'endettement successives, notamment en raison de la faiblesse des devises et de la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières dont étaient tributaires un grand nombre de ces économies⁴⁹⁶. Des dictateurs ont contracté certaines dettes sans le consentement du peuple et sans que celui-ci en tire un quelconque bénéfice⁴⁹⁷. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la crise de la dette. Entre 1970 et 2023, les gouvernements des pays du Sud ont dû payer 3 300 milliards de dollars US d'intérêts à leurs créanciers occidentaux⁴⁹⁸. Fin 2023, la dette mondiale a atteint le niveau record de 307 000 milliards de dollars⁴⁹⁹.

Le FMI, le « prêteur en dernier ressort » dans le monde, conditionne souvent l'octroi d'un nouveau prêt à la mise en place d'une série de mesures telles que des privatisations, la libéralisation du commerce et la réduction des déficits publics. Dans le passé, la participation aux « programmes d'ajustement structurel » du FMI qui imposaient ces mesures était associée à des taux de pauvreté plus élevés et à une répartition des revenus plus inégale⁵⁰⁰. Cela a compromis l'accès à l'éducation⁵⁰¹ et aux soins de santé, et a eu un impact négatif sur les déterminants sociaux de la santé comme le revenu et la disponibilité des denrées alimentaires⁵⁰². Pourtant, même aujourd'hui, Oxfam estime que pour chaque dollar US que le FMI a incité divers pays pauvres à dépenser en biens publics, il leur a demandé de réduire quatre fois plus leurs dépenses en appliquant des mesures d'austérité⁵⁰³. À l'heure actuelle, 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent au remboursement des intérêts qu'à l'éducation et à la santé⁵⁰⁴. Pendant la pandémie de COVID-19, on estime que, sur les conseils du FMI de réduire les dépenses publiques dans les pays du Sud, les coupes opérées dans les budgets dédiés aux salaires dans le secteur public dans 15 pays seulement s'élevaient à près de 10 milliards de dollars. Cela équivaut à la suppression de plus de 3 millions d'emplois essentiels (enseignant-es, personnel infirmier, médecins), alors que ces professions étaient alors très sollicitées⁵⁰⁵.

Parallèlement, en raison de leur meilleure cotation de crédit et de leur plus grande stabilité économique perçue, les pays du Nord bénéficient d'un accès plus facile aux marchés internationaux de capitaux, avec des taux d'intérêt plus bas. Alors que les pays riches peuvent emprunter à des taux avoisinant 1 %, les pays les plus pauvres doivent composer avec des taux de 5 à 8 %⁵⁰⁶. En outre, les pays du Nord sont souvent les principaux créanciers sur les marchés internationaux de la dette. Ils détiennent donc un pouvoir substantiel dans les négociations sur la restructuration de la dette.

La financiarisation croissante favorise la privatisation et les inégalités

La privatisation et la financiarisation⁵⁰⁷ des services publics sont souvent considérées comme de nouvelles formes de colonialisme, aggravant les inégalités et la dépendance, en particulier dans les pays du Sud. Elles consistent à confier des services essentiels (soins de santé, éducation, eau) à des entreprises motivées par le profit, souvent étrangères, qui privilégient les actionnaires au détriment du bien-être public. Ce mécanisme rappelle l'extraction coloniale, avec une fuite des ressources et des richesses laissant les communautés mal desservies et sans moyens d'action. Souvent, cela sert les intérêts des plus riches. L'économie mondiale est mue par les marchés financiers des pays du Nord toujours plus puissants qui mobilisent la fortune des plus riches. En effet, 43 % des actifs financiers sont détenus par les 1 % les plus riches⁵⁰⁸. De telles politiques ont des répercussions négatives évidentes. Par exemple, l'externalisation de la santé vers des prestataires privés et la prise de participation privée dans le secteur des soins de santé se sont accompagnées d'une dégradation des résultats sanitaires et de la qualité des soins comparé aux niveaux fournis auparavant par les systèmes publics⁵⁰⁹, souvent à un coût plus élevé pour les finances publiques⁵¹⁰.

En partenariat avec des capitaux privés et des fonds d'investissement des pays du Nord, la Banque mondiale et de nombreux instituts européens de financement du développement encouragent la privatisation et la financiarisation des services publics dans les pays du Sud. Par exemple, Oxfam a constaté que la Société financière internationale (IFC), une branche de la Banque mondiale, a financé des hôpitaux privés haut de gamme dans des centres urbains en Inde, un pays où 37 % de la population doit engager des dépenses de santé astronomiques dans des hôpitaux privés et où les violations des droits humains sont endémiques⁵¹¹. De même, les partenariats public-privé (PPP) dans le domaine de l'éducation qui soutiennent l'enseignement privé ignorent souvent les enfants les plus vulnérables et risquent d'aggraver les inégalités. Malgré ce constat, l'examen par Oxfam du portefeuille de la Banque mondiale pour l'enseignement primaire et secondaire entre 2013 et 2018 a révélé que plus d'un cinquième des projets incluaient un soutien aux gouvernements pour l'enseignement privé⁵¹². En 2022, l'IFC a accepté de ne pas investir dans des écoles primaires et secondaires privées payantes et à but lucratif, alors que le groupe de la Banque mondiale continue de soutenir le rôle du secteur privé dans l'éducation, notamment sous la forme de PPP⁵¹³.

ENCADRÉ 11. LE RÔLE DE LA PUISSANCE MILITAIRE DANS LE MAINTIEN DES INÉGALITÉS COLONIALES

Le colonialisme s'est appuyé sur une puissance militaire écrasante. En Inde, sous la direction de la Compagnie des Indes orientales, le secteur militaire représentait près de 75 % des dépenses, tandis que seulement 3 % en moyenne étaient destinés aux travaux publics. Les autorités ont négligé l'entretien des systèmes d'irrigation défectueux, ce qui a nui à la productivité agricole et intensifié les épisodes de famine et de sécheresse⁵¹⁴. Ce recours à une force écrasante s'est poursuivi jusqu'à nos jours. On estime que les États-Unis ont tenté à 72 reprises de changer le gouvernement d'autres pays pendant la guerre froide⁵¹⁵. Entre 1954 et 1973, les États-Unis ont soutenu des coups d'État au Guatemala⁵¹⁶, au Chili⁵¹⁷ et dans d'autres pays d'Amérique latine⁵¹⁸, entravé l'autonomie nationale et soutenu des régimes autoritaires au prétexte d'enrayer la propagation du communisme⁵¹⁹.

Grandes entreprises et logique d'exploitation

Les multinationales qui exploitent les travailleurs et les travailleuses pauvres des pays du Sud pour générer des profits et des dividendes pour leurs riches actionnaires des pays Nord sont le fruit du colonialisme⁵²⁰. En effet, les expropriations et les appropriations coloniales ont en grande partie été le fait d'acteurs privés. La perte de souveraineté nationale et la destruction des terres et des populations provoquées par la mainmise des compagnies néerlandaise et anglaise (puis britannique) des Indes orientales sur de grands territoires en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud ont dicté les règles de l'expansion débridée des grandes entreprises et de l'exploitation à tout va. Au Congo, des entreprises privées ont obtenu le monopole de l'industrie du caoutchouc et ont souvent eu recours à la violence pour atteindre leurs objectifs d'extraction. En République démocratique du Congo (RDC), les personnes vivant dans les anciennes concessions⁵²¹ sont déscolarisées environ 1,3 an avant celles vivant en dehors des concessions historiques de caoutchouc et sont environ 25 % moins riches que celles-ci⁵²².

De nos jours, les grandes multinationales dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales, bénéficiant

d'une main-d'œuvre bon marché et de l'extraction continue des ressources dans les pays du Sud. Elles accaparent la grande majorité des bénéfices et perpétuent la dépendance, l'exploitation et le contrôle par l'économie. L'Afrique détient une part substantielle des réserves minérales mondiales, en particulier celles nécessaires à la production de technologies vertes comme les batteries de véhicules électriques et les turbines d'éoliennes⁵²³. Pourtant, le continent reste marqué par la pauvreté et 43 % de sa population n'a pas accès à l'électricité⁵²⁴. Seulement 2 % des exportations africaines de minerais utilisés dans la transition énergétique sont destinés à d'autres pays africains, et le continent est exclu des segments supérieurs plus rentables des chaînes de valeur des minerais, comme la conception, la fabrication et la vente⁵²⁵. Par exemple, pour la seule année 2022, la part de la valeur des exportations de minerais dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne était de 7 %. Comparativement avec la part de 26 % de l'Australie pour la même année, la contribution de l'Afrique subsaharienne est donc environ quatre fois inférieure⁵²⁶. Les bénéfices réalisés par les grandes entreprises profitent à leurs propriétaires milliardaires. Sept des dix plus grandes entreprises mondiales cotées en bourse ont un-e milliardaire comme PDG ou actionnaire principal-e⁵²⁷.

L'influence des grandes entreprises sur les politiques et la gouvernance

Les ultra-riches et les grandes entreprises utilisent leur richesse, leur influence et leurs réseaux pour faire pression en faveur de politiques et de réglementations qui servent leurs intérêts aux dépens de la main-d'œuvre, en particulier celle des pays du Sud. Selon une recherche menée aux États-Unis, les inégalités économiques seraient associées à une activité de lobbying accrue⁵²⁸.

Dans certains cas, il s'agissait de tirer parti de la puissance de leurs États tutélares. Ainsi en Amérique latine, la United Fruit Company contrôlait de vastes étendues de terres destinées à la production de bananes dans des pays tels que le Guatemala, le Honduras et le Costa Rica. Elle a à maintes reprises exercé une influence politique considérable dans les affaires intérieures des pays hôtes afin de défendre ses intérêts. En 1954, elle a fait pression sur le gouvernement des États-Unis pour qu'il autorise la CIA (Central Intelligence Agency)

à armer et entraîner des troupes en vue d'organiser un coup d'État au Guatemala pour instaurer un régime plus favorable à ses activités commerciales⁵²⁹.

Dans d'autres cas, on note des pratiques relevant de la corruption. Prenons l'exemple de Glencore⁵³⁰, le plus grand négociant en matières premières au monde⁵³¹, dont la capitalisation boursière atteint 57,7 milliards d'euros⁵³². L'entreprise est présente dans le secteur minier en Afrique, notamment en RDC⁵³³. En 2022, Glencore a enregistré un bénéfice de 34,11 milliards de dollars US⁵³⁴, soit une augmentation de 12,8 milliards de dollars US par rapport à 2021. Cette même année, le gouvernement britannique a infligé à Glencore une amende de 281 millions de livres sterling pour corruption en Afrique⁵³⁵. En 2023, un tribunal fédéral états-unien a condamné Glencore à payer 700 millions de dollars US pour corruption en Afrique et en Amérique du Sud⁵³⁶.

Un colonialisme numérique

Le colonialisme numérique désigne la domination des ressources, des données et de l'infrastructure technologique dans le domaine numérique par de puissantes entreprises, généralement issues des pays du Nord, qui extraient, analysent et possèdent les données des utilisateurs et utilisatrices pour en tirer des profits et influencer le marché, sans que la source des données n'en tire un quelconque bénéfice⁵³⁷. 91,6 % du marché mondial de la recherche en ligne, 70,5 % des systèmes d'exploitation mobiles et 39 % de la publicité numérique sont aux mains d'une seule entreprise du Nord : Google (Alphabet)⁵³⁸. En contrôlant l'écosystème numérique, les « Big Tech » contrôlent les expériences informatiques, ce qui leur confère un pouvoir direct dans les sphères politique, économique et culturelle. Les « Big Tech » sont critiquées pour avoir transformé la vie sociale des utilisateurs et utilisatrices en sources de revenus⁵³⁹ et pour avoir contribué à l'exploitation de travailleurs et travailleuses marginalisé-es et faiblement rémunéré-es dans le monde entier, en particulier dans les secteurs où elles se sont implantées (VTC, achats et commandes de repas)⁵⁴⁰. L'utilisation abusive des données des utilisateurs et utilisatrices à des fins de surveillance porte atteinte à la vie privée des citoyen-nes et concentre le pouvoir économique entre les mains de quelques multinationales toutes-puissantes. Le secteur des « Big Tech » est au cœur de nouvelles formes de colonialisme économique et d'inégalités extrêmes au XXI^e siècle.

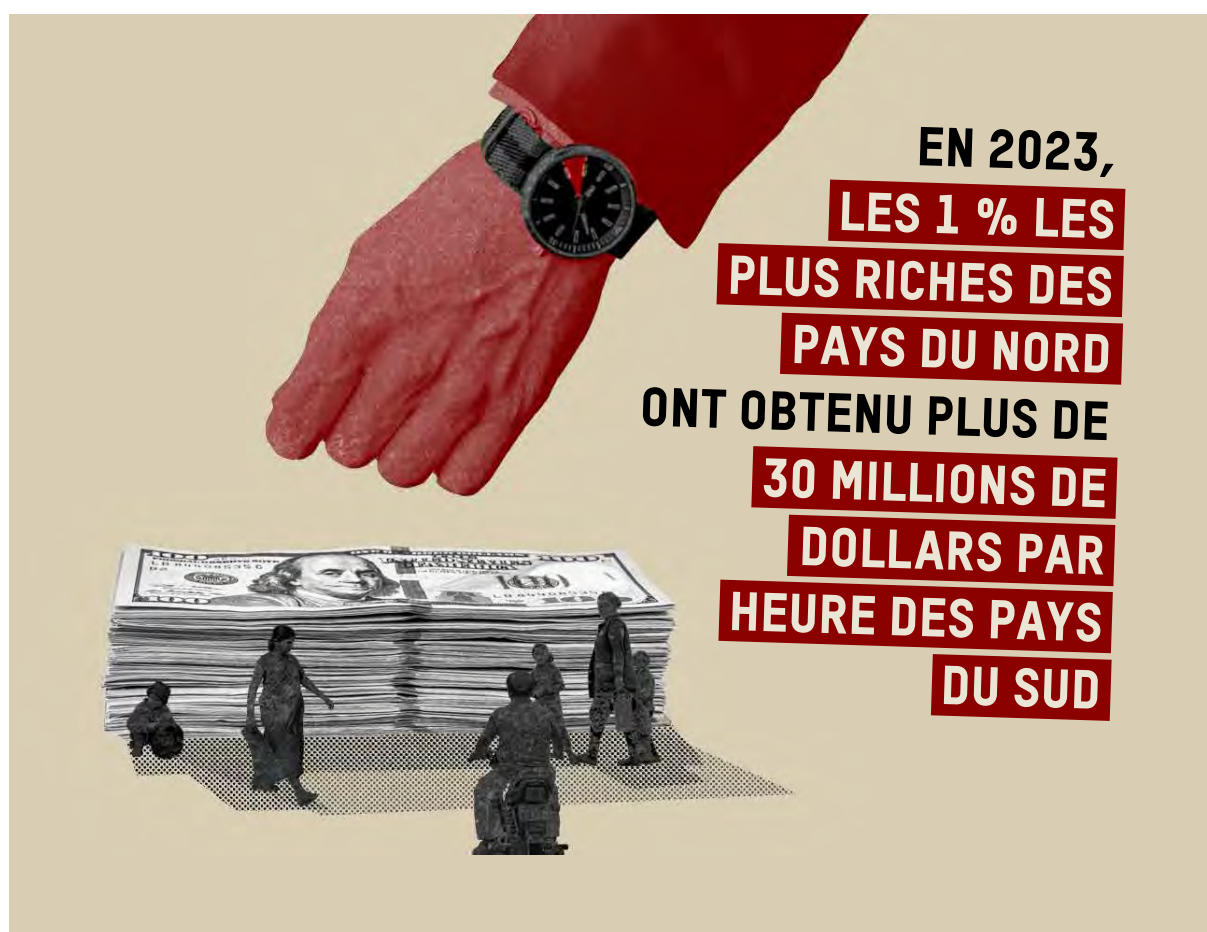
Les moteurs de l'extraction : ou comment la richesse est acheminée des travailleurs et travailleuses des pays du Sud vers les riches des pays du Nord.

La domination d'institutions inégalitaires aux niveaux national et mondial et le contrôle permanent du système économique mondial par les pays du Nord perpétuent la gigantesque mécanique de l'extraction des richesses. La richesse est prélevée sur les ressources naturelles et sur le travail réalisé par une main-d'œuvre issue des pays du Sud, puis acheminée vers les pays riches du Nord⁵⁴¹, en particulier vers les individus les plus fortunés de ces pays.

Cette fuite des richesses a fait l'objet de nombreuses estimations sur la base d'une variété de méthodologies et d'hypothèses pour étudier divers aspects du système économique mondial. Bien qu'aucune estimation ne fasse l'unanimité, il ne fait guère de doute que le flux

net de ressources est orienté vers le Nord. Quelques estimations calculant l'impact économique des différentes manières dont s'opère ce transfert de richesse sont fournies ci-après.

- **Un système financier biaisé.** À partir de travaux réalisés par Gaston Nieves et le World Inequality Lab, Oxfam estime que la nature biaisée du système financier mondial (accordant des coûts d'emprunt réduits aux pays du Nord) permet aux acteurs financiers des pays du Nord de soutirer chaque année environ 1 000 milliards de dollars US aux pays du Sud. Les actifs financiers étant détenus en grande majorité par les 1 % les plus riches, Oxfam estime que 30 millions de dollars US sont ainsi versés chaque heure aux ultra-riches dans les nations riches⁵⁴². À titre de comparaison, l'aide mondiale totale versée des pays du Nord vers les pays du Sud s'élevait à 223,7 milliards de dollars US en 2023⁵⁴³.



- **Un commerce inéquitable et des échanges inégaux.**

Bon nombre d'auteur-es se sont penché-es sur le phénomène des « échanges inégaux »⁵⁴⁴ selon lequel les prix des exportations des pays du Sud, ainsi que le travail et les ressources qui les sous-tendent, sont fixés à des taux artificiellement bas en raison de la domination des pays et des entreprises du Nord. Selon une étude approfondie menée en 2022 par Hickel et al. et visant à quantifier les avantages de ces échanges inégaux pour les pays du Nord entre 1995 et 2015, les pays du Nord ont extrait 242 000 milliards de dollars US (au taux de 2010) de cette manière⁵⁴⁵.

- **L'exploitation de la main-d'œuvre des pays du Sud.**

L'exploitation des travailleurs et des travailleuses des pays du Sud est un élément clé de ces échanges inégaux. Dans les pays du Sud, les salaires seraient 87 à 95 % inférieurs à ceux des pays du Nord, alors que les premiers contribuent à 90 % de la main-d'œuvre dans l'économie mondiale tout en ne profitant que de 21 % des revenus⁵⁴⁶. Toujours selon Hickel et al., la valeur de cette

exploitation des travailleurs et des travailleuses des pays du Sud⁵⁴⁷ par les pays du Nord s'élèverait à 826 milliards d'heures de travail pour la seule année 2021, ce qui représente une perte de 16 900 milliards d'euros d'après les taux horaires pratiqués dans les pays du Nord⁵⁴⁸. Dans les pays à revenu élevé, les travailleurs et travailleuses migrant-es gagnent environ 12,6 % moins que les travailleurs et travailleuses du pays en question. Cet écart atteint même 20,9 % pour les travailleuses migrantes⁵⁴⁹.

- **Le remboursement de la dette.** Entre 1970 et 2023, les gouvernements des pays du Sud ont dû payer 3 300 milliards de dollars US d'intérêts à leurs créanciers du Nord⁵⁵⁰.

- **Le rapatriement des bénéfices des grandes entreprises.** Entre 2005 et 2020, les grandes entreprises transnationales ont rapatrié chaque année 1 000 milliards de dollars US de bénéfices des pays à revenu intermédiaire vers les pays à revenu élevé. Ces bénéfices ont ensuite été versés principalement à de riches actionnaires⁵⁵¹.



Les pays riches pourraient être responsables de pas moins de 99,4 % des pertes fiscales dans le monde en raison des pratiques fiscales abusives des entreprises. Crédit photo : Javier Gherzi/Getty Images

• **Des pertes dues à l'évasion fiscale des grandes entreprises et des grandes fortunes.** Les pertes fiscales des pays à faible revenu (47 milliards de dollars US) imputables aux abus fiscaux dans le monde équivalent à la moitié (49 %) de leurs budgets de

santé publique⁵⁵². On estime que les pays riches sont responsables de 99,4 % de l'ensemble des pertes fiscales imputables aux abus concernant l'impôt sur les sociétés, contre seulement 0,6 % pour les pays à faible revenu⁵⁵³.

ENCADRÉ 12. LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE MONDIALE SUD-SUD AUJOURD'HUI

Malgré la domination persistante des pays du Nord, certains signes prometteurs indiquent que le monde est en train de changer. Les pays du Sud jouent désormais un rôle important dans la fabrication, l'innovation technologique et les chaînes de valeur mondiales. Selon diverses estimations, la valeur des échanges Sud-Sud est aujourd'hui supérieure à celle des échanges Nord-Nord ou Nord-Sud⁵⁵⁴. Les BRICS⁵⁵⁵ représentent un quart du PIB mondial, 60 % du commerce mondial de marchandises et près de la moitié de la population mondiale⁵⁵⁶. Les pays de la nouvelle liste élargie des BRICS+ représentent une part plus importante du PIB mondial que ceux du G7⁵⁵⁷.

Les pays du Sud jouent un rôle important sur la scène mondiale. Ils ont notamment assuré quatre présidences consécutives du G20. Les BRICS fournissent actuellement 22 % du financement des prêts au niveau mondial⁵⁵⁸. La conception des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies porte la griffe des pays du Sud. Leur rôle croissant sur la scène internationale appelle à examiner l'impact de la coopération Sud-Sud⁵⁵⁹.

La coopération Sud-Sud contribue à réduire les inégalités dans le monde :

- En renforçant les capacités en matière de développement durable. Il s'agit notamment de soutenir le transfert des technologies, de l'expertise technique et des ressources financières entre les pays du Sud.
- En renforçant le commerce régional pour des économies plus équitables. En se concentrant sur le commerce régional, les pays peuvent réduire leur dépendance à l'égard des pays riches, stimuler les industries locales et créer des opportunités économiques qui profitent au plus grand nombre, et pas seulement à une minorité. Cela offre une alternative aux relations commerciales souvent inégales entre les pays du Nord et les pays du Sud. Des études montrent que les inégalités de revenus ont diminué dans les zones d'intégration régionale telles que la Communauté andine, le Marché commun du Sud (communément appelé MERCOSUR, pour son acronyme espagnol), l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)⁵⁶⁰.
- En renforçant la pression collective des pays du Sud pour contester l'hégémonie des pays du Nord et plaider en faveur d'un système mondial plus juste et plus démocratique.

Malgré ce potentiel, la coopération Sud-Sud risque de tomber dans l'ornière du modèle de développement de la coopération traditionnelle, fondé sur des conditionnalités politiques profondément ancrées qui perpétuent la marginalisation de nombreux États du Sud⁵⁶¹. Les acteurs du Sud ont une immense variété de points de vue, d'intérêts, de modalités, de priorités et de capacités⁵⁶², si bien que les décisions prises au nom des pays du Sud peuvent ne pas refléter les souhaits et les intérêts de tous ces pays⁵⁶³.

Une nouvelle page peut s'écrire

Les piliers qui soutiennent le système colonial inégal sont bien connus. Le dernier chapitre du présent document porte sur les actions à entreprendre pour changer le cours de l'histoire et écrire un nouveau récit, plus égalitaire.



Chapitre 5. Agir ensemble pour détrôner l'aristocratie des ultra-riches et décoloniser notre économie. Le racisme doit devenir chose du passé. Dans le monde entier, nous devons éradiquer toute forme ancienne ou nouvelle de colonialisme qui freine l'avancée de l'humanité.

Le monde doit s'unir et agir maintenant pour réduire radicalement et rapidement les inégalités dans tous les pays, riches et pauvres. L'extrême richesse et le racisme doivent devenir choses du passé. Dans le monde entier, nous devons éradiquer toute forme ancienne ou nouvelle de colonialisme qui freine l'avancée de l'humanité.

1. Nous devons réduire radicalement les inégalités tout en mettant fin à la nouvelle aristocratie.

- a. Fixer des objectifs nationaux et mondiaux pour réduire les inégalités de manière rapide et radicale.
 - i. Tous les pays doivent approuver des plans nationaux de réduction des inégalités, avec des objectifs assortis de délais pour réduire les inégalités économiques nationales, en visant à ce que le revenu total des 10 % les plus riches ne soit pas supérieur au revenu total des 40 % les plus pauvres ; on parle d'un ratio de Palma de 1⁵⁶⁴.
 - ii. Tous les gouvernements doivent s'engager à atteindre un nouvel objectif mondial renforcé de réduction drastique des inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud. Par exemple, ils doivent s'assurer que les revenus des 10 % les plus riches n'excèdent pas ceux des 40 % les plus pauvres à l'échelle mondiale.
- b. Taxer les ultra-riches et démocratiser les réformes fiscales internationales. La convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale offre une opportunité de réformer le système fiscal pour lutter contre les inégalités extrêmes et les conséquences du colonialisme. Les gouvernements qui y participent doivent :
 - i. soutenir la mise en place d'une convention-cadre ambitieuse sur la fiscalité internationale fondée sur les droits humains et sur des principes inclusifs en matière de genre. Cela peut conduire à une révolution démocratique dans le mode de gouvernance de la fiscalité internationale, notamment grâce à une participation significative de la société civile et des organisations qui représentent les travailleurs, les travailleuses et les citoyen-nes ordinaires ;
 - ii. taxer les ultra-riches. Les gouvernements doivent adopter des réformes nationales et internationales et taxer les revenus et la fortune des ultra-riches. Si ces personnes sont imposées de manière globale à des taux suffisamment élevés, cela contribuera à réduire les fortes inégalités, à collecter les milliards nécessaires au financement de sociétés plus justes, tant au sein des pays qu'au-delà des frontières et à mettre fin à l'extrême richesse. Au niveau international, le G20 doit poursuivre ses efforts en vue d'élaborer une nouvelle norme internationale pour taxer les ultra-riches selon des principes coopératifs, en veillant à ce que la gouvernance reste au niveau des Nations Unies ;
 - iii. s'attaquer à l'évasion fiscale, à la fraude et à d'autres formes d'abus. Mettre fin aux paradis fiscaux qui permettent aux riches élites et aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt et de priver le reste de la population des ressources nécessaires au bien-être des personnes et de la planète.
- c. Démanteler les monopoles et limiter le pouvoir des grandes entreprises. Il faut que cesse la concentration nouvelle et massive du pouvoir des grandes entreprises, qui trouve ses racines dans les monopoles insatiables du passé colonial et leur fait écho. Les gouvernements doivent user de leur pouvoir pour freiner l'emballement de celui des grandes entreprises et prévenir les injustices dans leurs chaînes d'approvisionnement, au niveau national et international. Ils doivent :
 - i. démanteler les monopoles privés et limiter le pouvoir des grandes entreprises. Les gouvernements peuvent s'inspirer des efforts actuels de lutte contre les monopoles, comme ceux déployés aux États-Unis et en Europe, et des leçons de l'histoire où la concentration des richesses a été combattue avec succès⁵⁶⁵ ;
 - ii. réguler les grandes entreprises de sorte qu'elles payent des salaires décents et s'engagent à garantir la justice en matière de climat et de genre : les paiements de dividendes et les rachats d'actions devraient être interdits jusqu'à ce que cela soit fait. Les syndicats doivent être soutenus, protégés et encouragés. La rémunération des PDG doit être plafonnée et rattachée à leurs performances vis-à-vis de critères sociaux et environnementaux, notamment en matière de plans d'action sur le climat ;

- iii. introduire des mesures juridiquement contraignantes pour garantir les droits des femmes et des populations racisées et pour assurer une diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement, redéfinir les objectifs des grandes entreprises et réguler leur gouvernance de sorte qu'elles opèrent dans l'intérêt des populations et de la planète ;
- iv. mettre fin au monopole sur la connaissance en démocratisant le commerce et en mettant un terme au recours abusif aux règles sur les brevets (par exemple, par les grandes sociétés pharmaceutiques sur les médicaments) qui alimentent les inégalités.

ENCADRÉ 13. LE MOMENT EST VENU DE CRÉER DES MOUVEMENTS POPULAIRES EN FAVEUR DE LA DÉCOLONISATION

2025 est une année clé pour la lutte contre les nouvelles formes de colonialisme. Elle marque le 70^e anniversaire de la Conférence de Bandung, qui a jeté les bases de la vague de solidarité entre pays du Sud ayant conduit à des appels en faveur d'un nouvel ordre économique international⁵⁶⁶. Le grand thème de l'Union africaine pour 2025 est « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine grâce aux réparations »⁵⁶⁷. La quatrième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement se tiendra en 2025, qui marquera le 80^e anniversaire des Nations Unies. Le Sommet mondial pour le développement social aura également lieu en 2025⁵⁶⁸. Autant d'événements qui nous donnent l'opportunité de mettre en place des réformes institutionnelles qui pourraient nous mettre sur la voie d'un futur à égalité.

Dans divers pays comme l'Afrique du Sud⁵⁶⁹, les États-Unis⁵⁷⁰, le Canada⁵⁷¹ et l'Australie⁵⁷², de vastes mouvements appellent à la décolonisation de l'éducation et des espaces publics et cherchent à intégrer les perspectives autochtones, à débarrasser les espaces publics des symboles coloniaux et à mettre fin à la silenciation des femmes et aux violences qui leur sont faites⁵⁷³.

2. Changer radicalement la gouvernance mondiale pour promouvoir la souveraineté des populations des pays du Sud.

- a. Garantir la représentation. Décoloniser les institutions mondiales et réformer leurs structures de gouvernance pour permettre une représentation et un pouvoir décisionnel équitables pour les pays du Sud. Cela inclut ce qui suit :
 - i. Changer le mode électoral au sein de la Banque mondiale et du FMI et permettre aux pays du Sud d'exercer plus d'influence sur les politiques qui les concernent directement afin de garantir qu'aucune nation ne dispose d'un véritable droit de veto.
 - ii. Veiller à ce que toutes les nominations à la direction de toutes les institutions et agences des Nations Unies, y compris au sein du FMI et de la Banque mondiale, s'inscrivent dans des processus ouverts et transparents, fondés sur le mérite⁵⁷⁴.
 - iii. Abolir le droit de veto des cinq membres permanents (« P5 ») du Conseil de sécurité des Nations Unies et restructurer sa composition afin d'y inclure des sièges permanents pour les pays du Sud. Adopter un modèle décisionnel féministe axé sur la voix des femmes, des peuples autochtones, des communautés locales et des groupes marginalisés afin de donner la priorité à la paix, aux droits humains et à la justice de genre par rapport aux intérêts impérialistes⁵⁷⁵.
 - iv. Réformer le financement des Nations Unies pour s'assurer qu'elles sont intégralement financées par des contributions automatiques proportionnelles de toutes les nations. Cela les affranchira des contributions volontaires des gouvernements des pays du Nord et des acteurs privés.
- b. Modifier le contenu des politiques promues par ces institutions.
 - i. Le FMI et la Banque mondiale doivent :
 1. Éviter les conditionnalités économiques fondées sur la nécessité de la consolidation budgétaire, de l'austérité ou de la déréglementation lors de l'octroi de prêts et de financements sous forme de subventions. Celles-ci peuvent contraindre les pays à prendre des décisions politiques qui accroissent les inégalités⁵⁷⁶.

2. Cesser de promouvoir les politiques néolibérales défaillantes et qui privilégient les intérêts du secteur privé au détriment du bien-être des citoyen·nes et des travailleurs et travailleuses. Ces politiques ont des effets négatifs sur le développement en raison de la privatisation des biens publics, notamment la santé et l'éducation.
 3. Réorienter leurs priorités de résultats purement économiques vers une réduction rapide et radicale des inégalités afin de garantir un développement durable, la justice sociale et l'intégrité environnementale. Ce faisant, ils devraient remédier aux héritages coloniaux dans le système économique mondial actuel.
- ii. Les Nations Unies doivent profiter de leur quatrième Conférence internationale sur le financement du développement pour :
1. convenir d'une *initiative de réduction des inégalités* qui place la réduction des inégalités nationales et mondiales au premier plan du financement du développement ;
 2. lancer des négociations pour une Convention-cadre sur la dette souveraine afin de s'attaquer aux causes profondes des crises de la dette et de fournir une approche plus équilibrée de la restructuration et de l'annulation de la dette. Une nouvelle approche est requise pour éviter les conflits d'intérêts et ne pas avantager structurellement les créanciers par rapport aux débiteurs ;
 3. abandonner l'approche consistant à privilégier le financement privé, en particulier pour les secteurs essentiels responsables de la fourniture de biens publics comme la santé et l'éducation. Réformer l'architecture financière internationale.
- c. Renforcer le pouvoir des gouvernements des pays du Sud.
- i. Les institutions et les capacités des pays du Sud doivent être renforcées pour permettre à ceux-ci de jouer un rôle plus actif dans la mise en œuvre des politiques nécessaires à la réduction des inégalités. Ils ont besoin d'une plus grande capacité de négociation pour pouvoir mettre en œuvre ces politiques au sein des institutions mondiales.
 - ii. Les pays du Sud doivent renforcer leur solidarité économique en formant des alliances commerciales et en passant des accords régionaux entre pays du Sud qui donnent la priorité aux échanges équitables et mutuellement bénéfiques, promeuvent l'indépendance économique et s'affranchissent de la dépendance aux anciens pouvoirs coloniaux et aux économies des pays du Nord.
 - iii. Les pays doivent promouvoir un développement collectif dans les pays du Sud, notamment en partageant leurs connaissances, leurs technologies et leurs ressources afin de favoriser le développement durable. Cela permettra aux pays du Sud de construire des économies autonomes capables de résister aux systèmes qui les exploitent à l'échelle mondiale.
 - iv. Les pays du Sud doivent lancer un appel à une conférence générale chargée de réviser la *Charte des Nations Unies*, dans le cadre de l'article 109⁵⁷⁷. Cela pourrait contribuer à la revitalisation tant attendue du Conseil de sécurité et permettre d'établir un nouveau contrat social mondial qui redistribue le pouvoir de manière plus équitable et rend les Nations Unies plus efficaces en renforçant la mise en application et la redevabilité⁵⁷⁸.
- d. Les pays du Nord et les anciennes puissances coloniales⁵⁷⁹ doivent financer une lutte plus radicale contre les inégalités dans le monde.
- i. Les anciennes puissances coloniales doivent payer des réparations (voir la section ci-après).
 - ii. Au-delà de cette obligation, les pays du Nord doivent soutenir l'annulation de toutes les dettes insoutenables et jouer un rôle constructif et pleinement engagé dans le démantèlement de la domination des pays du Nord sur l'économie mondiale sous toutes ses formes.
 - iii. À l'occasion de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et de la quatrième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement en 2025, les pays du Nord doivent prendre des mesures concrètes pour respecter rapidement leur engagement à consacrer au moins 0,7 % de leur RNB à l'APD et combler le déficit de financement pour la réalisation des ODD dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ils doivent également s'engager à payer un minimum de 5 000 milliards de dollars par an au titre de la dette climatique

- et des réparations. Pour obtenir ces ressources, ils doivent augmenter les impôts des grandes entreprises et des particuliers les plus riches, soutenir l'émission régulière de droits de tirage spéciaux (DTS) et autoriser les pays du Sud à utiliser leurs allocations de DTS⁵⁸⁰.
- e. Permettre à toutes les nations, en particulier celles du Sud, de construire un avenir égalitaire fondé sur les services publics et une économie qui prend soin des populations et de la planète.
- i. Prévenir et inverser la financiarisation et la privatisation des secteurs clés de la société, notamment la santé, l'éducation, les transports, l'eau et les soins. La financiarisation et la privatisation sont les moteurs de l'accroissement des inégalités.
- ii. Proposer à la place une éducation et des soins de santé universels de haute qualité, financés et dispensés par les pouvoirs publics, ainsi qu'une protection sociale universelle, pour tou-te-s. Veiller à ce qu'ils soient adaptés sur les plans culturel et linguistique et exempts de toute discrimination à l'égard des groupes racisés.
- iii. Développer les infrastructures de soins en tant que bien public en donnant la priorité aux systèmes de soins collectifs et communautaires qui s'attaquent aux inégalités historiques et garantissent un accès équitable aux ressources. Les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques qui reconnaissent, réduisent, redistribuent et récompensent le travail de soins peu ou non rémunéré et représentent les travailleurs et les travailleuses du secteur des soins, en garantissant l'égalité des chances pour les femmes, les filles et les groupes marginalisés.
- iv. Réformer les programmes et les systèmes éducatifs afin qu'ils reflètent l'histoire, la culture et les perspectives de la population locale. S'affranchir des influences coloniales et veiller à ce que l'éducation soit formatrice et permette aux élèves des communautés les plus touchées par les inégalités de s'émanciper.
- v. Investir dans les transports publics, l'énergie, le logement et d'autres infrastructures publiques afin de réduire rapidement les inégalités.
- vi. Restituer les terres aux populations autochtones ou leur proposer une compensation équitable et des ressources pour le développement durable.
- vii. Démocratiser la gouvernance foncière en donnant la priorité au leadership des populations autochtones et des communautés locales, en particulier des femmes et des autres communautés marginalisées, dans les processus de prise de décision. Veiller à ce que leurs territoires autochtones et leurs droits traditionnels et coutumiers soient protégés et respectés dans toutes les politiques et réglementations liées à la terre, y compris concernant les questions d'indemnisation et de restauration des terres.
- viii. Cesser de négocier, de signer, de ratifier, d'adhérer ou d'étendre de nouveaux accords commerciaux incluant le règlement des différends entre investisseurs et États et se retirer des accords existants⁵⁸¹.
- ix. Réduire les dépenses militaires, arrêter tout commerce des armes avec les pays qui les utilisent pour violer le droit international humanitaire ou les droits humains. Se débarrasser des armes nucléaires et entreprendre un désarmement nucléaire complet. Réaffecter l'argent des armes et de la guerre vers la mise en place de systèmes de solidarité et de soins, l'atténuation de la crise climatique, la production d'énergies vertes, l'éradication de la pauvreté et de la faim, et des investissements dans l'égalité de genre, sociale et économique.
- x. Décoloniser le système de financement : mettre fin aux récits, processus et systèmes coloniaux qui influencent et déterminent l'accès au financement des mouvements dans les pays du Sud qui œuvrent pour un changement transformateur, en particulier les groupes racisés et autres groupes marginalisés, les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes. Assouplir les ressources et les ancrer dans les perspectives et les besoins des mouvements dans les pays du Sud, en particulier des mouvements féministes, afin de décoloniser l'architecture de financement du développement.

3. Mettre fin au racisme, présenter des excuses et réparer les dommages causés par le colonialisme. Mettre un terme à toute forme de colonialisme direct.

- a. Mettre fin au racisme et aux autres formes de discrimination. Tous les pays doivent collaborer avec les communautés et les groupes marginalisés pour élaborer des plans visant à lutter contre le racisme et à y mettre fin, en tant que système structurel et division fondée sur l'identité, ainsi qu'à d'autres formes de division exacerbées par le colonialisme, notamment le sexisme, le tribalisme et le castéisme.
 - i. Tous les pays doivent investir dans le bien-être et l'autonomisation des groupes racisés et des autres groupes historiquement marginalisés afin de lutter contre le racisme, la discrimination basée sur le genre et d'autres divisions. Par exemple, ils doivent garantir l'accès universel à des services publics gratuits tels que les soins de santé et l'éducation (élaborés et dispensés de manière totalement inclusive, sans ségrégation ni exclusion quant aux personnes qui peuvent y accéder et d'un niveau de qualité uniformément élevé), ainsi que des lois qui garantissent les droits des travailleurs et des travailleuses (salaire décent, protections et négociations collectives, travail de soin considéré comme un véritable travail). Les pays doivent s'engager à mettre fin aux inégalités économiques extrêmes au sein des pays et entre eux et à faire progresser les droits économiques et sociaux pour lutter contre le racisme et les diverses formes de division. Ils doivent s'attaquer aux effets combinés du racisme et de la discrimination basée sur le genre, en particulier à l'encontre des femmes migrantes, autochtones, minoritaires et marginalisées du monde entier, afin que les droits humains soient pleinement respectés dans la sphère publique comme dans la sphère privée.
 - ii. Tous les gouvernements doivent soutenir la collecte et la publication de données ventilées de haute qualité sur les résultats économiques, y compris en termes de richesse, de revenu et de développement, pour les différents groupes de genre, raciaux, ethniques et autres qui sont confrontés à la discrimination.
 - iii. Tous les gouvernements doivent mettre en place des investissements et des mécanismes institutionnels pour surveiller et rendre compte des questions de discrimination, aider les personnes faisant l'objet de discriminations, promouvoir l'égalité et soutenir l'élaboration de politiques économiques, sociales et environnementales. Les organismes créés pour protéger les droits des personnes faisant l'objet de discriminations doivent être indépendants, disposer d'un financement et d'un personnel adéquats, et notamment avoir la capacité de représenter ces personnes devant les tribunaux.
 - iv. Dans de nombreux pays, en particulier dans les pays coloniaux anciens et actuels, des changements radicaux sont nécessaires en matière d'immigration, de maintien de l'ordre et d'éducation pour garantir que les groupes minoritaires, souvent issus d'anciennes colonies, soient traités sur un pied d'égalité et qu'il n'y ait plus de racisme institutionnel.
 - v. Toutes les anciennes colonies doivent s'évertuer à réformer ou à supprimer les institutions inégalitaires héritées de l'histoire coloniale. Toutes les lois et pratiques antérieures à l'indépendance qui perpétuent les inégalités et la discrimination doivent être identifiées et remplacées.
 - vi. Tous les pays doivent réformer leur système judiciaire afin de lutter contre les préjugés raciaux qui trouvent leur origine dans les pratiques coloniales. Ils doivent reconnaître légalement les droits des peuples autochtones, y compris le maintien de leurs pratiques culturelles et la gestion de leurs ressources.
 - vii. Tous les pays doivent respecter, protéger et satisfaire les droits humains de tous les groupes discriminés. Il s'agit notamment d'aligner les lois nationales sur les lois et normes internationales pertinentes telles que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), la Déclaration et le Programme d'action de Durban (DPAD) et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de soutenir la revitalisation des langues et des cultures autochtones et d'établir des mécanismes pour surveiller et traiter les nouveaux cas de racisme systémique et de conditions s'apparentant à l'apartheid.

- viii. Tous les pays doivent démanteler les cadres coloniaux qui imposent des rôles de genre immuables, mettre en place des protections juridiques et des politiques antidiscriminatoires qui reconnaissent et affirment les identités de genre diverses, et investir dans des campagnes de sensibilisation du public qui s'opposent aux récits conservateurs et anti-genre en promouvant des informations inclusives et fondées sur des preuves en matière de genre, de droits des femmes et de droits humains.
 - ix. Tous les pays doivent soutenir les mouvements antiracistes des peuples autochtones et des divers groupes sociaux opprimés, ainsi que les coalitions d'organisations féministes, LGBTQIA+ et de défense des droits humains qui s'opposent au racisme, à la rhétorique anti-genre et à l'héritage colonial.
- b. Présenter des excuses pour le colonialisme. Les gouvernements des pays colonisateurs doivent assumer la responsabilité des crimes commis lors de la période coloniale et d'esclavage et se porter garants de la transmission de la mémoire parmi leurs citoyen·nes. Des excuses complètes englobent la reconnaissance de la responsabilité, la garantie de non-répétition et l'engagement à réparer les torts causés conformément aux recommandations du plan en dix points pour la justice réparatrice de la CARICOM, sur lequel toute action visant à remédier à certaines séquelles de l'esclavage peut s'appuyer⁵⁸², notamment :⁵⁸³
- i. Des excuses explicites, sincères et officielles⁵⁸⁴. Cette obligation concerne non seulement les gouvernements, mais aussi l'ensemble des acteurs qui ont profité du colonialisme, notamment les entreprises, les familles royales et les familles riches ;
 - ii. Les anciens pays coloniaux et les États anciennement colonisés doivent envisager de mettre en place des commissions de vérité et réconciliation afin de faire la lumière sur l'ampleur réelle des crimes commis ;
 - iii. Les anciens pays coloniaux et les anciens États colonisés peuvent envisager de mener des enquêtes sur l'impact de l'esclavage et du colonialisme, ainsi que des recherches approfondies sur l'impact du colonialisme sur la justice de genre et la justice raciale, et de mettre au point des méthodes de réconciliation avec la participation des mouvements féministes et de justice raciale afin de révéler l'ampleur des crimes commis ;
- iv. La mise en place d'institutions pour exposer et réparer les conséquences négatives du colonialisme et pour protéger les cultures autochtones qui en ont souffert. Les gouvernements coloniaux et les États colonisateurs doivent soutenir et financer les efforts déployés en ce sens dans les pays anciennement colonisés, en ce qui concerne la violence coloniale et les peuples autochtones, les groupes racisés et les autres groupes historiquement opprimés, notamment les femmes. Les pays colonisateurs et les pays colonisés doivent veiller à ce que leurs systèmes éducatifs enseignent un récit véridique de l'histoire coloniale et de ses héritages contemporains.
- c. Payer des réparations pour le colonialisme. Les auteur·es de crime colonial doivent verser des compensations aux victimes, dans le but de restituer les richesses spoliées, de soulager la blessure causée, de compenser les préjudices subis, de réhabiliter et de prévenir la reproduction des violences. L'Union africaine et avant elle l'Organisation de l'Unité africaine, demandent des réparations depuis 1993⁵⁸⁵. Il ne s'agit pas d'une simple demande de compensation financière, mais d'une demande de justice, qui constitue un moyen parmi d'autres de s'attaquer aux séquelles persistantes de l'esclavage et du colonialisme. Oxfam reconnaît qu'il n'existe pas de méthode de réparation universelle : qui doit payer, combien, comment et à qui sont autant de questions qui dépendent du contexte. Bien que de nombreux aspects opérationnels de l'application des réparations nécessitent un examen plus approfondi, il est temps de s'engager en faveur de cette demande de justice réparatrice et de contribuer à faire en sorte que les gouvernements lèvent les obstacles pour y parvenir.
- Les anciens gouvernements coloniaux doivent :
- i. mettre en place un programme de réparation qui indemnise les personnes et les communautés colonisées et réduites en esclavage en mettant l'accent sur l'appropriation et le contrôle au niveau local et en incluant les peuples autochtones, les groupes racisés et les autres groupes historiquement marginalisés, notamment les femmes et les personnes non binaires ;

- ii. veiller à ce que les processus décisionnels sur les réparations incluent activement les peuples autochtones, les communautés anciennement colonisées et les groupes marginalisés, en particulier les femmes, dans les pays anciennement colonisés et les mouvements locaux, afin de leur permettre de mener et d'élaborer des politiques qui répondent à leurs besoins et priorités spécifiques ;
 - iii. veiller à ce que celles et ceux qui paient les réparations soient celles et ceux qui ont le plus bénéficié du colonialisme. Il est indéniable que le colonialisme a avant tout profité à des personnes fortunées vivant dans les pays riches, dont la richesse et l'héritage perdurent aujourd'hui. Par conséquent, les excuses et les réparations, notamment sous la forme d'impôts, devraient provenir principalement de celles et ceux qui ont le plus bénéficié de la période coloniale, à savoir les grandes entreprises et les personnes les plus riches, en particulier celles qui ont un lien direct avec les crimes coloniaux ;
 - iv. verser également des réparations pour l'impact du colonialisme et de l'esclavage au sein des pays, sur la base des efforts déployés par les mouvements œuvrant pour les réparations au sein des pays. Dans des pays comme les États-Unis, par exemple, des demandes de réparation ont été formulées et des progrès ont été accomplis dans certains États en ce qui concerne les groupes de travail et les commissions en charge des réparations⁵⁸⁶. Certaines collectivités locales, églises et autres institutions versent également des réparations pour l'esclavage.
- d. Mettre un terme à toutes les formes de colonialisme formel.
- i. Les territoires non autonomes doivent pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale pour exercer leur droit à l'égalité et à l'autodétermination, au titre de l'Article 1(2) de la charte de l'ONU et de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁵⁸⁷.
 - ii. Il convient de s'opposer à toute nouvelle forme de colonialisme. Les États tiers peuvent recourir à des mesures restrictives si les auteur-es de violations persistent imperturbablement dans leurs agissements.
 - iii. Il convient de contester tous les narratifs impérialistes pour en bâtir de nouveaux fondés sur les droits humains et l'État de droit.

Un avenir plus égalitaire est possible

On observe de véritables signes d'espoir. L'Union africaine et les membres de la CARICOM ont créé un fonds mondial de réparation et demandé aux nations européennes de présenter des excuses officielles⁵⁸⁸. En 2024, sous le leadership des pays africains, de nombreux pays du Sud se sont unis et ont brillamment entamé des négociations en faveur d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale qui remet en cause la domination exercée depuis des décennies par le club des riches de l'OCDE dans la définition des principes de coopération et des normes fiscales internationales. Par ailleurs, sous l'égide des pays du Sud, le G20 s'est engagé pour la première fois à envisager une coopération mondiale pour taxer plus efficacement les particuliers très fortunés afin de lutter contre les inégalités⁵⁸⁹. L'action en justice intentée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice montre comment les pays du Sud peuvent tirer parti du droit international pour s'attaquer aux violences, à l'injustice et à l'impunité, et pour protéger les communautés marginalisées⁵⁹⁰.

On ne peut que se réjouir de ces efforts déployés par les pays du Sud comme autant de signes annonciateurs d'un nouvel agenda économique plus inclusif et progressiste, en rupture avec le néolibéralisme postcolonial.

La route est encore longue pour donner vie à nos aspirations, mais l'espoir est permis en tirant motivation et inspiration des mouvements populaires qui combattent les inégalités et dénoncent le colonialisme. Un avenir où les peuples autochtones et les minorités vivent libérés de l'héritage dévastateur du colonialisme est possible. Sous la pression de leurs citoyen-nes, les gouvernements peuvent et doivent agir maintenant pour lutter contre les inégalités, redéfinir les règles mondiales, mettre fin au racisme et réparer les crimes coloniaux. Où qu'elles soient, les communautés exploitées ont le droit de prospérer sur une planète protégée, affranchies de l'influence coloniale passée et présente.

Nous sommes solidaires de toutes celles et tous ceux qui luttent pour un monde plus juste, qui se battent chaque jour pour des économies fondées sur les soins et le bien-être de tou-te-s, et non sur la cupidité d'une minorité, et qui portent l'espoir d'un avenir égalitaire.

Notes

- 1 Basé sur le partage du droit de vote au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), principal organe de financement de la Banque mondiale. Voir A. Mohseni-Cheraghloou (11 avril 2022), *Democratic challenges at Bretton Woods Institutions*. The Atlantic Council. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/inequality-at-the-top-democratic-challenges-at-bretton-woods-institutions/>
- 2 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 3.
- 3 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 4.
- 4 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistiques 2 et 8.
- 5 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 5.
- 6 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report: Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet>
- 7 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 8 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.ubs.com/content/dam/static/noindex/wealth-management/emea/ubs-billionaire-ambitions-report-2023.pdf>
- 9 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.
- 10 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.
- 11 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet>
- 12 H. Brennan et M. Durmaz (2024), Conflict zones grow by two thirds globally since 2021, covering 6 million km². Political Risk Outlook. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.maplecroft.com/products-and-solutions/geopolitical-and-country-risk/insights/conflict-zones-grow-by-two-thirds-globally-since-2021-covering-6-million-km2/>
- 13 M. Alestig et al. (2024), *Les inégalités carbone tuent : Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou-te-s*. Dernière visite le 9 décembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curbing-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 14 Oxfam Amérique (2024), Election of Donald Trump "a difficult day in our fight against inequality," says Oxfam America. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.oxfamamerica.org/press/press-releases/election-of-donald-trump-a-difficult-day-in-our-fight-against-inequality-says-oxfam-america/>
- 15 Ibid.
- 16 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 10.
- 17 Banque mondiale (2024), *Poverty and Inequality Platform* (version 20240627_2017_01_02_PROD) [ensemble de données]. Dernière visite le 11 novembre 2024. pip.worldbank.org
- 18 UBS (2023), *Global Wealth Report 2023: Exploring the Fall in Global Household Wealth*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.ubs.com/global/en/wealthmanagement/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023/exploring.html#:~:text=Global%20Wealth%20Report%202023%3A%20exploring,second%20largest%20reduction%20since%202000>
- 19 Nations Unies (8 mars 2024), *1 femme sur 10 dans le monde vit dans l'extrême pauvreté*. Communiqué de presse. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communiqu%C3%A9-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-lextr%C3%Aame-pauvrete>
- 20 Nations Unies (2024), *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2024*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://unstats.un.org/sdgs/gender-snapshot/2024/GenderSnapshot2024.pdf>
- 21 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report*, op. cit.
- 22 A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-in-dex-2024-621653/>
- 23 Ibid.

- 24 A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*, op cit.
- 25 C. Coffey et al. (2020), *Celles qui comptent*. Oxfam International. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf>
- 26 Voir par exemple J. Littler (2018), *Against Meritocracy Culture, power and myths of mobility*. Londres : Routledge ; M. Sandel (2022), *The Tyranny of Merit: What's become of the Common Good?* Londres : Penguin Press.
- 27 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*, op. cit.
- 28 R. Neate (3 avril 2024), *All billionaires under 30 have inherited their wealth, research finds*. *The Guardian*. Dernière visite le 20 octobre 2024. <https://www.theguardian.com/business/2024/apr/03/all-billionaires-under-30-have-inherited-their-wealth-research-finds>
- 29 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*, op. cit.
- 30 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 31 M.-B. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche*. Oxfam. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621477/26/bp-survival-of-the-richest-160123-fr.pdf>
- 32 M.-B. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche*, op. cit.
- 33 C. Brown et al. (2024), *Econo Nuestra: Time for an Economy for Everyone*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://lac.oxfam.org/publicaciones/econonuestra>
- 34 *The Economist* (2014), *The New Age of Crony Capitalism*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.economist.com/leaders/2014/03/13/the-new-age-of-crony-capitalism> ; D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth is Not Merited*. Oxfam. Dernière visite le 30 août 2024. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf ; H. Cortés Saenz et D. Itriago (2018), *The Capture Phenomenon: Unmaking Power*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://cdn2.hubspot.net/hubfs/426027/Oxfam-Website/oi-informes/Capture_Methodology_2018-en.pdf
- 35 *Op.cit.*
- 36 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 37 R. Riddell et al. (2024), *Multinationales et inégalités multiples*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/fr/publications/multinationales-et-inegalites-multiples>
- 38 Cette tendance est à l'œuvre depuis les années 1980. FMI (2021), *Rising Corporate Market Power: Emerging Policy Issues*. Note de discussion du personnel. Dernière visite le 19 novembre 2024. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2021/03/10/Rising-Corporate-Market-Power-Emerging-Policy-Issues-48619> ; CNUCED (2017), *Rapport sur le commerce et le développement 2017. Au-delà de l'austérité : vers une nouvelle donne mondiale*. Dernière visite le 19 novembre 2024. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2017_fr.pdf
- 39 Z. Teachout (2020), *Break 'em Up: Recovering Our Freedom from Big Ag, Big Tech, and Big Money*. New York : All Points Books.
- 40 Forbes (2024), *Jeff Bezos*. Dernière visite le 17 novembre 2024. <https://www.forbes.com/profile/jeff-bezos/?list=rtb/>
- 41 SOMO (2024), *Amazon's European Chokehold*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/06/Rapport-Amazon.pdf>
- 42 Forbes (2024), *Aliko Dangote*. Dernière visite le 5 novembre 2024. <https://www.forbes.com/profile/aliko-dangote/?list=rtb/>
- 43 *The Economist* (2016), *The 1.2 Billion Opportunity*. Rapport spécial : Business in Africa. Dernière visite le 1^{er} décembre 2024. <https://www.economist.com/special-report/2016/04/14/12-billion-opportunities>
- 44 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 45 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 9.
- 46 D. Conn (6 avril 2023), *The British kings and queens who supported and profited from slavery*. *The Guardian*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.theguardian.com/uk-news/2023/apr/06/the-british-kings-and-queens-who-supported-and-profited-from-slavery>

- 47 A. Hochschild (2006), *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*. Mariner Books. pp. 225–233.
- 48 National Trust (2020), *Interim Report on the Connections between Colonialism and Properties now in the Care of the National Trust, Including Links with Historic Slavery*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://nt.global.ssl.fastly.net/binaries/content/assets/website/national/pdf/colonialism-and-historic-slavery-report.pdf>
- 49 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 11.
- 50 M. Green, D. Dorling et R. Mitchell (2018), Updating Edwin Chadwick's Seminal Work on Geographical Inequalities by Occupation. *Social Science & Medicine*, 197, 59–62. Dernière visite le 19 novembre 2024. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.11.055>
- 51 S. Lindqvist (2002), *Exterminate All the Brutes*. Londres : Granta Books.
- 52 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.
- 53 P. Farmer (2006), *The Uses of Haiti*. Maine : Common Courage Press ; L. Bénistant (2022), « The Compensation of Slave Owners After the Abolition of Slavery in the French and British colonies: a Comparative and Quantitative Perspective ». Dernière visite le 15 octobre 2024. <http://piketty.pse.ens.fr/files/Benistant2022.pdf> ; C. Porter et al. (20 mai 2022), *The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers*. *The New York Times*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html>
- 54 National African-American Reparations Commission (2021), *Britain's colonial shame: Slave-owners given huge payouts after abolition*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://reparationscomm.org/reparations-news/britains-colonial-shame-slave-owners-given-huge-payouts-after-abolition/>
- 55 Les préjudices dus à l'esclavage et aux suites de l'esclavage sont estimés respectivement entre 77 000 et 108 000 milliards de dollars US et 22 900 milliards de dollars US. C. Bazelon et al. (2023), *Quantification of Reparations for Transatlantic Chattel Slavery*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.brattle.com/wp-content/uploads/2023/07/Quantification-of-Reparations-for-Transatlantic-Chattel-Slavery.pdf>
- 56 W. Pavia (2023), *Caribbean nations to seek \$33trn in slavery reparations*. *The Times*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.thetimes.com/world/europe/article/caribbean-nations-to-seek-33-trillion-in-slavery-reparations-2mnlz9m9l> [article payant]
- 57 Dont 3 % de taux d'intérêt, selon : T. Craemer (2023), *There Was a Time Reparations Were Actually Paid Out – Just Not to Formerly Enslaved People*. *UConn Today*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://today.uconn.edu/2021/03/there-was-a-time-reparations-were-actually-paid-out-just-not-to-formerly-enslaved-people/> et T. Craemer (2015), *Estimating Slavery Reparations: Present Value Comparisons of Historical Multigenerational Reparations Policies*. University of Connecticut. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/ssqu.12151>
- 58 L. Chancel et T. Piketty (2021), « Global Income Inequality, 1820–2020: the Persistence and Mutation of Extreme Inequality ». *Journal of the European Economic Association*, 19(6), 3025–62. <https://doi.org/10.1093/jeea/jvab047>
- 59 D. Saloni et al. (2023), *Life Expectancy*. Our World in Data. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://ourworldindata.org/life-expectancy>
- 60 C. N. Haddad et al. (17 juin 2024), *Inside the World Bank's new inequality indicator: The number of countries with high inequality*. Blog de la Banque mondiale. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/inside-the-world-bank-s-new-inequality-indicator--the-number-of->
- 61 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 17.
- 62 D. D. Reidpath et P. Allotey (2019), The problem of “trickle-down science” from the Global North to the Global South. *BMJ Global Health*, 2019;4:e001719. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-001719> ; E. Culotta, S. Chakradhar et R. P. Ortega (2024), Remapping Science: Researchers Reckon with a Colonial Legacy. *Science*, 385(6709). Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.science.org/content/article/scientists-confronting-lingering-imprint-colonialism>
- 63 V. Amarante et al. (2021), Underrepresentation of Developing Country Researchers in Development Research. *Applied Economics Letters*, 29(17), 1659–64. <https://doi.org/10.1080/13504851.2021.1965528>

- 64 N. Hillman (2017), *UK is (just) number 1 for educating the world's leaders*. HEPI. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.hepi.ac.uk/2017/08/05/uk-just-number-1-educating-worlds-leaders/>
- 65 R. F. Tusalem (2016), The Colonial Foundations of State Fragility and Failure. *Polity*. 48(4). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1057/s41279-016-0006-4>. Cet article souligne également à quel point la persistance de la fragilité varie selon la puissance qui a colonisé la région.
- 66 A. Quijano et M. Ennis (2000), *Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America*, op. cit.
- 67 C. J. Robinson (2000), *Black Marxism: The Making of the Black Radical Tradition*. Chapel Hill, Caroline du Nord : University of North Carolina Press.
- 68 A. Quijano et M. Ennis (2000), *Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America*. *Nepantla: Views from South* 1(3), 533–580. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://muse.jhu.edu/article/23906>.
- 69 Australian Institute of Health and Welfare (n.d.), *Aboriginal and Torres Strait Islanders Health Performance Framework – Summary Report*. Dernière visite le 16 septembre 2024. <https://www.indigenoushpf.gov.au/report-overview/overview/summary-report/5-tier-2-%E2%80%93-determinants-of-health/income>.
- 70 Ministère des Statistiques d'Afrique du Sud (2020), *How Unequal is South Africa?* Data Stories. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.statssa.gov.za/?p=12930>
- 71 R. Riddell et al. (2024), *Multinationales et inégalités multiples*, op. cit.
- 72 M. Lange, T. Jeong et E. Amasyali (2021), *The Colonial Origins of Ethnic Warfare*, op. cit.
- 73 Par exemple, en Ouganda. F. Meier Zu Selhausen et J. Weisdorf (2016), A Colonial Legacy of African Gender Inequality? Evidence from Christian Kampala, 1895–2011. *The Economic History Review*, 69, 229–57. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/ehr.12120> ; K. Sheldon (2013), Women and Colonialism. *African Studies*. <https://www.oxfordbibliographies.com/display/document/obo-9780199846733/obo-9780199846733-0067.xml>
- 74 K. Sheldon (2013), *Women and Colonialism*, op. cit.
- 75 P. G. Kameri-Mbote (2002), Gender Dimensions of Law, Colonialism and Inheritance in East Africa: Kenyan Women's Experiences. *Verfassung Und Recht in Übersee/Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 35(3), 373–98. Dernière visite le 1^{er} octobre 2024. <https://www.nomos-elibrary.de/10.5771/0506-7286-2002-3-373/gender-dimensions-of-law-colonialism-and-inheritance-in-east-africa-kenyan-women-s-experiences-volume-35-2002-issue-3?page=1>
- 76 C. Voyageur (2011), Female First Nations Chiefs and the Colonial Legacy in Canada. *American Indian Culture and Research Journal*, 35(3). Dernière visite le 1^{er} octobre 2024. <https://escholarship.org/uc/item/1ft8336w>
- 77 ILGA World (2023), *The impact of colonial legacies in the lives of LGBTI+ and other ancestral sexual and gender diverse persons: submission to the Independent Expert on protection against violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity*. Dernière visite le 1^{er} octobre 2024. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/cfi-subm/2308/subm-colonialism-sexual-orientation-cso-ilga-world-joint-submission-input-1.docx>
- 78 E. Han et J. O'Mahoney (2014), British Colonialism and the Criminalization of Homosexuality. *Cambridge Review of International Affairs*, 27(2), 268–88. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://centaur.reading.ac.uk/80592/>
- 79 L. Merling (2022), No voice for the vulnerable: Climate change and the need for quota reform at the IMF. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.bu.edu/gdp/2022/10/11/no-voice-for-the-vulnerable-climate-change-and-the-need-for-quota-reform-at-the-imf/>
- 80 A. Mohseni-Cheraghloou (11 avril 2022), *Democratic challenges at Bretton Woods Institutions*. The Atlantic Council. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/inequality-at-the-top-democratic-challenges-at-bretton-woods-institutions/>
- 81 J. Hickel (26 novembre 2020), *Apartheid in the World Bank and the IMF*. Al Jazeera. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/11/26/it-is-time-to-decolonise-the-world-bank-and-the-imf>
- 82 R. Siddiqui (29 mars 2024), *UN Security Council Reform: The Urgent Need to Decolonize*. Modern Diplomacy. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://moderndiplomacy.eu/2024/03/29/un-security-council-reform-the-urgent-need-to-decolonize/>

- 83 D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints must end*. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end#downloads>
- 84 UNESCO (1995), *Effects of structural adjustment programmes on education and training*. Rapport du Conseil exécutif de l'UNESCO, 147^e session. Dernière visite le 30 août 2024. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000101342>
- 85 M. Thomson, A. Kentikelenis et T. Stubbs (2017), *Structural Adjustment Programmes Adversely Affect Vulnerable Populations: a Systematic-Narrative Review of their Effect on Child and Maternal Health*. *Public Health Reviews*, 38(13). Dernière visite le 13 novembre 2024. <https://doi.org/10.1186/s40985-017-0059-2>
- 86 Debt Justice (2023), *Interest Paid by Low- and Middle-Income Countries on Sovereign External Debt Repayments from 1970–2023*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/Interest-paid-by-global-south-countries-on-sovereign-external-debt-repayments-from-1970-2023.pdf>
- 87 Oxfam (13 avril 2023), *For every \$1 the IMF encouraged a set of poor countries to spend on public goods, it has told them to cut four times more through austerity measures*, op cit.
- 88 FMI (n.d.), *Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://data.imf.org/?sk=e6a5f467-c14b-4aa8-9f6d-5a09ec4e62a4>
- 89 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.
- 90 Tax Justice Network (2021), *Justice fiscale : état des lieux 2021*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2021/>
- 91 Tax Justice Network (n.d.), *Where are tax havens located?* Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://taxjustice.net/faq/where-are-tax-havens-located/>
- 92 W. Dalrymple et O. Fraser (2022), *The Anarchy; The East India Company, Corporate Violence, and the Pillage of an Empire*. Londres : Bloomsbury Publishing.
- 93 J. Hickel, M. Hanbury Lemos et F. Barbour (2024), *Unequal Exchange of Labour in the World Economy*. *Nature Communications*, 15(1), 1–12. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1038/s41467-024-49687-y>
- 94 J. Hickel et al. (2022), *Imperialist Appropriation in the World Economy: Drain From the Global South Through Unequal Exchange, 1990–2015*. *Global Environmental Change*, 73. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102467>
- 95 Britannica (2024), *Bandung Conference*. *Encyclopédie Britannica*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.britannica.com/event/Bandung-Conference>
- 96 African Institutions Support Group (2024), *AU Unveils Bold 2025 Theme: Demand for Justice and Reparations for Africans and Diaspora*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://blackgoldencommunications.com/au-unveils-bold-2025-theme-demand-for-justice-and-reparations-for-africans-and-diaspora/>
- 97 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2024), *UN To Hold «Second World Summit For Social Development» In 2025*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.un.org/en/desa/un-hold-second-world-summit-social-development-2025>
- 98 Le ratio de Palma est un indicateur qui mesure les inégalités de revenu, avec une focalisation sur la distribution des revenus entre les groupes les plus riches et les plus pauvres d'une population. Il a été pensé par l'économiste Gabriel Palma et met en évidence les disparités entre riches et pauvres, contrairement à d'autres indicateurs comme le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités entre chaque tranche de revenu. Voir : A. Kamande (26 juillet 2023), *What is the Palma ratio? And how can it turbo-charge efforts to cut inequality?* Blog Views & Voices d'Oxfam. Dernière visite le 20 novembre 2024. <https://views-voices.oxfam.org.uk/2023/07/what-is-palma-ratio-inequality/>
- 99 F. Kelleher (2021), *The African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and Women: A Pan-African feminist analysis*. FEMNET. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.femnet.org/wp-content/uploads/2021/04/AfCFTA-Pan-African-Policy-Brief-English-2.pdf>
- 100 ONU (n.d.), *Les Nations Unies et la décolonisation*. Dernière visite le 9 décembre 2024. <https://www.un.org/dppa/decolonization/fr/about>
- 101 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 3.
- 102 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 4.

- 103 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistiques 2 et 8.
- 104 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 5.
- 105 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet>
- 106 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 107 UBS (2023), *Billionaires Ambition 2023: Changing of the Guard*. Dernière visite le 30 août 2024. <ubs-billionaire-ambitions-report-2023.pdf>
- 108 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.
- 109 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.
- 110 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*, op.cit.
- 111 H Brennan et M. Durmaz (2024), op.cit.
- 112 Ibid.
- 113 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 10.
- 114 Banque mondiale (2024), *Poverty and Inequality Platform* (version 20240627_2017_01_02_PROD) [ensemble de données]. Dernière visite le 11 novembre 2024. <pip.worldbank.org>
- 115 UBS (2023), *Global Wealth Report 2023: Exploring the Fall in Global Household Wealth*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.ubs.com/global/en/wealthmanagement/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023/exploring.html#:~:text=Global%20Wealth%20Report%202023%3A%20exploring,second%20target%20reduction%20since%202000>
- 116 Nations Unies (2024), *1 femme sur 10 dans le monde vit dans l'extrême pauvreté*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communiqu-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-lextreme-pauvrete>
- 117 Nations Unies (2024), *Progress on the Sustainable Development Goals, The Gender Snapshot 2024*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://unstats.un.org/sdgs/gender-snapshot/2024/GenderSnapshot2024.pdf>
- 118 Programme des Nations Unies pour le développement (2024), *2024 Global Multidimensional Poverty Index (MPI): Poverty amid conflict*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://hdr.undp.org/content/2024-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>
- 119 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2024), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://openknowledge.fao.org/items/d5907579-a913-42ee-80fb-9aad078d5dc4>
- 120 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*, op. cit.
- 121 Ibid.
- 122 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 17.
- 123 A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*. Oxfam. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/>
- 124 Ibid.
- 125 Ibid.
- 126 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 8.
- 127 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 8.
- 128 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 8.
- 129 OIT (5 mars 2023), *New Data Shine Light on Gender Gaps in the Labour Market*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.ilo.org/publications/new-data-shine-light-gender-gaps-labour-market>
- 130 Réserve fédérale américaine (2024), *Distributional Financial Accounts* Dernière visite le 31 octobre 2024. <https://www.federalreserve.gov/releases/z1/dataviz/dfa/distribute/chart/#quarter:139;series:Net%20worth;demographic:race;population:1,3,5,7;units:shares;range:1989.4,2024.2>

- 131 Women's Budget Group, Tax Justice UK and Patriotic Millionaires UK (2023), *Gender wealth gap soars to 42% by age 64 with staggering 177% disparity in shares and severe long-term economic impact on women, warns Women's Budget Group*. Communiqué de presse. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.wbg.org.uk/article/gender-wealth-gap-soars-to-42-by-age-65-with-staggering-177-disparity-in-shares-and-severe-long-term-economic-impact-on-women-warns-womens-budget-group/>
- 132 La définition des pays du Nord et des pays du Sud varie selon les équipes de recherche et les bases de données. Nous nous appuyons sur la liste du Financial Centre for South-South Cooperation pour déterminer ce qu'est un pays du Sud. Il s'agit pour la plupart de pays à revenu faible ou intermédiaire, en développement ou les moins avancés, bien que nous reconnaissons que certains pays du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est et des Caraïbes sont désormais des pays à revenu élevé. La plupart des pays du Sud sont d'anciennes colonies ou semi-colonies, souvent unies autour d'intérêts communs. Ensemble, ces 145 pays (dont la Palestine en tant qu'observateur des Nations Unies) représentent 85,8 % de la population mondiale.
- 133 D. Acemoglu (30 janvier 2017), *The economic impact of colonialism*. Éditorial de CEPR VoxEU. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://cepr.org/voxeu/columns/economic-impact-colonialism>
- 134 L. Chancel et T. Piketty (2021), Global Income Inequality, 1820–2020: the Persistence and Mutation of Extreme Inequality. *Journal of the European Economic Association*, 19(6), 3025–62. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://doi.org/10.1093/jeea/jvab047>
- 135 R. Kanbur, E. Ortiz-Juarez et A. Sumner (2022), *The Global Inequality Boomerang*. IZA Discussion Paper No. 15161. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://ssrn.com/abstract=4114720> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4114720>
- 136 R. Kanbur, E. Ortiz-Juarez et A. Sumner (2022), *The Global Inequality Boomerang*. IZA Discussion Paper No. 15161. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://ssrn.com/abstract=4114720> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4114720>
- 137 M. Tabutin et B. Masquelier (2017), Mortality Inequalities and Trends in Low- and Middle-Income Countries, 1990–2015. *Population*, 72(2017/2), 221–96. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://shs.cairn.info/journal-population-2017-2-page-221?lang=en>
- 138 D. Saloni et al. (2023) *Life Expectancy*. Our World in Data. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://ourworldindata.org/life-expectancy>
- 139 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 18.
- 140 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*, op.cit.
- 141 M. Alestig et al. (2024), *Les inégalités carbone tuent : Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou-te-s*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curbing-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/>
- 142 Banque mondiale. (2024). *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*. op.cit.
- 143 K. Pickett et al. (2024), *The Spirit Level at 15*. Londres : The Equality Trust. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://doi.org/10.15124/yao-de9s-7k93>
- 144 S. Gupta, H. Davoodi et R. Alonso-Terme (1998), *Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?* Document de travail du FMI. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp9876.pdf>
- 145 A. Chong et M. Gradstein (2007), Inequality and Institutions. *The Review of Economics and Statistics*, 89(3), 454–65. Dernière visite le 10 octobre 2024. <http://www.jstor.org/stable/40043041>
- 146 G. Gonzales et al. (2015), *Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality*. Note de discussion du personnel du FMI. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1520.pdf>
- 147 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*. Document de travail du FMI, W0/16/176. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>
- 148 R. G. Wilkinson et K. E. Pickett (2009), Income Inequality and Social Dysfunction. *Annual Review of Sociology*, 35. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev-soc-070308-115926>

- 149 S. Bruce (2018), The Relationship Between Income Inequality and Authoritarianism. SSRN. Dernière visite le 30 août 2024. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3273660
- 150 T. Landman et M. Larizza (2009), Inequality and Human Rights: Who Controls What, When, and How. *International Studies Quarterly*, 55, 715–36. Dernière visite le 30 août 2024. https://repository.essex.ac.uk/3482/1/2009_%20%E2%80%98Inequality%20and%20Human%20Rights_Who%20Controls%20What%2C%20When%2C%20and%20How%E2%80%99.pdf
- 151 U. Uzar (2023), Income Inequality, Institutions and Freedom of the Press: Potential Mechanisms and Evidence. *Sustainability*, 15(17), 12927. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.mdpi.com/2071-1050/15/17/12927>
- 152 Y. Gu et Z. Wang (2022), mer. *Journal of Chinese Political Science*, 27(2), 375–98. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8608558/>
- 153 Oxfam Amérique (2024), Election of Donald Trump “a difficult day in our fight against inequality,” says Oxfam America. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.oxfamamerica.org/press/press-releases/election-of-donald-trump-a-difficult-day-in-our-fight-against-inequality-says-oxfam-america/>
- 154 Les liens de connivence décrivent ici l’influence du secteur privé sur la réglementation par les gouvernements pour servir ses propres intérêts. Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7 pour de plus amples détails.
- 155 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 156 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 157 UBS (2023), *Billionaires Ambition 2023: Changing of the Guard*, op. cit.
- 158 Ibid.
- 159 R. Neate (2024), *All billionaires under 30 have inherited their wealth, research finds*, op. cit.
- 160 Merrill (non daté), *Will the ‘Great Wealth Transfer’ transform the markets?* Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.ml.com/articles/great-wealth-transfer-impact.html>
- 161 R. Neate (2024), *All billionaires under 30 have inherited their wealth, research finds*, op. cit. ; UBS (2023), *Billionaires Ambition 2023: Changing of the Guard*, op. cit.
- 162 M-B. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche*, op. cit.
- 163 C. Brown et al. (2024), *Econo Nuestra: Time for an Economy for Everyone*, op. cit.
- 164 *The Economist* (13 mars 2014), *The New Age of Crony Capitalism*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.economist.com/leaders/2014/03/13/the-new-age-of-crony-capitalism> ; D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth is Not Merited*. Oxfam. Dernière visite le 30 août 2024. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf ; H. Cortés Saenz et D. Itriago (2018), *The Capture Phenomenon: Unmaking Power*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://cdn2.hubspot.net/hubfs/426027/Oxfam-Website/oi-informes/Capture_Methodology_2018-en.pdf
- 165 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 166 R. Riddell et al. (2024), *Inequality, Inc.*, op. cit.
- 167 Cette tendance est à l’œuvre depuis les années 1980. Voir : FMI (2021), *Rising Corporate Market Power*, op. cit. ; CNUCED (2017), *Au-delà de l’austérité : vers une nouvelle donne mondiale*, op. cit.
- 168 N. Glynn et N. Dearden (2023), *Monopoly Capitalism: What is it and how do we fight it?* Global Justice Now. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.globaljustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/03/Monopoly-capitalism-primer-WEB-FINAL.pdf>
- 169 Z. Teachout (2020), *Break ‘em Up: Recovering Our Freedom from Big Ag, Big Tech, and Big Money*, op. cit.
- 170 W. Chen et al. (2019), *Perspectives de l’économie mondiale, avril 2019. Croissance ralentie, reprise précaire*. Chapitre 2 : La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques. FMI. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.imf.org/fr/Publications/WE0/Issues/2019/03/28/world-economic-outlook-april-2019>

- 171 L. Khan et S. Vaheesan (2017), Market Power and Inequality: The Antitrust Counterrevolution and Its Discontents. *11 Harvard Law & Policy Review*, 235. Columbia Law School Faculty Publications Scholarship Archive. Dernière visite le 10 octobre 2024. https://scholarship.law.columbia.edu/faculty_scholarship/2790
- 172 D. A. Vázquez Pimental, I. Macías Ayma et M. Lawson (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richeesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent>
- 173 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.
- 174 Forbes (2024), *Jeff Bezos*, op. cit.
- 175 SOMO (2024), *Amazon's European Chokehold*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/06/Rapport-Amazon.pdf>
- 176 Commission européenne (2023), *Case AT.40462 - Amazon Marketplace and AT.40703 - Amazon Buy Box*. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases1/202310/AT_40703_8990760_1533_5.pdf
- 177 *The Economist* (2016), *The 1.2 Billion Opportunity*. Dernière visite le 21 novembre 2024. https://www.economist.com/sites/default/files/20160416_africa.pdf
- 178 Forbes (2024), *Aliko Dangote*, op. cit.
- 179 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 9.
- 180 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*, op.cit.
- 181 Tableau 9.2. dans M. Moatsos (2021), *Global extreme poverty: Present and past since 1820. How Was Life? Volume II: New Perspectives on Well-being and Global Inequality since 1820*. Paris : Publication de l'OCDE. <https://doi.org/10.1787/e20f2f1a-en>
- 182 En 1900, aux États-Unis, en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne, les 1 % les plus riches détenaient en moyenne 23 % des revenus totaux, tandis que les 50 % les plus pauvres s'en partageaient 15 %. Chiffres provenant de WID ; voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 11.
- 183 M. A. Green, D. Dorling et R. Mitchell (2018), Updating Edwin Chadwick's Seminal Work on Geographical Inequalities by Occupation. *Social Science & Medicine*, 197, 59–62. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.11.055>
- 184 P. Thane (2018), *Poverty in the Divided Kingdom*. *History & Policy*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.historyandpolicy.org/policy-papers/papers/poverty-in-the-divided-kingdom>
- 185 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.
- 186 C. Dejung, D. Motadel et J. Osterhammel (2019), *The Global Bourgeoisie: The Rise of the Middle Classes in the Age of Empire*. Princeton : Princeton University Press.
- 187 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.
- 188 Y. Merouani et F. Perrin (2022), Gender and the Long-run Development Process. A Survey of the Literature. *European Review of Economic History*, 26(4), 612–41. Dernière visite le 21 novembre 2024. <https://doi.org/10.1093/ereh/heac008>
- 189 G. Alfani (2023) *As Gods Among Men: A history of the Rich in the West*. Princeton University Press.
- 190 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.
- 191 The University of Newcastle, Australia (2022), *New Evidence Reveals Aboriginal Massacres Committed on Extensive Scale*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.newcastle.edu.au/newsroom/featured/new-evidence-reveals-aboriginal-massacres-committed-on-extensive-scale> ; A. Brett (2015), "The Miserable Remnant of this Ill-used People": Colonial Genocide and the Mori of New Zealand's Chatham Island. *Journal of Genocide Research*, 17(2), 133–152. Dernière visite le 21 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623528.2015.1027073> ; K. Anderson (2015), *Colonialism and Cold Genocide: The Case of West Papua*. *Genocide Studies and Prevention: An International Journal*, 9(2), 9–25. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://digitalcommons.usf.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1270&context=gsp>
- 192 A. Koch et al. (2019), Earth System Impacts of the European Arrival and Great Dying in the Americas after 1492. *Quaternary Science Reviews*, 207, 12–36. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1016/j.quascirev.2018.12.004>

- 193 F. Dhont et B. Kiernan (2023), *Genocide in the Spice Islands: The Dutch East India Company and the Destruction of the Banda Archipelago Civilisation in 1621*, 186–214. Chapitre dans *The Cambridge World History of Genocide*. N. Blackhawk, B. Kiernan, B. Madley et R. Taylor (eds.) Cambridge : Cambridge University Press.
- 194 W. Van Lent, G. Islam et I. Chowdhury (2022), "Civilized Dispossession": Corporate Accumulation at the Dawn of Modern Capitalism. *Organization Studies*, 43(12), 1941–1966. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1177/01708406211026127>
- 195 B. Salvaing (2020), Travail forcé dans les colonies européennes. *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], ISSN 2677-6588. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/l%27europe-et-le-monde/travail-et-migrations-forces-dans-les-colonies-europeennes/travail-force-dans-les-colonies-europeennes>
- 196 A. Césaire (1950), *Discours sur le colonialisme*. New York : Monthly Review Press, 2000.
- 197 A. Quijano et M. Ennis (2000), Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America, op. cit.
- 198 D. Clingingsmith et J. Williamson (2005), *India's Deindustrialization in the 18th and 19th Centuries*. London School of Economics. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.lse.ac.uk/Economic-History/Assets/Documents/Research/GEHN/GEHNConferences/conf7/Conf7-Williamson.pdf> ; P. Bairoch (1982), International Industrialization Levels from 1750 to 1980. *Journal of European Economic History*, 11(Fall), 269–333.
- 199 U. Patnaik (2017), Revisiting the "Drain", or Transfer from India to Britain in the Context of Global Diffusion of Capitalism dans S. Chakrabarti et U. Patnaik (eds.) *Agrarian and Other Histories: Essays for Binay Bhushan Chaudhuri*. New Delhi : Tulika Books.
- 200 Cela inclut relations commerciales inégales, taxes et manipulation des taux de change ; U. Patnaik (2017), Revisiting the "Drain", or Transfer from India to Britain in the Context of Global Diffusion of Capitalism, op. cit.
- 201 R. Bonfatti et B. Brey (2020), *Trade Disruption, Industrialisation, and the Setting Sun of British Colonial Rule in India*. Dernière visite le 15 octobre 2024. https://www.cesifo.org/DocDL/cesifo1_wp8461.pdf
- 202 O. Gelderblom, A. de Jong et J. Jonker (2013), The Formative Years of the Modern Corporation: The Dutch East India Company VOC, 1602–1623. *The Journal of Economic History*, 73(4) (2013): 1050–76. <https://doi.org/10.1017/S0022050713000879>
- 203 W. Dalrymple et O. Fraser (2022), *The Anarchy; The East India Company, Corporate Violence, and the Pillage of an Empire*. Londres : Bloomsbury Publishing.
- 204 bid.
- 205 La Vanguardia (2023), ¿Adónde fue a parar la plata que España extrajo de América? Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.lavanguardia.com/historiayvida/edad-moderna/20231102/9342112/adonde-parar-plata-espana-extrajo-america.html> ; J. M. Díaz Blanco (2018), La Carrera de Indias (1650-1700): Continuidades, Rupturas, Replanteamientos. *e-Spania*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <http://journals.openedition.org/e-spania/27539>
- 206 C. C. Mann (2012), *1493: Uncovering the New World Columbus Created*, 33–34. Random House Digital, Inc.
- 207 C. Martínez Shaw et M. Alfonso Mola (1999), *Europa y los nuevos mundos en los siglos XV-XVIII*. Madrid : Síntesis. Dans le chapitre La Carrera de Indias, 52–55.
- 208 Y. Chen, N. Palma et F. Ward (2022), *Goldilocks: American precious metals and the Rise of the West*, Tinbergen Institute Discussion Paper. No. TI 2022-063/VI, Tinbergen Institute, Amsterdam et Rotterdam. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/265839/1/22063.pdf>
- 209 Voir *Takers not Makers; Methodology Note*, statistique 16.
- 210 Voir *Takers not Makers; Methodology Note*, statistique 11.
- 211 Bénéfices excédentaires siphonnés par les Pays-Bas, budgets gouvernementaux subventionnant les intérêts néerlandais en Indonésie et revenus gagnés par les Néerlandais-es en Indonésie, mais non rapatriés. Voir : A. Gordon (2012), How Big was Indonesia's "Real" Colonial Surplus in 1878–1941? *Journal of Contemporary Asia*, 42(4), 560–80. Dernière visite le 30 septembre 2024. <https://content.csbs.utah.edu/~mli/Economies%205430-6430/Gordon-How%20Big%20Was%20Indonesia%27s%20Real%20Colonial%20Surplus.pdf>
- 212 Dutch News (2023), *Dutch royals earned €545 million from slavery and colonialism*. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://www.dutchnews.nl/2023/06/dutch-royals-earned-e545-million-from-slavery-and-colonialism/>

- 213 A. Hochschild (2006), *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, 225–33. Mariner Books.
- 214 Par exemple travail forcé, violences, meurtres, en plus des maladies. Voir : A. Hochschild (2006), *King Leopold's Ghost*, op. cit.
- 215 M. Majavu (2023), Toppling the Racist Anglo-Saxon Politics of Cecil Rhodes dans *The Palgrave Handbook on Rethinking Colonial Commemorations*. B. Carlson et T. Farrelly (eds.). Londres : Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-031-28609-4_5 ; B. Johnson (non daté), *Cecil Rhodes*. Historic UK. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.historic-uk.com/HistoryUK/HistoryofEngland/Cecil-Rhodes/> ; U Patnaik et P. Patnaik (2021), *The Drain of Wealth. Colonialism before the First World War. Monthly Review*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://monthlyreviewarchives.org/index.php/mr/article/view/6023>
- 216 Anglo American (4 novembre 2011), *Anglo American agrees acquisition of Oppenheimer family's 40% interest in De Beers*. Dernière visite le 4 novembre 2024. Communiqué de presse. <https://www.angloamerican.com/media/press-releases/archive/2011/2011-11-04>
- 217 N. Behrmann et R. Block (13 juillet 2000), *De Beers Said It Will Abandon Its Monopoly of Diamond Supply. The Wall Street Journal*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.wsj.com/articles/SB963436916393355234> [article payant] ; S. Y. Chang et al. (2002), *The Global Diamond Industry*. Academia. Dernière visite le 14 octobre 2024. https://www.academia.edu/30608243/The_Global_Diamond_Industry ; J. Roberts (2007), *Glitter and Greed: The Secret World of the Diamond Cartel*. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://books.google.hn/books?id=7hJP-PwAACAJ&source=gbs_book_other_versions_r&cad=4
- 218 D. Sullivan et J. Hickel (2023), Capitalism and Extreme Poverty: A Global Analysis of Real Wages, Human Height, and Morality Since the Long 16th Century. *World Development*. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X22002169#b0490>
- 219 Ibid.
- 220 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 11.
- 221 World Inequality Database (2024), *France*. Dernière visite le 6 août 2024. <https://wid.world/fr/country/france-2/>
- 222 P. E. Lovejoy (1989), The Impact of the Atlantic Slave Trade on Africa: A Review of the Literature. *The Journal of African History*, (3), 365–94. Dernière visite le 21 novembre 2024. <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-african-history/article/abs/impact-of-the-atlantic-slave-trade-on-africa-a-review-of-the-literature1/E319C7EACDB81E7B0CCABB16C424682A>
- 223 C. Titas et M. V. van Rossum (2020), Slave Trade and Slavery in Asia- New Perspectives. *Journal of Social History*, 54(1), Fall 2020, 1–14. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://academic.oup.com/jsh/article/54/1/1/5901211>
- 224 A. Reséndez (2016), *The Other Slavery: The Uncovered Story of Indian Enslavement in America (First ed.)*. Houghton Mifflin Harcourt.
- 225 Par exemple au Congo. Voir : T. Smith (2022), *Liberators or Perpetrators? Co-opting, Committing, and Condoning Sexual Violence against Women and Girls in the Early Belgian Congo. Slavery & Abolition*, 43(2), 366–93. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/0144039X.2022.2063235>
- 226 S. J. Micheletti et al. (2020), Genetic Consequences of the Transatlantic Slave Trade in the Americas. *The American Journal of Human Genetics*. 107(2), 265–77. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32707084/>
- 227 P. Brandon et U. Bosma (2021), Slavery and the Dutch Economy, 1750–1800. *Slavery & Abolition*, 42(1), 43–76. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0144039X.2021.1860464>
- 228 D. Conn (2023), *The British kings and queens who supported and profited from slavery*, op. cit.
- 229 N. K. R. Sehgal et A. R. Sehgal (2024), Slaveholder Ancestry and Current Net Worth of Members of the United States Congress, op. cit.
- 230 J. Jasper (18 juin 2020), *Barclays, HSBC and Lloyds among UK banks that had links to slavery. The Guardian*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.theguardian.com/business/2020/jun/18/barclays-hsbc-and-lloyds-among-uk-banks-that-had-links-to-slavery>

- 231 C. Hall et al. (2015), Legacies of British Slave-Ownership: Colonial Slavery and the Formation of Victorian Britain. *The American Historical Review*, 120(1), 385. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1093/ahr/120.1.385a>
- 232 *The Washington Post* (2005), *JP Morgan discloses past links to slavery*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.washingtonpost.com/archive/business/2005/01/21/jp-morgan-discloses-past-links-to-slavery/904ca93a-a6fa-4e8f-aece-be767c76591d/> [article payant] ; JP Morgan Chase Bank, National Association (2016), *Disclosure Statement and Affidavit*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://cao-94612.s3.us-west-2.amazonaws.com/documents/JP-Morgan-Chase-Slavery-Era-Disclosure-2016.pdf>
- 233 NatWest Group (non daté), *Enslavement and Colonialism*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.natwestgroup.com/heritage/subjects/enslavement-and-colonialism.html>
- 234 ABN AMRO (2022), *AMRO apologizes for historic involvement in slavery*. Communiqué de presse. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.abnamro.com/en/news/abn-amro-apologizes-for-historic-involvement-in-slavery>
- 235 Bank of England (19 juin 2020), *Statement in relation to the Bank's historical links to the slave trade*. *Bank of England statement*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.bankofengland.co.uk/news/2020/june/statement-in-relation-to-the-banks-historical-links-to-the-slave-trade>
- 236 K. Fatah-Black, L. Lauret et J. van den Tol (2023), *Serving the Chain?* Dernière visite le 11 octobre 2024. https://www.dnb.nl/media/k21bkwyh/slavernijverleden_en_2023_e.pdf ; DW (7 janvier 2022), *Dutch central bank apologizes for role in slave trade*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.dw.com/en/dutch-central-bank-apologizes-for-role-in-slave-trade/a-62332332>
- 237 National Trust (2020), *Interim Report on the Connections between Colonialism and Properties now in the Care of the National Trust, Including Links with Historic Slavery*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://nt.global.ssl.fastly.net/binaries/content/assets/website/national/pdf/colonialism-and-historic-slavery-report.pdf>
- 238 Bank of England (2022), *The Collection of Slavery Compensation, 1835–43*. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://www.bankofengland.co.uk/working-paper/2022/the-collection-of-slavery-compensation-1835-43>
- 239 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 12.
- 240 C. Hope et D. Gilbert (2020), *How the Government only finished paying off the UK's slavery debt in 2015*. *The Telegraph*. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://www.telegraph.co.uk/news/2020/06/17/government-finished-paying-uks-slavery-debt-2015/> [article payant]
- 241 National African-American Reparations Commission (7 octobre 2021), *Britain's colonial shame: Slave-owners given huge payouts after abolition*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://reparationscomm.org/reparations-news/britains-colonial-shame-slave-owners-given-huge-payouts-after-abolition/>
- 242 P. Farmer (2006), *The Uses of Haiti*, op. cit. ; L. Bénistant (2022), *The Compensation of Slave Owners After the Abolition of Slavery in the French and British Colonies*, op. cit. ; C. Porter et al. (20 mai 2022), *The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers*, op. cit.
- 243 D. Roy et R. C. Labrador (2024), *Haiti's Troubled Path to Development*. Council on Foreign Relations. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.cfr.org/backgrounder/haitis-troubled-path-development>
- 244 W. De Jong et C. Houtekamer (10 novembre 2023), *How the Netherlands compensated slave owners*. NRC Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.nrc.nl/nieuws/2023/11/10/how-the-netherlands-compensated-slave-owners-a4179456>
- 245 L. Bénistant (2022), *The Compensation of Slave Owners After the Abolition of Slavery in the French and British Colonies*, op. cit.
- 246 W. De Jong et C. Houtekamer (2023), *How the Netherlands compensated slave owners*, op. cit.
- 247 L. Lauret (2024), *No Emancipation without Compensation: Slave Owners, Petitions and the End of Slavery in the Netherlands, c. 1833–1873*. *BMGN – Low Countries Historical Review*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://bmgn-lchr.nl/article/view/12783>

- 248 On entend par travail en servitude une forme de travail contractuel où les travailleurs et les travailleuses concluent un accord officiel avec leur employeur certifiant qu'ils et elles travailleront pour lui pour une durée déterminée ou jusqu'au remboursement complet d'une dette. Souvent, les travailleurs et travailleuses en servitude concluent des accords contre leur volonté ou sans le savoir et sont exploités par leurs employeurs. S. P. Raikar (2024), Traduction depuis l'anglais de la définition de « Indentured labour » dans l'*Encyclopaedia Britannica*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.britannica.com/topic/indentured-labor>.
- 249 R. B. Allen (2017), Asian Indentured Labor in the 19th and Early 20th Century Colonial Plantation World. *Oxford Research Encyclopaedia of Asian History*. Dernière visite le 19 octobre 2024. <https://oxfordre.com/asianhistory/view/10.1093/acrefore/9780190277727.001.0001/acrefore-9780190277727-e-33>.
- 250 Britannica, The Editors of Encyclopaedia. « Black Lives Matter. » Encyclopaedia Britannica, 28 octobre 2024. <https://www.britannica.com/topic/Black-Lives-Matter>.
- 251 La Communauté des Caraïbes (CARICOM ou CC) est une organisation intergouvernementale qui constitue une union politique et économique de 15 États membres et de cinq membres associés des Amériques, des Caraïbes et de l'océan Atlantique.
- 252 N. S. Sylla et al. (2024), Global Reparations within Capitalism: Aspirations and Tensions in Contemporary Movements for Reparatory Justice. *Development and Change*, 55(4), 560–600. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/dech.12855>
- 253 Le préjudice quantifié pour les périodes d'esclavage et post-esclavage est estimé à 77 000-108 000 milliards de dollars et à 22 900 milliards de dollars, respectivement. Voir : C. Bazelon et al. (2023), *Quantification of Reparations for Transatlantic Chattel Slavery*, op. cit.
- 254 W. Pavia (2023), *Caribbean nations to seek \$33trn in slavery reparations*, op. cit.
- 255 Avec un taux d'intérêt de 3 % d'après : T. Craemer (2015), *Estimating Slavery Reparations: Present Value Comparisons of Historical Multigenerational Reparations Policies*, op. cit. Université du Connecticut. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/ssqu.12151>.
- 256 A. Enyia (2024), Global Reparations Agenda for Afrodescendants: An Overview of Recent Developments and the Way Forward. *Development and Change*, 55(4), 601–27. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/dech.12849>
- 257 Par exemple, Nations Unies (2023), *Application des activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine*. Rapport du Secrétaire général A/78/317. Genève : Nations Unies. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/245/16/pdf/n2324516.pdf>
- 258 CARICOM Reparations Commission (2014), *CARICOM Ten Point Plan for Reparatory Justice*. Kingston : CARICOM. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://caricom.org/caricom-ten-point-plan-for-reparatory-justice/>
- 259 N. S. Sylla et al. (2024), Global Reparations within Capitalism: Aspirations and Tensions in Contemporary Movements for Reparatory Justice, op. cit ; K. Andrews (2024), The Knife is Still in Our Backs: Reparations Washing and the Limits of Reparatory Justice Campaigns. *Development and Change*, 55(4), 628–50. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/dech.12848>
- 260 56 millions d'autochtones auraient perdu la vie entre 1492 et 1600 suite à la conquête européenne du continent américain. Voir : O. Milman (31 janvier 2019), *European colonization of Americas killed so many it cooled Earth's climate*. *The Guardian*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.theguardian.com/environment/2019/jan/31/european-colonization-of-americas-helped-cause-climate-change> ; A. Koch et al. (2019), *Earth System Impacts of the European Arrival and Great Dying in the Americas after 1492*, op. cit.
- 261 Les XIX^e et XX^e siècles ont connu sept pandémies de choléra (qui ont fait 48 millions de morts) et la « troisième pandémie de peste » (qui a fait 12 millions de morts). Voir : Scalar (2015), *Cholera: The Killer from Calcutta*. Université de Pennsylvanie. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://scalar.usc.edu/works/the-voyages-of-the-clarence/index-3> M ; M. Prabhu et J. Gergen (15 novembre 2021), *Les sept pandémies les plus meurtrières de l'histoire*. Gavi. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.gavi.org/fr/vaccineswork/sept-pandemies-meurtrieres-histoire>
- 262 Université de Newcastle (2022), *New Evidence Reveals Aboriginal Massacres Committed on Extensive Scale*, op. cit. Newsroom ; A. Brett (2015), "The Miserable Remnant of this Ill-used People": Colonial Genocide and the Moriori of New Zealand's Chatham Islands, op. cit.

- 263 M. Adhikari (2010), A Total Extinction Confidently Hoped for: the Destruction of Cape San Society under Dutch Colonial Rule, 1700–1795. *Journal of Genocide Research*, 12(1–2), 19–44. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20941880/>
- 264 N. Penn (2013), The British and the “Bushmen”: the Massacre of the Cape San, 1795 to 1828. *Journal of Genocide Research*, 15(2), 183–200. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/14623528.2013.793081>
- 265 E. De Carvalho (2023), *Migrants and expatriates: Double standards or coloniality*. Working Paper Series *Dipartimento Di Scienze Sociali Ed Economiche*. N 07/2023. Sapienza, Université de Rome. Dernière visite le 30 août 2024. https://web.uniroma1.it/disse/sites/default/files/DISSE_DeCarvalho_wp7_2023.pdf
- 266 J. L. Miège (1993), Migration and decolonization. *European Review*, 1(1), 81–6. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://www.cambridge.org/core/journals/european-review/article/abs/migration-and-decolonization/2B-9D65105692EA237FC0376289BC4E1E>
- 267 E. H. P. Frankema (2005), The Colonial Origins of Inequality: Exploring the Causes and Consequences of Land Distribution. IAI Discussion Papers, No. 119. Georg-August-Universität Göttingen, Ibero-America Institute for Economic Research (IAI), Göttingen. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/27410/1/504473565.PDF>
- 268 Pete Veit (mars 2011), *History of Land Conflicts in Kenya*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://gatesopen-research.org/documents/3-982/pdf>
- 269 Diversity Council Australia (20 juillet 2023), *First Nations facing increased discrimination & cultural load*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.dca.org.au/news/media-releases/first-nations-facing-increased-discrimination>
- 270 Australian Institute of Health and Welfare (non daté), *Aboriginal and Torres Strait Islanders Health Performance Framework*, op. cit.
- 271 L. Lusitini, L. Meehan et G. Pacheco (2024), *Gender and Ethnic Pay Gaps: An Industry-level Portrait of Aotearoa*. New Zealand Policy Research Institute. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://www.aut.ac.nz/_data/assets/pdf_file/0011/929144/Gender-and-ethnic-pay-gaps-An-industry-level-portrait-of-Aotearoa.pdf
- 272 L. Angeles (2005), Income Inequality and Colonialism. University of Manchester Economics Discussion Paper, EDP-0543. Dernière visite le 30 août 2024. <https://hummedia.manchester.ac.uk/schools/soss/economics/discussionpapers/EDP-0543.pdf>
- 273 L. De Vos et M. Willman (2021), Settler Colonial Praxis and Gender in Contemporary Times. *Settler Colonial Studies*, 11(2), 103–117. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/2201473X.2021.1941673>
- 274 H. A. McKenzie et al. (2022), Indigenous Women’s Resistance of Colonial Policies, Practices, and Reproductive Coercion. *Qualitative Health Research*, 32(7), 1031–54. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10497323221087526>
- 275 E. Bowyer (2024), Women Contracting in Law c.1840–1920: Gender and Settler Colonialism in the Courts of Aotearoa New Zealand. Victoria University of Wellington. Dernière visite le 18 novembre 2024. https://openaccess.wgtn.ac.nz/articles/thesis/Women_Contracting_in_Law_c_1840-1920_Gender_and_settler_colonialism_in_the_courts_of_Aotearoa_New_Zealand/26210597?file=47507990
- 276 D. E. Amandor-Wilks (2019), *Land, Labour and Gendered Livelihoods in a ‘Peasant’ and a ‘Settler’ Economy*. Dernière visite le 18 novembre 2024. https://feministafrica.net/wp-content/uploads/2019/10/fa12_feature_ama-nor-wilks.pdf
- 277 E. Klein (2022), Stolenwealth: Examining the Expropriation of First Nations Women’s Unpaid Care. *Australian Feminist Studies*, 37(114), 442–57. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08164649.2023.2241156>
- 278 L. Lenggenhager, L. Bloemert et R. Nghitevelekwa (2021), Turning Land into Capital: Inequality and Reforms in Namibia. *Review of Agrarian Studies*, 11(1). Dernière visite le 10 octobre 2024. https://ageconsearch.umn.edu/record/333705/files/Turning_Land_into_Capital_Inequality_and_Reforms_in_Namibia.pdf
- 279 Muhammed Khalid (non daté), *Economic Inequality in British Colonial Malaya*. Economic History Malaysia (EHM). Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.ehm.my/publications/articles/economic-inequality-in-british-colonial-malaya>

- 280 L. Chancel et al. (2023), Income Inequality in Africa, 1990–2019: Measurement, Patterns, Determinants. *World Development*, 163, mars 2023, 106162. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08164649.2023.2241156>
- 281 Department of Statistics South Africa (2020), *How Unequal is South Africa?*, op. cit.
- 282 L. Findley et L. Ogbu (2011), South Africa: From Township to Town. *Places Journal*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://placesjournal.org/article/south-africa-from-township-to-town/>
- 283 M. Moyd (2017), Resistances and Rebellions (Africa) 1914–1918. Entrée dans *International Encyclopedia of the First World War*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/resistance-and-rebellions-africa/>; N. Domingos, M. B. Jeronimo et R. Roque (2019), *Resistance and Colonialism: Insurgent Peoples in World History*. Londres : Palgrave Macmillan.
- 284 Par exemple : en Algérie (de la résistance face à la colonisation française par des personnalités telles que l'émir Abdelkader jusqu'à l'indépendance), la résistance des Mapuches face à la colonisation espagnole, chilienne et argentine, ou encore les guerres de Nouvelle-Zélande (ou guerres māories). Voir : M. Emerit (2024), *Abdelkader*. *Britannica*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.britannica.com/biography/Abdelkader> ; S. López Vergara et J. A. Lucero (2018), Wallmapu Rising: New Paths in Mapuche Studies. *Latin American Research Review*, 53(3). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.cambridge.org/core/journals/latin-american-research-review/article/wallmapu-rising-new-paths-in-mapuche-studies/B2A0F4EDD20A3B752643209E89FD-C68F> ; D. Keenan (2022), *New Zealand Wars. TeAra: The Encyclopaedia of New Zealand*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://teara.govt.nz/en/new-zealand-wars/print>
- 285 Par exemple, en Inde (avec les mouvements Brahmo et Arya Samaj qui cherchaient à réformer l'hindouisme et à renforcer la société indienne contre l'hégémonie culturelle britannique) et aux États-Unis (avec la danse des Esprits, un mouvement spirituel pratiqué par les tribus amérindiennes au XIX^e siècle selon lequel il était possible de faire revenir les ancêtres, de restaurer les terres traditionnelles et de mettre fin à la domination américaine à travers des danses rituelles - la réaction du gouvernement américain contre ce mouvement a culminé avec le massacre de Wounded Knee). V. Narayanan et E. C. Dimock (2024), Hinduism. *Britannica*. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://www.britannica.com/topic/Hinduism>
- 286 Des boycotts de produits britanniques sont apparus pour protester contre les politiques et pratiques économiques dans des contextes aussi divers que l'Irlande (où le terme « boycott » est né), les États-Unis (avec par exemple la Boston Tea Party) et l'Afrique du Sud (avec le mouvement anti-Apartheid).
- 287 En Éthiopie, l'empereur Ménélik II a utilisé la diplomatie pour se procurer des armes modernes et obtenir la reconnaissance internationale de la souveraineté de son pays. Cela a joué un rôle crucial dans la victoire de l'Éthiopie sur l'Italie lors de la bataille d'Adoua en 1896. En Thaïlande, le roi Rama V a négocié des traités avec la Grande-Bretagne et la France, évitant ainsi la colonisation en positionnant le Siam comme un État tampon neutre entre leurs colonies en Asie du Sud-Est. R. Jonas (2011), *The Battle of Adwa: African victory in the age of empire*. Belknap Press. R. Ashley et A. W. Shipper (2022), *The Art of Thai Diplomacy: Parables of Alliance*. *Pacific Affairs*, 95(2). Dernière visite le 22 novembre 2022. https://pacificaffairs.ubc.ca/files/2023/04/pdfHollandShortlist2022_Ashley_Shipper.pdf
- 288 M. Avery (2022), *Resistance to Colonization and Post-Colonial Economic Outcomes*. Manuscrit non publié.
- 289 A. I. Nwabughuogu (1982), From Wealthy Entrepreneurs to Petty Traders: the Decline of African Middlemen in Eastern Nigeria, 1900–1950. *The Journal of African History*, 23(3), 365–79. Dernière visite le 22 novembre 2024. <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-african-history/article/abs/from-wealthy-entrepreneurs-to-petty-traders-the-decline-of-african-middlemen-in-eastern-nigeria-19001950/AF389C8BB7B87CEB1E1475D-404D3AFFA#>
- 290 C. Dejung, D. Motadel et J. Osterhammel (2019), *The Global Bourgeoisie*, op. cit.
- 291 L. Palagashvili (2018), African chiefs: comparative governance under colonial rule. *Public Choice*, 174(3), 277–300. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://ideas.repec.org/a/kap/pubcho/v174y2018i3d10.1007_s11127-018-0499-3.html
- 292 T. Roy (2018), *Inequality in Colonial India*. LSE Economic History Working Papers. No 286. Dernière visite le 30 août 2014. <https://eprints.lse.ac.uk/90409/1/WP286.pdf>

- 293 E. Peacock (23 janvier 2023), *The Effect of British Colonial Law and Rule on Gender Binaries and Sexual Freedoms*. Global Affairs Review: The Centre for Global Affairs, NYU. Dernière visite le 30 août 2024 https://wp.nyu.edu/schoolofprofessionalstudies-ga_review/british-colonial-rule-gender-binaries/
- 294 A. Quijano et M. Ennis (2000), *Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America*, op. cit.
- 295 P. ex., M. Burrows (1986), "Mission Civilisatrice": French Cultural Policy in the Middle East, 1860–1914, *The Historical Journal*, 29(1), pp. 109–135. doi:10.1017/S0018246X00018641.
- 296 Commission de vérité et réconciliation du Canada. *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir : Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*. (2015) https://publications.gc.ca/collections/col-lection_2016/trc/IR4-7-2015-fra.pdf; Z. Fargher (2013), The Unspoken Genocide: Canada's Residential Schools and Australia's Stolen Generation. *Te Tai Haruru Journal*, 4, 57–78. Dernière visite le 29 septembre 2024. [https://www.auckland.ac.nz/assets/law/Documents/2021/our-research/Te-tai-haruru-journal/Vol4/Te%20Tai%20Haruru%20Journal%204%20\(2013\)%2057%20Fargher.pdf](https://www.auckland.ac.nz/assets/law/Documents/2021/our-research/Te-tai-haruru-journal/Vol4/Te%20Tai%20Haruru%20Journal%204%20(2013)%2057%20Fargher.pdf)
- 297 32,3 %, répartis en 18,8 % pour l'anglais, 6,9 % pour l'espagnol, 3,4 % pour le français et 3,2 % pour le portugais. Voir : CIA (2022), Most Spoken Languages in the World, dans *The World Factbook*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/world/#people-and-society>
- 298 UNESCO (2022), *Pourquoi l'enseignement basé sur la langue maternelle est essentiel*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.unesco.org/fr/articles/pourquoi-lenseignement-base-sur-la-langue-maternelle-est-essentiel>
- 299 UNESCO (2024), *Global Education Monitoring Report 2024/5, Leadership in Education: Lead for Learning*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391406>
- 300 S. Jones (2024), *All the World's Endangered Languages, By Country*. Visual Capitalist. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.visualcapitalist.com/cp/all-the-worlds-endangered-languages-by-country>
- 301 UNESCO (2003), *Vitalité et disparition des langues*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://ich.unesco.org/doc/src/00120-FR.pdf>
- 302 A. Taneja (2023), *The Right to Mother Tongue-based Education in Tribal India: A Comparative Perspective*. Oxfam Inde. Dernière visite le 22 octobre 2024. <https://www.oxfamindia.org/knowledgehub/workingpaper/right-mother-tongue-based-education-tribal-india-comparative-perspective>
- 303 M. S. Bolabiza (2024), *Europe's Original Sin: White Supremacy, Colonialism and Contemporary Racial Wealth Gap*. European Network against Racism. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.enar-eu.org/wp-content/uploads/Europes-Original-Sin-ENAR-Report.pdf>
- 304 C. J. Robinson (2000), *Black Marxism: the Making of the Black Radical Tradition*, op. cit. ; A. Bonds et J. Inwood (2015), Beyond White Privilege: Geographies of White Supremacy and Settler Colonialism. *Progress in Human Geography*, 40(6), 715–33. <https://doi.org/10.1177/0309132515613166>
- 305 G. C. Gree et C. J. Ford (2011), Structural Racism and Health Inequities. *Du Bois Review*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4306458/> ; L. Darling-Hammond (1998), *Unequal Opportunity: Race and Education*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.brookings.edu/articles/unequal-opportunity-race-and-education/>
- 306 House of Commons Women and Equalities Committee (2023), *Black Maternal Health*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://committees.parliament.uk/publications/38989/documents/191706/default/> ; MBRACE-UK (2022), *State of the Nation Report on Perinatal Deaths of Babies Born in the UK in 2022*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://timms.le.ac.uk/mbrace-uk-perinatal-mortality/surveillance/>
- 307 A. Quijano et M. Ennis (2000), *Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America*, op. cit.
- 308 International Development Committee (2022), *Racism in the Aid Sector. First Report of Session 202–23*. House of Commons Committee. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://publications.parliament.uk/pa/cm5803/cm-select/cmintdev/150/report.html>
- 309 P. Cullen, S. McCorriston et A. Thompson (2021), The "Big Survey": Decolonisation, Development and the First Wave of NGO Expansion in Africa After 1945. *The International History Review*, 44(4), 721–750. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/07075332.2021.1976810>

- 310 P. Pallister-Wilkins (2021), Saving the Souls of White Folks: Humanitarianism as White Supremacy. *Security Dialogue*, 52(1). Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://doi.org/10.1177/09670106211024419>
- 311 Bond (17 juin 2021), *Racism, power and truth. Experiences of people of colour in development*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.bond.org.uk/resources/racism-power-and-truth/>
- 312 Un ou une *philanthrocapitaliste* est une personne ou une organisation qui utilise les principes, les outils et les méthodes du capitalisme à des fins philanthropiques. Cette approche se caractérise par une focalisation sur un impact mesurable, la possibilité d'un déploiement à plus grande échelle, et souvent la mainmise sur la gestion ou l'orientation de l'utilisation des fonds.
- 313 P. Buffett (26 juillet 2013), *The Charitable-Industrial Complex*. Dernière visite le 4 novembre 2024. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2013/07/27/opinion/the-charitable-industrial-complex.html> [article payant] ; C. Jochnick (1^{er} août 2013), *Buffett Challenges Philanthropic Peers: Can the Giving Class Address Structural Inequalities?* Oxfam Amérique. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/buffett-challenges-philanthropic-peers/>
- 314 J. Heymann et al. (2023), Race, Ethnicity, and Discrimination at Work: a New Analysis of Legal Protections and Gaps in all 193 UN Countries. *Equality, Diversity and Inclusion*, 42(9), 16–34. Dernière visite le 23 novembre 2024 <https://doi.org/10.1108/EDI-01-2022-0027>
- 315 S. Chakravorty (6 juin 2019), *Did the British invent caste in India? Yes, at least how we see it*. ThePrint. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://theprint.in/pageturner/excerpt/did-the-british-invent-caste-in-india-yes-at-least-how-we-see-it-now/245615/>
- 316 K. Muiga (6 août 2019), *Colonialists didn't fail to root out Africa's tribal politics. They created it*. African Arguments. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://africanarguments.org/2019/08/colonialism-tribal-ethnic-politics-africa/>
- 317 Encyclopedia.com (non daté), Christianity and Colonial Expansion in the Americas, dans *Encyclopedia of Western Colonialism since 1450*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.encyclopedia.com/history/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/christianity-and-colonial-expansion-americas>
- 318 U. Makdisi (2017), *The Mythology of the Sectarian Middle East*. The American Academy in Berlin. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.americanacademy.de/mythology-sectarian-middle-east/>
- 319 M. Lange, T. Jeong et E. Amasyali (2021), The Colonial Origins of Ethnic Warfare, op. cit.
- 320 M. Lugones (2016), The Coloniality of Gender, dans W. Harcourt (ed). *The Palgrave Handbook of Gender and Development*, 13–33. Londres : Palgrave Macmillan. Dernière visite le 18 septembre 2024. https://doi.org/10.1007/978-1-137-38273-3_2 ; O. Oyewùmí (1997), *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses*. Minneapolis : University of Minnesota Press ; A. V. Menon (2023), *The Gender Binary is White Supremacy*. Migrants' Rights Network. Dernière visite le 18 septembre 2024. <https://migrantsrights.org.uk/2023/07/14/the-gender-binary-is-white-supremacy>
- 321 Par exemple, en Ouganda. F. Meier Zu Selhausen et J. Weisdorf (2016), African Gender Inequality. *The Economic History Review*, 69, 229–57. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/ehr.12120>
- 322 K. Sheldon (2013), Women and Colonialism, op. cit.
- 323 E. Guarneri et H. Rainer (2021), Colonialism and Female Empowerment: A Two-sided Legacy. *Journal of Development Economics*, 151. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304387821000456>
- 324 P. G. Kameri-Mbote (2002), Gender Dimensions of Law, Colonialism and Inheritance in East Africa, op. cit.
- 325 C. Voyageur (2011), Female First Nations Chiefs and the Colonial Legacy in Canada, op. cit.
- 326 ILGA World (2023), *The impact of colonial legacies in the lives of LGBTI+ and other ancestral sexual and gender diverse persons*, op. cit.
- 327 E. Han et J. O'Mahoney (2014), British Colonialism and the Criminalization of Homosexuality, op. cit.
- 328 C. Coffey et al. (2020), *Celles qui comptent*, op. cit.
- 329 C. N. Haddad et al. (2024), *Inside the World Bank's new inequality indicator: The number of countries with high inequality*, op. cit.

- 330 D. Saloni et al. (2023), *Life Expectancy*. Our World in Data. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://ourworldindata.org/life-expectancy>
- 331 Organisation mondiale de la Santé (2023), *Trends in maternal mortality 2000 to 2020: estimates by WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group and UNDESA/Population Division*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240068759>
- 332 R. F. Tusalem (2016), *The Colonial Foundations of State Fragility and Failure*, op. cit. Cet article souligne également à quel point la fragilité persistante varie considérablement selon les anciennes puissances coloniales.
- 333 S. Svendsen et al. (2019), *Inequality and Conflict*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://oxfam.dk/documents/noedhjaelp/peacebuilding/inequality_and_conflict_oxfam_ibis_brief_28feb2019.pdf
- 334 J. M. Aburto et al. (2023), A Global Assessment of the Impact of Violence on Lifetime Uncertainty. *Science Advances*, 9(5). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.add9038>
- 335 F. Amberg et al. (2023), Examining the Relationship Between Armed Conflict and Coverage of Maternal and Child Health Services in 35 countries in sub-Saharan Africa; a Geospatial Analysis. *The Lancet Global Health*, 11(6). Dernière visite le 4 novembre 2024. [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(23\)00152-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(23)00152-3/fulltext)
- 336 N. A. Oladayo (2018), The Impact of Conflict on Health Outcomes: a Systematic Evidence from sub-Saharan Africa. *Mgbakoigba: Journal of African Studies*, 8(1). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.ajol.info/index.php/mjas/article/view/187375>
- 337 M. Hussain et al. (2023), Colonization and Decolonization of Global Health: Which Way Forward? *Global Health Action*, 16(1). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/16549716.2023.2186575>
- 338 E. Amster (2022), The Past, Present and Future of Race and Colonialism in Medicine. *Canadian Medical Association Journal*, 194(20). Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://www.cmaj.ca/content/194/20/e708>
- 339 J. Clark, R. Hurley et N. Ladher (2023), What Next for Decolonising Health and Medicine? *BMJ*, 2023(383), 2302. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.bmj.com/content/383/bmj.p2302>
- 340 M. Hussain et al. (2023), Colonization and Decolonization of Global Health: Which Way Forward?, op. cit.
- 341 B. Yanful et al. (2023), Decolonisation and Quality of Care. *BMJ*, 2023, 380:e071585. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.bmj.com/content/380/bmj-2022-071585>
- 342 D. Matasci, M. B. Jerónimo et H. G. Dores (2020), *Education and Development in Colonial and Postcolonial Africa: Policies, Paradigms, and Entanglements, 1890s–1980* (p. 321). Palgrave Macmillian Cham.
- 343 J. Ricart-Huguet (2021), Colonial Education, Political Elites, and Regional Political Inequality in Africa. *Comparative Political Studies*, 54(14). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0010414021997176>
- 344 L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est une organisation intergouvernementale regroupant 38 pays membres, dont une grande majorité de pays à revenu élevé.
- 345 PNUD (2024), *Human Development Report 2023/2024*. Breaking the gridlock. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2023-24reporten.pdf>
- 346 C. Morgan et R. A. Shahjahan (2014), The Legitimation of OECD's Global Educational Governance: Examining PISA and AHELO Test Production. *Comparative Education*, 192–205. DOI : 10.1080/03050068.2013.834559
- 347 Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est une évaluation mondiale normalisée menée par l'OCDE dans le but de produire des données comparables entre les pays, afin d'éclairer les politiques d'éducation et d'améliorer les résultats de l'enseignement. Il évalue les élèves de 15 ans sur des matières clés en se concentrant sur leur capacité à appliquer leurs connaissances et leurs compétences à des situations concrètes.
- 348 V. d'Agnese (2015), PISA's Colonialism: Success, Money, and the Eclipse of Education, *Power and Education*, 7(1), 56–72. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1177/1757743814567387> ; L. Volante et P. Mattei (2024), The Politicization of PISA in Evidence-based Policy Discourses. *Policy Futures in Education*, 22(8), 1554–69. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1177/14782103241227309>

- 349 S. Elks (19 février 2020), *Slavery is still legal in 94 countries- how can we change that?* Forum économique mondial. Dernière visite le 29 septembre 2024. <https://www.weforum.org/agenda/2020/02/slavery-not-a-crime-in-half-the-countries-of-world-new-research/>
- 350 OIT, Walk Free et OIM (2022), *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. Genève. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/global-estimates-modern-slavery-forced-labour-and-forced-marriage>
- 351 K. Sadiq et G. Tsourapas (2023), Labour Coercion and Commodification: from the British Empire to Postcolonial Migration States. *Journal of Ethic and Migration Studies*, 50(3). Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2023.2269778>
- 352 K. Robinson (2022), *What is the Kafala System?* Council on Foreign Relations. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.cfr.org/backgrounder/what-kafala-system>
- 353 G. Zampano (2024), *Italy faces rising problems of 'modern slavery', experts say demands systemic approach*. Anadolu Agency (AA). Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.aa.com.tr/en/europe/italy-faces-rising-problem-of-modern-slavery-experts-say-demands-systemic-approach/3291672>
- 354 C. Ruiz-Ramírez, J. Castillo-Rojas-Marcos et Y. Molinero-Gerbeau (2024), *Essential But Invisible and Exploited: a Literature Review of Migrant Workers' Experiences in European Agriculture*. Oxfam. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621604/20/rr-essential-but-invisible-and-exploited-050624-en-summ.pdf>
- 355 J. Hickel, M. Hanbury Lemos et F. Barbour (2024), *Unequal Exchange of Labour in the World Economy*, op. cit.
- 356 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*. Oxfam. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/lausterite-aussi-une-question-de-genre-comment-les-choix-de-politique-economique-dominants-constituent-une-forme-de-violence-basee-sur-le-genre/>
- 357 OIM ONU Migration (2024), *État de la migration dans le monde 2024*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://worldmigrationreport.iom.int/msite/wmr-2024-interactive/?lang=FR>
- 358 S. Anderson (9 juillet 2023), *65% of top AI Companies have immigrant founders*. Forbes. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.forbes.com/sites/stuartanderson/2023/07/09/65-of-top-ai-companies-have-immigrant-founders/>
- 359 Conseil international des infirmières (2024), *International Council of Nurses Report Submitted to the World Health Organisation in July 2024 as Part of the Latest Reporting Round on Implementation of the WHO Global Code of Practice on the International Recruitment of Health Personnel*. Dernière visite le 4 novembre 2024, <https://www.icn.ch/sites/default/files/2024-08/Reporting%20Round%20Global%20Code%20for%20the%20Recruitment%20of%20International%20Health%20Personnel.pdf>
- 360 F. Crépeau (2014), *Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants : Exploitation des migrants par le travail*. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dernière visite le 5 novembre 2024. <https://www.refworld.org/reference/themreport/unhrc/2014/en/99699>
- 361 OIT (2000), *Une réunion du BIT doit se pencher sur les obstacles ethniques à l'embauche*. Dernière visite le 5 novembre 2024. <https://www.ilo.org/fr/resource/news/une-reunion-du-bit-doit-se-pencher-sur-les-obstacles-ethniques-lembauche>
- 362 OIM ONU Migration (2024), *État de la migration dans le monde 2024*, op. cit.
- 363 E. Marks (2024), *Migrant Workers in the Care Economy*. OIT. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.ilo.org/publications/migrant-workers-care-economy>
- 364 WIEGO (non daté), *Domestic Workers*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.wiego.org/informal-economy/occupational-groups/domestic-workers>
- 365 F. Bonnet, F. Carre et J. Vanek (2022), *Domestic Workers in the World: A Statistical Profile*. WIEGO. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/file/WIEGO_Statistical_Brief_N32_DWs%20in%20the%20World.pdf

- 366 G. B. Souza (2009), Opium and the Company: Maritime Trade and Imperial Finances on Java, 1684–1796. *Modern Asian Studies*, 43(1), 113–33. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1017/S0026749X0700337X> ; A. Ghosh (2024), *Smoke and Ashes: Opium's Hidden Histories*. New York : Farrar, Straus et Giroux.
- 367 Government Opium and Alkaloid Factories. (non daté), *Government Opium Alkaloid Factories*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://goaf.gov.in/main/aboutus>
- 368 E. S. Garcia-Marcano (2021), The Nineteenth-Century Anglo-Indian Opium Trade to China and its Lasting Legacy. *Actualidad En Asia* 2021-1. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://publicaciones.eafit.edu.co/index.php/map/article/download/7209/5314/23857>
- 369 A. Ghosh (2024), *Smoke and Ashes: Opium's Hidden Histories*, op. cit.
- 370 J. Lehne (2018), An Opium Curse? The Long-run Economic Consequences of Narcotics Cultivation in British India. Cornell University. Dernière visite le 30 août 2024. https://barrett.dyson.cornell.edu/NEUDC/paper_364.pdf
- 371 S. Berry (2002), Debating the Land Question in Africa. *Comparative Studies in Society and History*, 44(4), 638–68. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://www.cambridge.org/core/journals/comparative-studies-in-society-and-history/article/abs/debating-the-land-question-in-africa/BDF29846398201C5829C260AA7843D27>
- 372 A. Ward et G. M. Baldinelli (2020), *Uneven Ground: Land Inequality at the Heart of Unequal Societies. Research Findings from the Land Inequality Initiative Synthesis Report*. International Land Coalition et Oxfam. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.oxfam.org/en/research/uneven-ground-land-inequality-heart-unequal-societies>
- 373 Ibid.
- 374 C. McGreal (7 février 2008), *Who's to blame? It depends where you begin the story*. *The Guardian*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theguardian.com/world/2008/feb/07/kenya.chrismcgreal> ; Banque mondiale (non daté), *Country Brief: Namibia*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099125103072236050/pdf/P16492705247f507f083f1036e5db61367b.pdf>
- 375 S. Errico (2021), Women's Right to Land Between Collective and Individual Dimensions. Some Insights From sub-Saharan Africa. *Frontiers Sustainable Food Systems*, 5. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://www.frontiersin.org/journals/sustainable-food-systems/articles/10.3389/fsufs.2021.690321/full> ; I. Yngstrom (2002), Women, Wives and Land Rights in Africa: Situating Gender Beyond the Household in the Debate Over Land Policy and Changing Tenure Systems. *Oxford Development Studies*, 30(1), 21–40. <https://doi.org/10.1080/136008101200114886>
- 376 R. Willoughby et T. Gore (2018), *Derrière le code-barre*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/fr/publications/derriere-le-code-barre-des-inegalites-en-chaines>
- 377 IPES-Food (2024), *Land Squeeze: What is Driving Unprecedented Pressures on Global Farmland and What Can Be Done to Achieve Equitable Access to Land?* Dernière visite le 30 août 2024. <https://ipes-food.org/wp-content/uploads/2024/05/LandSqueeze.pdf>
- 378 L. Allam et C. Wahluist (23 mai 2021), *A year on from the Juukan Gorge destruction, Aboriginal sacred sites remain unprotected*. *The Guardian*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/may/24/a-year-on-from-the-juukan-gorge-destruction-aboriginal-sacred-sites-remain-unprotected>
- 379 J. Latimore (2024), *How Indigenous people got zilch from a billion-dollar mining bonanza*. *The Age*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theage.com.au/politics/victoria/how-indigenous-people-got-zilch-from-a-billion-dollar-mining-bonanza-20240425-p5fmh2.html>
- 380 O. Balch (15 novembre 2013), *The mismatch between Indigenous communities and mining wealth*. *The Guardian*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/mismatch-indigenous-mining-wealth-utopia>
- 381 Par exemple, en Australie. Voir : G. Barrie (2021), Chapter 2: The Mabo-Decision and the “Discovery” of Native Title in Australia and Beyond. Dans *Litigating the Rights of Minorities and Indigenous Peoples in Domestic and International Courts*, 8–52. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://brill.com/edcollchap-0a/book/9789004461666/BP000002.xml?language=en>
- 382 Les peuples autochtones et les communautés locales sont généralement des groupes ethniques qui descendent des habitant-es originel-les d'une région donnée et qui s'y identifient, contrairement aux groupes qui se sont installés, ont occupé ou colonisé la région plus récemment.

- 383 A. Larson et al. (2022), Chapter 4: Land Rights of Indigenous Peoples and Local Communities. Dans *The Land Gap Report*. Dernière visite le 10 octobre 2024. https://landgap.org/downloads/2022/Land-Gap-Report_Chapter-4.pdf
- 384 Oxfam, Action Aid et Al Mezan (2024), Compelled to flee: cycles of Israeli forced displacement of Palestinians. https://oxfam.dk/documents/analyser/noedhjaelp/compelled-to-flee_cycles-of-israelig-forced-displacement-of-palestinians_report_2024.pdf
- 385 Nations Unies (2024). *Legal analysis and recommendations on implementation of the International Court of Justice, Advisory Opinion, Legal Consequences arising from the Policies and Practices of Israel in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem*. Dernière visite le 10 décembre 2024. <https://www.un.org/unispal/document/position-paper-commissionof-inquiry-18oct24/#:~:text=The%20Court%20concluded%20that%20all,assistance%20in%20maintaining%20the%20situation>
- 386 Résolution adoptée par une majorité des deux tiers dans le cadre d'un vote enregistré avec 124 votes en faveur et 14 contre, et 43 abstentions. Le texte intitulé « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé » fait écho à cette opinion, publiée le 19 juillet 2024. Voir, Nations Unies (2024), Point 5 de l'ordre du jour : Mesures illégales prises par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé. Dernière visite le 9 décembre 2024. <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FES-10%2FL.31%-2FRev.1&Language=ES&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>
- 387 N. Singh (2 février 2023), *Climate Justice in the Global South: Understanding the Environmental Legacy of Colonialism*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.e-ir.info/pdf/100404>
- 388 L. Jarosz (2016), Defining and Explaining Tropical Deforestation: Shifting Cultivation and Population Growth in Colonial Madagascar (1896–1940). *Economic Geography*, 69, (4), 366–79. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://doi.org/10.2307/143595>
- 389 G. Ceballos et al. (2015), Accelerated Modern Human-induced Species Losses: Entering the Sixth Mass Extinction. *Science Advances*, 1(5). Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.1400253>
- 390 M. Curtis (2016), *The New Colonialism: Britain's Scramble for Africa's Energy and Mineral Resources*. War on Want. Dernière visite le 30 août 2024. <https://waronwant.org/sites/default/files/TheNewColonialism.pdf>
- 391 La ruée vers l'Afrique correspond à la conquête et à la colonisation de la majeure partie du continent africain par sept puissances d'Europe occidentale entre 1833 et 1914.
- 392 J. Boafu et al. (2024), The Race for Critical Minerals in Africa: A Blessing or Another Resource Curse? *Resources Policy*, 93, 105046. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301420724004136>
- 393 J. Arvanitakis et M. Fredriksson (2017), *Property, Place and Piracy*. Londres : Routledge. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.routledge.com/Property-Place-and-Piracy/Fredriksson-Arvanitakis/p/book/9781138745131> ; R. Janna (2016), *Biopiracy: when indigenous knowledge is patented for profit*. The Conversation. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://theconversation.com/biopiracy-when-indigenous-knowledge-is-patented-for-profit-55589>
- 394 Commission européenne (2023), *L'OEB accepte l'argument du biopiratage et annule un brevet*. Dernière visite le 15 octobre 2024. <https://cordis.europa.eu/article/id/23505-epo-accepts-biopiracy-argument-and-revokes-patent/fr>
- 395 F. Nibbs (2024), *Colonialism's legacy has left Caribbean nations much more vulnerable to hurricanes*. MSN. Dernière visite le 5 novembre 2024. <https://www.msn.com/en-us/news/world/colonialism-s-legacy-has-left-caribbean-nations-much-more-vulnerable-to-hurricanes/ar-AA1slva9>
- 396 C. Aguilar et al. (2023), *Climate Equality: A Planet for the 99%*. Oxfam. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/>

- 397 Crédits carbone : il s'agit de permis autorisant à émettre une certaine quantité de dioxyde de carbone ou d'autres gaz à effet de serre. Un crédit permet généralement l'émission d'une tonne de CO₂. Les entreprises ou les pays peuvent acheter ces crédits pour se conformer aux limites en matière d'émission. Compensations carbone : il s'agit de réductions des émissions de dioxyde de carbone ou d'autres gaz à effet de serre réalisées afin de compenser les émissions générées ailleurs. Par exemple, une entreprise peut investir dans un projet de reboisement pour compenser ses propres émissions.
- 398 T. Arko (2024), *Carbon markets and the new scramble for African land*. Review of African Political Economy. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://roape.net/2024/10/30/carbon-markets-and-the-new-scramble-for-african-land/>
- 399 A. Sen et N. Dabi (2021), *Pas si net : les conséquences des objectifs climatiques « zéro émission nette » sur l'équité foncière et alimentaire*. Oxfam. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/fr/publications/pas-si-net-les-consequences-des-objectifs-climatiques-zero-emission-nette-sur-lequite>
- 400 T. Reeve et L. Walsh (5 décembre 2023), *Laissé-es pour compte en première ligne : Revue des financements climat destinés aux états fragiles et touchés par des conflits en 2019-2020*. Oxfam. Communiqué de presse. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/laissees-pour-compte-en-premiere-ligne>
- 401 N. Routley (12 janvier 2018), *Map: All of the World's Borders by Age*. Visual Capitalist. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.visualcapitalist.com/map-worlds-borders-by-age/>
- 402 Conférence de Berlin (1884–1885). Réunion au cours de laquelle les grandes puissances européennes ont négocié et officialisé leurs revendications territoriales en Afrique ; également appelée Conférence de Berlin sur l'Afrique de l'Ouest. Extrait de : E. Health (2010), *Encyclopaedia of Africa*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.oxfordreference.com/display/10.1093/acref/9780195337709.001.0001/acref-9780195337709-e-0467>
- 403 Britannica (non daté), *Sykes-Picot Agreement, 1916*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.britannica.com/event/Sykes-Picot-Agreement> ; R. M. Kulik (non daté), *Partition of India*. Britannica. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.britannica.com/event/Partition-of-India>
- 404 S. Ray (2018), Beyond Divide and Rule: Explaining the Link between British Colonialism and Ethnic Violence. *Nationalism and Ethnic Politics*, 24(4), 367–88. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/13537113.2018.1522745>
- 405 R. F. Tusalem (2016), *The Colonial Foundations of State Fragility and Failure*, op. cit.
- 406 S. Michalopoulos et E. Papaioannou (2020), Historical Legacies and African Development. *Journal of Economic Literature*, 58(1), 53–128. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/jel.20181447>
- 407 M. Lange, T. Jeong et E. Amasyali (2021), *The Colonial Origins of Ethnic Warfare*, op. cit.
- 408 N. Cheeseman et F. Fisher (31 octobre 2019), *How colonial rule predisposed Africa to fragile authoritarianism*. The Conversation. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://theconversation.com/how-colonial-rule-predisposed-africa-to-fragile-authoritarianism-126114>
- 409 F. D. Colburn (2020), *Colonialism, Independence, and the Construction of Nation-States*. New York : Palgrave Macmillan. <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-54716-5>
- 410 M. Davis (2000), *Late Victorian Holocausts*. Londres et New York : Verso. Dernière visite le 4 novembre 2024 ; S. Ambirajan (1976), Malthusian Population Theory and Indian Famine Policy in the Nineteenth Century. *Population Studies*, 30(1). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/00324728.1976.10412717>
- 411 D. Sullivan et J. Hickel (2023), *Capitalism and Extreme Poverty*, op. cit.
- 412 S. Mallik (2023), *Colonial Biopolitics and the Great Bengal Famine of 1943*. *GeoJournal*, 88(3), 3205–21. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://link.springer.com/article/10.1007/s10708-022-10803-4>
- 413 B. Kuchay (1^{er} avril 2019), *Churchill's policies to blame for 1943 Bengal famine: Study*. Al Jazeera. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.aljazeera.com/news/2019/4/1/churchills-policies-to-blame-for-1943-bengal-famine-study>

- 414 I. S. Mubin, F. Deek et A. Shaikh (2022), The Susceptibility of South Asians to Cardiometabolic Disease as a Result of Starvation Adaptation Exacerbated During the Colonial Famines. *Endocrinology, Diabetes and Metabolism Journal*, 6(2), 1–9. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://researchopenworld.com/the-susceptibility-of-south-asians-to-cardiometabolic-disease-as-a-result-of-starvation-adaptation-exacerbated-during-the-colonial-famines/1>
- 415 D. Acemoglu, S. Johnson et J. A. Robinson (2002), The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91(5). Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.91.5.1369>
- 416 F. A. Fathimah (2018), *The Extractive Institutions and Legacy of Dutch Colonialism in Indonesia: A Historical Case Study*. Uppsala Universitet. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1285721/FULLTEXT01.pdf>
- 417 A. Irarrázaval (2020), *The Fiscal Origins of Comparative Inequality Levels: an Empirical and Historical Investigation*. LSE Economic History Working Papers, no. 314, dernière visite le 30 août 2024. <https://www.lse.ac.uk/Economic-History/Assets/Documents/WorkingPapers/Economic-History/2020/WP314.pdf>
- 418 A. Irarrázaval (2020), *The Fiscal Origins of Comparative Inequality Levels*, op. cit.
- 419 F. Cooper (2002), *Africa since 1940*. Cambridge : Cambridge University Press.
- 420 V. Saleh-Hanna (2020), Colonialism, Crime, and Social Control. *Criminology and Criminal Justice*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190264079.013.650>
- 421 CIA (non daté), Field Listing – Legal system dans *The World Factbook*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/about/archives/2022/field/legal-system/>
- 422 K. McBride (2016), Chapter 1: Colonialism and the Rule of Law dans *Mr. Mothercountry: The Man Who Made the Rule of Law*. Oxford: Oxford University Press.
- 423 M. Kanna (2020), Furthering decolonization: Judicial Review of Colonial Criminal Law. *Duke Law Journal*, 70(2), dernière visite le 16 octobre 2024. <https://scholarship.law.duke.edu/dlj/vol70/iss2/3/>
- 424 E. Bell (2024), Normalising the Exceptional: British Colonial Policing Cultures Come Home. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*. Dernière visite le 21 octobre 2024. <http://journals.openedition.org/mimmoc/1286>
- 425 F. Bobin (2020), *How Colonialism Shaped Policing in France*. Jacobin. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://jacobin.com/2020/07/police-racism-france-africans-colonialism> ; M. Rigouste (2022), *France: Des violences policières inscrites dans l'histoire coloniale*. Orient XXI. 21 octobre 2024. <https://orientxxi.info/magazine/france-police-violence-as-part-of-colonial-history,5726>
- 426 J. Go (2023), *Policing Empires: Militarization, Race, and the Imperial Boomerang in Britain and the US*. Oxford: Oxford University Press.
- 427 En vertu du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, les territoires non autonomes sont définis comme des « territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ». Par sa résolution 66 (II) du 14 décembre 1946, l'Assemblée générale a dressé une liste de 72 territoires auxquels s'appliquait le Chapitre XI de la Charte. Les territoires dépendants sont des territoires gouvernés par un État souverain, mais qui ne font pas partie du territoire continental et disposent souvent d'un certain degré d'autonomie représenté par des autorités locales. Ils ne bénéficient pas d'une indépendance politique ou d'une souveraineté totale en tant qu'État. Voir : Nations Online (non daté), *Dependent Areas*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://nationsonline.org/oneworld/territories.htm>
- 428 F. Kuwonu (28 octobre 2020), *Quatre pays africains lors de la création de l'ONU à San Francisco en 1945*. Africa Renewal. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/octobre-2020/quatre-pays-africains-lors-de-la-creation-de-lonu-%C3%A0-san-francisco-en-1945>
- 429 Nations Unies (non daté), *Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.un.org/fr/about-us/growth-un-membership-1945-present>
- 430 1,75 million de personnes. Voir : Nations Unies (non daté), *Territoires non autonomes*. Dernière visite le 18 novembre 2024. <https://www.un.org/dppa/decolonization/fr/nsgt>
- 431 Britannica (2024), *Decolonization*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.britannica.com/topic/decolonization>

- 432 J. Kumari (1986), *Feminism and Nationalism in the Third World*. Londres : Zed Books.
- 433 C. Enloe (2014), *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. Oakland : University of California Press.
- 434 J. M. Alexander et C. T. Mohanty (1997), *Feminist Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures*. New York : Routledge.
- 435 G. Zhou (2024), Rise of Global South and Changes in Contemporary International Order. *China International Strategy Review*, 6, 58–77. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://doi.org/10.1007/s42533-024-00160-x>
- 436 Le Mouvement des non-alignés (MNA) est un forum de 120 pays qui ne sont pas formellement alignés avec ou dressés contre un bloc de grandes puissances. Il a été fondé pendant la guerre froide pour promouvoir les intérêts des pays du Sud. Le G-77 est une coalition de 134 pays du Sud au sein des Nations Unies qui a pour vocation de promouvoir les intérêts collectifs de ses membres.
- 437 Nations Unies (1974), *Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international*. Bibliothèque numérique des Nations Unies. Dernière visite le 17 septembre 2024. https://digitallibrary.un.org/record/218450/files/A_RES_3201%28S-VI%29-FR.pdf?ln=fr
- 438 K. Gray et B. K. Gills (2016), South–South Cooperation and the Rise of the Global South. *Third World Quarterly*, 37(4), 557–574. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1128817> ; S. Nicholls (2024), Non-aligned Common Front: Strategic Imaginaries of the New International Economic Order (NIEO). *Development in Practice*, 1–11. Dernière visite le 23 novembre 2024. <https://doi.org/10.1080/09614524.2024.2400160>
- 439 Nations Unies (14 décembre 2022), *General Assembly Takes Up Second Committee Reports, Adopting 38 Resolutions, 2 Decisions*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://press.un.org/en/2022/ga12482.doc.htm>
- 440 Nations Unies (2022), *Vers un nouvel ordre économique international - Pakistan : projet de résolution [au nom du G-77 et de la Chine]*. Dernière visite le 10 octobre. https://digitallibrary.un.org/record/3990396/files/A_C.2_77_L.2-FR.pdf?ln=fr
- 441 L'Internationale progressiste (2024), *Havana NIEO Congress introduces roadmap for an insurgent Global South*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://progressive.international/wire/2024-05-02-havana-nieo-congress-introduces-roadmap-for-an-insurgent-global-south/en>
- 442 R. Siddiqui (29 mars 2024), *UN Security Council Reform: The Urgent Need to Decolonize*. Modern Diplomacy. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://moderndiplomacy.eu/2024/03/29/un-security-council-reform-the-urgent-need-to-decolonize/>
- 443 C. Mokhiber (9 septembre 2024), *On the need to dismantle the Settler-Colonial Bloc at the UN*. Counter Currents. Dernière visite le 28 août 2024. <https://countercurrents.org/2024/09/on-the-need-to-dismantle-the-settler-colonial-bloc-at-the-un/>
- 444 L. Merling (2022), No voice for the vulnerable: Climate change and the need for quota reform at the IMF. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.bu.edu/gdp/2022/10/11/no-voice-for-the-vulnerable-climate-change-and-the-need-for-quota-reform-at-the-imf/>
- 445 J. Hickel (26 novembre 2020), *Apartheid in the World Bank and the IMF*. Al Jazeera. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/11/26/it-is-time-to-decolonise-the-world-bank-and-the-imf>
- 446 A. Mohseni-Cheraghloou (11 avril 2022), *Democratic challenges at Bretton Woods Institutions*. The Atlantic Council. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/inequality-at-the-top-democratic-challenges-at-bretton-woods-institutions/>
- 447 Bretton Woods Project (23 juillet 2019), *What is the 'gentleman's agreement'?* Bretton Woods Project FAQ. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://www.brettonwoodsproject.org/2019/07/what-is-the-gentlemans-agreement/> ; J. Saldanha et I. Fresnillo (2 mars 2023), *Banga's nomination has Empire written all over it*. Eurodad. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://www.eurodad.org/banga_nomination_wbg_empire
- 448 Nations Unies (2023), *Notre Programme commun - Note d'orientation n° 6 : Réformes de l'architecture financière internationale*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-international-finance-architecture-fr.pdf>

- 449 N. Dearden (2023), *Pharmanomics*. Londres et New York : Verso ; P. Gupta (3 mai 2023), *An effective WTO has to be equitable and transparent*. Observer Research Foundation. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.orfonline.org/expert-speak/there-is-a-need-to-reform-wto-as-it-fails-to-represent-the-interests-of-the-global-south>
- 450 Y. Fukuda (2010), WTO Regime as a New Stage of Imperialism: Decaying Capitalism and its Alternative. *World Review of Political Economy*, 1(3), 485–99. DOI : 10.2307/41931884
- 451 Nations Unies (14 juin 2022), *UN expert urges States to end vaccine apartheid*. Communiqué de presse. Dernière visite le 24 novembre 2024. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/06/un-expert-urges-states-end-vaccine-apartheid> ; P. Ranald (2022), Trade rules have thwarted global efforts to fight Covid. The WTO must deliver on a vaccine IP waiver. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/feb/23/trade-rules-have-thwarted-global-efforts-to-fight-covid-the-wto-must-deliver-on-a-vaccine-ip-waiver>
- 452 Global Health 50/50 (2022), *Boards for All? A Review of Power, Policy and People on the Boards of Organisations Active in Global Health*. Dernière visite le 30 août 2024. https://globalhealth5050.org/wp-content/themes/global-health/reports/2022/media/Boards%20for%20All_Global%20Health%2050_50%20Report_OnlineMarch2022.pdf
- 453 M. J. Cohen, A. Croome et E. Nalbandian (2024), *Veto contre l'humanité : La paix dans le monde entravée par quelques nations puissantes*. Oxfam. Dernière visite le 24 novembre 2024. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621621/bp-vetoing-humanity-190924-fr.pdf>
- 454 Ibid.
- 455 M. O. Baumann et S. Haug (2024), *Financing the United Nations: Status Quo, Challenges and Reform Options*. Institut allemand pour le développement et la durabilité. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://library.fes.de/pdf-files/international/21124.pdf>
- 456 Bureau du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires des Nations Unies (non daté), *Who Funds the UN? Funding Sources*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.financingun.report/un-financing/un-funding/funding-entity>
- 457 ITU (non daté), *List of all UN agencies, funds and Programmes*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.itu.int/online/mm/scripts/gensell1?memb=UNSYSTEM>
- 458 Pour plus d'informations sur les calculs et l'explication des catégories, voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 19.
- 459 D. D. Reidpath et P. Allotey (2019), The problem of “trickle-down science” from the Global North to the Global South. *BMJ Global Health*, 2019;4:e001719. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-001719> ; E. Culotta, S. Chakradhar et R. P. Ortega (2024), Remapping Science: Researchers Reckon with a Colonial Legacy. *Science*, 385(6709). Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.science.org/content/article/scientists-confronting-lingering-imprint-colonialism>
- 460 E. Charani et al. (2022), Funders: The Missing Link in Equitable Global Health Research. *PLOS Global Public Health*, 3;2(6). Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC10021882/>
- 461 V. Amarante et al. (2021), Underrepresentation of Developing Country Researchers in Development Research. *Applied Economics Letters*, 29(17), 1659–64. <https://doi.org/10.1080/13504851.2021.1965528>
- 462 C. György (2024), Mapping the Geography of Editors-in-Chief. *Journal of Data and Information Science*, 9(1), 124–37. <https://doi.org/10.2478/jdis-2024-0002>
- 463 R. C. Briggs et S. Weathers (2016), Gender and Location in African Politics Scholarship: The Other White Man's Burden? *African Affairs*, 115(460), 466–89. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://doi.org/10.1093/afraf/adw009>
- 464 M. Imberg et M. Shaban (2022), *University Alumni Report 2022: Rankings of the Wealthy and Influential*. Altrata. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://info.altrata.com/university-alumni-2022>
- 465 Wealth-X (2018), *Billionaire Census 2018*. Dernière visite le 30 août 2024. https://themetrust.com/wp-content/uploads/2018/06/Wealth-X_Billionaire_Census_2018.pdf
- 466 N. Hillman (2017), *UK is (just) number 1 for educating the world's leaders*, op. cit.
- 467 S. Edwards (2023), *The Chile Project: The Story of the Chicago Boys and the Downfall of Neoliberalism*. Princeton : Princeton University Press.

- 468 G. K. Bhambra (2021), Relations of Extraction, Relations of Redistribution: Empire, Nation, and the Construction of the British Welfare State. *The British Journal of Sociology*, 73, 4–15. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9306532/pdf/BJOS-73-4.pdf>
- 469 A. Gwaindepi (2023), *African taxation system remains unfair since colonial times*. Danish Institute for International Studies. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.diis.dk/en/research/african-taxation-system-remains-unfair-since-colonial-times>
- 470 M. Keen et J. Slemrod (2021), *Rebellion, Rascals, and Revenue: Tax Follies and Wisdom Through the Ages*. Princeton : Princeton University Press ; D. Brautigam, O-H. Fjeldstad et M. Moore (2008), *Taxation and State-Building in Developing Countries – Capacity and Consent*. Cambridge : Cambridge University Press.
- 471 Ibid.
- 472 Nalsar University of Law (2023), *Third World Approaches to International Taxation I: Understanding the History of Double Taxation Avoidance Agreements*. Dernière visite le 10 octobre 2023. <https://ctl.nalsar.ac.in/2023/10/06/third-world-approaches-to-international-taxation-i-understanding-the-history-of-double-taxation-avoidance-agreements/>
- 473 Tax Justice Network (non daté), *Where are tax havens located?* Dernière visite le 28 août 2024. <https://taxjustice.net/faq/where-are-tax-havens-located/>
- 474 M. B. Mansour (22 novembre 2023), *UN adopts plans for historic tax reform*. Tax Justice Network. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://taxjustice.net/press/un-adopts-plans-for-historic-tax-reform/> ; B. Medina (23 août 2024), *UN votes to adopt roadmap for global tax convention*. International Consortium of Investigative Journalists. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.icij.org/news/2024/08/un-votes-to-adopt-roadmap-for-global-tax-convention>
- 475 J. E. Stiglitz (2024), *The International Tax System is Broken: But the UN can fix it – if Washington gets out of the way*. Foreign Affairs. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.foreignaffairs.com/world/international-tax-system-broken>
- 476 G 20 (2024), *G20 Rio De Janeiro Leaders' Declaration*. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://g20.org/wp-content/uploads/2024/11/G20-Rio-de-Janeiro-Leaders-Declaration1.pdf> ; Oxfam (2024), *Oxfam reaction to the Rio de Janeiro G20 Ministerial Declaration on International Tax Cooperation: "this is serious global progress"*. Communiqué de presse. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/oxfam-reaction-rio-de-janeiro-g20-ministerial-declaration-international-tax>
- 477 Bilaterals.org (30 mai 2023), *How colonialism shaped free trade agreements: from colonies to neoliberalism*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.bilaterals.org/?how-colonialism-shaped-free-trade-48362>
- 478 TNI (2021), *Foresti vs. South Africa: Measures to remedy discrimination and inequalities*. ISDS Platform. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://isds.bilaterals.org/?foresti-vs-south-africa-measures>
- 479 The Institute for Policy Studies (2024), *The Corporate Assault on Honduras*. Dernière visite le 16 octobre 2024. https://ips-dc.org/wp-content/uploads/2024/10/honduras_isds_full_report.pdf
- 480 HCDH (20 octobre 2023), *Investor-State dispute settlements have catastrophic consequences for the environment and human rights: UN expert*. Communiqué de presse. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/10/investor-state-dispute-settlements-have-catastrophic-consequences>
- 481 R. H. Xiao (8 mars 2022), *Why British Banks dominated Colonial Financial markets for so long*. Blog de la LSE. Dernière visite le 30 août 2024. <https://blogs.lse.ac.uk/economicshistory/2022/03/08/why-british-banks-dominated-colonial-financial-markets-for-so-long/>
- 482 Le Dow Jones Industrial Average (DJIA) et le Standard and Poor's 500 (S&P 500) sont deux des plus importants indices boursiers au monde. Ces indices suivent les performances des plus grandes entreprises cotées en bourse aux États-Unis.
- 483 G. Krozewski et T. Nyamunda (2023), *Money for Africa and Money in Africa: Colonial Currencies and the Making of Economies and States, 1860s–1960s*. *African Studies Review*, 66(3). Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://doi.org/10.1017/asr.2023.26>
- 484 F. Pigeaud et N. S. Sylla (2020), *Africa's Last Colonial Currency: The CFA Franc Story*. Londres : Pluto Press.

- 485 F. Pigeaud (26 janvier 2021), *Franc FCA : le silence complice des progressistes français*. Blog. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://blogs.mediapart.fr/fanny-pigeaud/blog/260121/franc-cfa-le-silence-complice-des-progressistes-francais>
- 486 N. S. Sylla (12 juillet 2017), *The CFA Franc: French Monetary Imperialism in Africa*. Blog de la LSE. Dernière visite le 30 août 2024. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2017/07/12/the-cfa-franc-french-monetary-imperialism-in-africa/>
- 487 N. S. Sylla (2023), The French “Guarantee” of CFA Franc Convertibility: Political and Economic Aspects of a Myth. *Contemporary Issues in African Trade and Trade Finance* (CIAT), 8(1), 20–36. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://media.afreximbank.com/afrexim/CIAT_VOLUME_8_NUMBER_1_2023.pdf
- 488 BCEAO (2023), *Etats financiers de la BCEAO, exercice clos le 31 décembre 2023*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-04/BCEAO-Etats%20financiers%20au%2031%20de%CC%81cembre%202023.pdf>
- 489 N. S. Sylla (2023), The French “Guarantee” of CFA Franc Convertibility: Political and Economic Aspects of a Myth, op. cit.
- 490 A. Siripurapu et N. Berman (2023), *The Dollar: The World’s Reserve Currency*. Council on Foreign Relations. Dernière visite le 24 août 2024. <https://www.cfr.org/backgrounders/dollar-worlds-reserve-currency>; FMI (non daté), *Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://data.imf.org/?sk=e6a5f467-c14b-4aa8-9f6d-5a09ec4e62a4>
- 491 Ibid.
- 492 M. Ali (3 février 2022), *Acute Dollar Dominance*. Phenomenal World. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.phenomenalworld.org/analysis/acute-dollar-dominance/>
- 493 R. Bems et R. Moussa (2023), *Les pays émergents sont les plus pénalisés par le raffermissement du dollar*. Blog du FMI. Dernière visite le 29 septembre 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2023/07/19/emerging-market-economies-bear-the-brunt-of-a-stronger-dollar>
- 494 Institute for Justice and Democracy in Haiti (non daté), *Restitution of Haiti’s Independence Debt from France*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.ijdh.org/our-work/accountability/economic-justice/restitution-of-haitis-independence-debt-from-france>
- 495 L’Indonésie a hérité du gouvernement néerlandais une dette équivalente à environ 3 milliards de dollars au moment de son indépendance (4,5 milliards de florins néerlandais et 100 millions de dollars supplémentaires). N. J. White (2017), The Settlement of Decolonization and Post-colonial Economic Development: Indonesia, Malaysia and Singapore Compared. *Journal of the Humanities and Social Sciences of Southeast Asia*. Dernière visite le 10 octobre 2024. https://brill.com/view/journals/bki/173/2-3/article-p208_3.xml?language=en. En 1950, un dollar américain valait 1,7 florin néerlandais. Le montant en dollars en termes actuels a été calculé à partir de l’indice des prix à la consommation (Consumer Price Index - CPI), selon la formule « dette héritée en dollars x CPI (2024/1950) ». En 1950, l’indice CPI était de 24. Il s’établissait à 312 en 2024.
- 496 Debt Justice (2023), *The Colonial Roots of Global South Debt: a Tale of Plunder, Exploitation and Resistance*. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/The-colonial-roots-of-global-south-debt.pdf>
- 497 M. Kremer et S. Jayachandran (2003), *Odious Debt: When Dictators Borrow, Who Repays the Loan?* Brookings Institution. Dernière visite le 16 octobre 2024. <https://www.brookings.edu/articles/odious-debt-when-dictators-borrow-who-repays-the-loan>
- 498 Debt Justice (2023), *Interest paid by low- and middle-income countries on sovereign external debt repayment from 1970–2023*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/Interest-paid-by-global-south-countries-on-sovereign-external-debt-repayments-from-1970-2023.pdf>
- 499 A. Tiftik, K. Mahmood et R. Aycok (2023), *Global Debt Monitor in Search of Sustainability*. Institute of International Finance. Dernière visite le 16 octobre 2023. https://www.iif.com/portals/0/Files/content/Global%20Debt%20Monitor_Sept2023_vf.pdf
- 500 D. A. Oberdabernig (2010), *The Effects of Structural Adjustment Programs on Poverty and Income Distribution*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://wiiw.ac.at/the-effects-of-structural-adjustment-programs-on-poverty-and-income-distribution-paper-dlp-2017.pdf>

- 501 UNESCO (1995), *Effects of structural adjustment programmes on education and training*, op. cit.
- 502 M. Thomson, A. Kentikelenis et T. Stubbs (2017), *Structural Adjustment Programmes Adversely Affect Vulnerable Populations*, op. cit.
- 503 Oxfam (13 avril 2023), *For every \$1 the IMF encouraged a set of poor countries to spend on public goods, it has told them to cut four times more through austerity measures*, op. cit.
- 504 CNUCED (4 juin 2024), *Global public debt hits record \$97 trillion in 2023, UN urges action*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://unctad.org/news/global-public-debt-hits-record-97-trillion-2023-un-urges-action>
- 505 D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints must end*. Dernière visite le 26 novembre 2024. <https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end#downloads>
- 506 S. Spiegel et O. Schwank (8 juin 2022), *Bridging the 'great finance divide' in developing countries*. Brookings. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.brookings.edu/articles/bridging-the-great-finance-divide-in-developing-countries>
- 507 On entend par financiarisation la domination croissante des motivations financières, des acteurs des marchés et des institutions dans l'économie. Elle affecte à la fois les secteurs public et privé.
- 508 R. Riddell et al. (2023), *Multinationales et inégalités multiples*, op. cit.
- 509 B. Goodair et A. Reeves (2024), *The Effect of Health-care Privatisation on the Quality of Care*. *The Lancet Public Health*, 9(3), e199 – e206. Dernière visite le 11 octobre 2024. [https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667\(24\)00003-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(24)00003-3/fulltext)
- 510 Eurodad (1^{er} décembre 2022), *History RePPeated II – Why Public-Private Partnerships are not the solution*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.eurodad.org/historyrepppeated2>; OMS (non daté), *Addressing the international migration of health workers*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.who.int/activities/addressing-the-international-migration-of-health-workers>
- 511 A. Taneja et A. Sarkar (2023), *First, Do No Harm: Examining the Impact of the IFC's Support to Private Healthcare in India*. Oxfam. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.oxfam.org/en/research/first-do-no-harm-examining-impact-ifcs-support-private-healthcare-india>
- 512 K. Malouf Bous et J. Farr (2019), *False Promises: How Delivering Education Through Public-Private Partnerships Risks Fueling Inequality Instead of Achieving Quality Education For All*. Oxfam. Dernière visite le 21 octobre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/false-promises-how-delivering-education-through-private-schools-and-public-priv-620720/>
- 513 Bretton Woods Project (21 juillet 2022), *World Bank's IFC ends funding for fee-paying primary and secondary school*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.brettonwoodsproject.org/2022/07/world-banks-ifc-ends-funding-for-fee-paying-primary-and-secondary-schools/>
- 514 P. Nogueues-Marco (2020), *Measuring Colonial Extraction: The East India Company's Rule and the Drain of Wealth (27571858)*. Centre for Economic Policy Research Discussion paper series. DP 15431. Dernière visite le 30 août 2024. <http://www.piketty.pse.ens.fr/files/NoguesMarco2020.pdf>
- 515 L. O'Rourke (2016), *The U.S. tried to change other countries' governments 72 times during the Cold War*. *The Washington Post*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/12/23/the-cia-says-russia-hacked-the-u-s-election-here-are-6-things-to-learn-from-cold-war-attempts-to-change-regimes/> [article payant]
- 516 P. Gleijeses (1991), *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944–1954*. Princeton : Princeton University Press.
- 517 P. Kornblug (2013), *The Pinochet File: A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability*. New York : The New Press.
- 518 V. Gerrard-Burnett (2009), Greg Grandin. *Empire's Workshop: Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*. *The American Historical Review*, 114(1), February 2009, 184–85, <https://doi.org/10.1086/ahr.114.1.184-a>
- 519 N. Chomsky (2003), *Hegemony or Survival: America's Quest for Global Dominance*. New York : Metropolitan Books. Dernière visite le 30 août 2024. https://ia803409.us.archive.org/21/items/ManufacturingConsent_201408/Hegemony%20or%20Survival.pdf

- 520 W. Dalrymple et O. Fraser (2022), *The Anarchy; The East India Company, Corporate Violence, and the Pillage of an Empire*, op. cit.
- 521 En droit international, une concession est un territoire situé à l'intérieur d'un pays et administré par une entité autre que l'État qui en détient la souveraineté.
- 522 S. Lowes et E. Montero (1^{er} novembre 2021), *Lasting effects of colonial-era resource exploitation in Congo: Concessions, violence and indirect rule*. VoxDev. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://voxdev.org/topic/institutions-political-economy/lasting-effects-colonial-era-resource-exploitation-congo>; S. Lowes et E. Montero (2020), *Concessions, Violence, and Indirect Rule: Evidence from the Congo Free State*. National Bureau of Economic Research. Document de travail n° 27893. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.nber.org/papers/w27893>
- 523 Zero Carbon Analytics (9 février 2024), *Developing Africa's mineral resources: What needs to happen*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://zerocarbon-analytics.org/archives/netzero/developing-africas-mineral-resources-what-needs-to-happen>
- 524 IEA (2021), *Africa Energy Outlook 2022: Key Findings*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022/key-findings>
- 525 Publish What You Pay (4 septembre 2024), *Briefing : Comment l'Afrique peut-elle tirer le meilleur parti de ses minerais de transition ?* Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://pwyp.org/fr/briefing-comment-lafrique-peut-elle-tirer-le-meilleur-parti-de-ses-minerais-de-transition/>
- 526 Banque mondiale (2022), *World Integrated Trade Solutions*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://wits.worldbank.org/>
- 527 R. Riddell et al. (2023), *Multinationales et inégalités multiples*, op. cit.
- 528 P. Aghion, C. Antonin et S. Bunel (11 mai 2021), *Barriers to entry as another source of top income inequality*. Promarket. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.promarket.org/2021/05/11/barriers-entry-income-inequality-lobbying/>
- 529 UFC Guatemala (2024), *The United Fruit Company and the 1954 Guatemalan Coup*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://ufcguatemala.voices.wooster.edu/>
- 530 Public Eye (22 août 2024), *After Criminal complaint by Public Eye: Glencore convicted following corrupt mine deals in the DRC*. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.publiceye.ch/en/topics/commodities-trading/after-criminal-complaint-by-public-eye-glencore-convicted-following-corrupt-mine-deals-in-the-drc>
- 531 S. Kedem (30 mars 2023), *Despite record industrial profits, DRC's cobalt miners fall further into poverty*. Dernière visite le 30 août 2024. African Business. <https://african.business/2023/03/resources/dracs-cobalt-miners-fall-further-into-poverty>
- 532 CompaniesMarketCap (non daté), *Capitalisation boursière de Glencore*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://companiesmarketcap.com/fr/glencore/capitalisation-boursiere/>
- 533 Glencore a rejoint l'Alliance du Cobalt Équitable en août 2020. Voir : Alliance du Cobalt Équitable. *Glencore*. Dernière visite le 24 novembre 2024. <https://www.faircobaltalliance.org/fr/supply-chain-wide-collaboration/our-members/glencore/>
- 534 Glencore (2023), *Preliminary Results 2022*. Communiqué de presse. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.glencore.com/.rest/api/v1/documents/7ce9527cb786528b7016cd495780a4af/GLEN-2022-Preliminary-Results.pdf>
- 535 J. Jolly (3 novembre 2022), *London court forces Glencore to pay record £281m for bribery in Africa*. *The Guardian*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theguardian.com/business/2022/nov/03/london-court-forces-glencore-to-pay-record-281m-for-bribery-in-africa>
- 536 L. Cohen (28 février 2023), *Glencore sentenced to pay \$700 million in US after bribery guilty plea*. Reuters. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.reuters.com/legal/glencore-sentenced-pay-700-mln-us-after-bribery-guilty-plea-2023-02-28/>
- 537 B. Ndemo (2024), *Addressing digital colonialism: A path to equitable data governance*. UNESCO Inclusive Policy Lab. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://en.unesco.org/inclusivepolicylab/analytics/addressing-digital-colonialism-path-equitable-data-governance>

- 538 M. Silva (2024), *How tech billionaires are killing internet for all. Case study: Big tech's Monopoly power*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.somo.nl/how-tech-billionaires-are-killing-internet-for-all/>
- 539 U. A. Mejias (8 septembre 2020), *To fight data colonialism, we need a Non-Aligned Tech Movement*. Al Jazeera. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/9/8/to-fight-data-colonialism-we-need-a-non-aligned-tech-movement>
- 540 M. Kwet (13 mars 2019), *Digital colonialism is threatening the Global South*. Al Jazeera. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://www.aljazeera.com/opinions/2019/3/13/digital-colonialism-is-threatening-the-global-south/>
- 541 Les analyses ont été effectuées sur des groupes de pays différents selon les équipes de recherche. Beaucoup se concentrent sur l'extraction des pays pauvres vers les pays riches, plutôt que d'utiliser des catégories géographiques. Nous avons utilisé ces estimations tout en reconnaissant qu'il y a une très forte probabilité que les pays du Sud soient pauvres.
- 542 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1. G. Nieves et A. Sodano (2024), *Has the US Exorbitant Privilege Become a Rich World Privilege*. World Inequality Lab. Working paper 24/14. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://prod.wid.world/www-site/uploads/2024/04/WorldInequalityLab_WP2024_14_Has-the-US-exorbitant-privilege-become-a-rich-world-privilege_Final.pdf.
- 543 OCDE (11 avril 2024), *Augmentation de l'aide publique au développement en 2023 avec un soutien accru à l'Ukraine et aux besoins humanitaires*. Communiqué de presse. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2024/04/international-aid-rises-in-2023-with-increased-support-to-ukraine-and-humanitarian-needs.html>
- 544 Il s'agit du processus par lequel les pays riches et les entreprises en position de monopole utilisent leur pouvoir pour réduire les prix des ressources et de la main-d'œuvre dans les pays du Sud, au niveau national et au sein de chaînes d'approvisionnement spécifiques. Par conséquent, les pays du Sud doivent exporter beaucoup plus pour payer les importations du Nord, dont les prix sont beaucoup plus élevés.
- 545 J. Hickel et al. (2022), *Imperialist Appropriation in the World Economy: Drain From the Global South Through Unequal Exchange, 1990–2015*. *Global Environmental Change* 2022, 73:102467. Dernière visite le 24 novembre 2024. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102467>
- 546 Dans les pays du Sud, les salaires sont inférieurs de 87 % pour la main-d'œuvre hautement qualifiée, de 93 % pour la main-d'œuvre moyennement qualifiée et de 95 % pour la main-d'œuvre peu qualifiée. J. Hickel, M. Hanbury Lemos et F. Barbour (2024), *Unequal Exchange of Labour in the World Economy*, op. cit.
- 547 On entend par appropriation du travail le processus par lequel le travail réalisé par la main-d'œuvre, en particulier dans les pays pauvres, est extrait et exploité pour générer des richesses pour les pays riches, souvent sans compensation équitable. Ce concept découle de la manière dont fonctionne le capitalisme mondial, où les disparités en matière de salaires et de droits du travail entraînent un transfert de valeur des personnes qui produisent les biens et les services vers celles qui contrôlent les capitaux et les marchés.
- 548 J. Hickel et al. (2022), *Imperialist Appropriation in the World Economy*, op. cit.
- 549 S. Amo-Agyei (2020), *The Migrant Pay Gap: Understanding Wage Differences Between Migrants and Nationals*. OIT. Dernière visite le 10 octobre 2024. <https://www.ilo.org/resource/brief/migrant-pay-gap-understanding-wage-differences-between-migrants-and>
- 550 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 13.
- 551 C. Parnreiter, L. Steinwarder et K. Kolhoff (2024), *Uneven Development through Profit Repatriation: How Capitalism's Class and Geographical Antagonisms Intertwine*. Antipode : John Wiley & Sons Ltd.
- 552 Tax Justice Network (2023), *Justice Fiscale : État des Lieux 2023*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://taxjustice.net/wp-content/uploads/S0TJ/S0TJ23/French/State%20of%20Tax%20Justice%202023%20-%20Tax%20Justice%20Network%20-%20French.pdf>
- 553 Ibid.
- 554 A. Mold (11 décembre 2023), *Why South–South trade is already greater than North–North trade – and what it means for Africa*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.brookings.edu/articles/why-south-south-trade-is-already-greater-than-north-north-trade-and-what-it-means-for-africa>

- 555 BRICS est une organisation intergouvernementale englobant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La liste des pays s'est élargie en 2024 avec l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis, pour former les BRICS+.
- 556 D. Azevedo et al. (29 avril 2024), *An Evolving BRICS and the Shifting World Order*. Boston Consulting Group Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.bcg.com/publications/2024/brics-enlargement-and-shifting-world-order>
- 557 A. Afota et al. (23 février 2024), Élargissement des BRICS : quelles conséquences potentielles pour l'économie mondiale ? Banque de France. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/elargissement-des-brics-queelles-consequences-potentielles-pour-leconomie-mondiale>
- 558 Groupe de la Banque mondiale (2021), *A Changing Landscape: Trends in Official Financial Flows and the Aid Architecture*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/9eb18daf0e574a0f106a6c-74d7a1439e-0060012021/original/A-Changing-Landscape-Trends-in-Official-Financial-Flows-and-the-Aid-Architecture-November-2021.pdf>
- 559 Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud définit la coopération Sud-Sud comme « une entreprise commune de peuples et pays du Sud, née d'expériences et de sympathies partagées, fondée sur des objectifs communs et sur la solidarité et régie, entre autres, par les principes de la souveraineté et de l'appropriation nationales, en l'absence de toute condition » : <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n16/461/68/pdf/n1646168.pdf>. Les régions n'ont pas toutes la même perception du champ d'application de la coopération Sud-Sud. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'accent est mis sur le renforcement des capacités et l'élaboration de cadres communs. En Asie, il est mis sur le commerce, l'investissement et la coopération économique : https://unctad.org/system/files/official-document/ser-rp-2019d2_en.pdf
- 560 Y. Sperlich et S. Sperlich (2014), Income Inequality in the South–South Integration. *Journal of Economic Integration*, 29(4), 726–58. Dernière visite le 11 octobre 2024. https://www.e-jei.org/upload/JEI_29_4_726_758_2013600060.pdf
- 561 The Reality of Aid Network (2023), *On South–South Cooperation: Assessing its political relevance and envisioning a future beyond technical cooperation*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://realityofaid.org/reality-check-ssc/>
- 562E. Mawdsley (2023), South–South Cooperation and Decoloniality dans *Challenging Global Development*. H. Melber et al. (eds.). Palgrave Macmillan Cham. Dernière visite le 11 octobre 2024. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-30308-1_11
- 563 E. Hogan et S. Patrick (20 mai 2024), A Closer Look at the Global South. Carnegie Endowment for International Peace. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://carnegieendowment.org/research/2024/05/global-south-colonialism-imperialism?lang=en>
- 564 Le ratio de Palma est un indicateur qui mesure les inégalités de revenu, avec une focalisation sur la distribution des revenus entre les groupes les plus riches et les plus pauvres d'une population. Il a été pensé par l'économiste Gabriel Palma et met en évidence les disparités entre riches et pauvres, contrairement à d'autres indicateurs comme le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités entre chaque tranche de revenu. A. Kamande (2023), What is the Palma Ratio? [op. cit.](#)
- 565 R. Riddell et al. (2024), Multinationales et inégalités multiples, *op. cit.*
- 566 Britannica (2024), Bandung Conference. Encyclopédie Britannica. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.britannica.com/event/Bandung-Conference>
- 567 African Institutions Support Group (2024), *AU Unveils Bold 2025 Theme*, *op. cit.*
- 568 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2024), *UN to hold 'Second World Summit for Social Development' in 2025*, *op. cit.*
- 569 M. Cabe (21 août 2023), *How Rhodes Must Fall Amplified Calls to Decolonize*. New Internationalist. Dernière visite le 30 août 2024. <https://newint.org/features/2023/08/21/how-rhodes-must-fall-amplified-calls-decolonize>

- 570 Par exemple, la National Association for the Advancement of Coloured People. Dernière visite le 24 novembre 2024. <https://naacp.org/>
- 571 G. L. X. Woo (2013), Decolonization and Canada's "Idle No More" Movement. *Arctic Review on Law and Politics*, 4(2), 181–206. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.jstor.org/stable/48710182>
- 572 A. Fricker et B. Fricker (4 août 2022), 'Decolonising' classrooms could help keep First Nations kids in school and away from police. *The Conversation*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://theconversation.com/decolonising-classrooms-could-help-keep-first-nations-kids-in-school-and-away-from-police-188067>; T. Jones, C. Dowling et S. Cox (2023), Realising Decolonising Spaces: Relational Accountability in Research Events. *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples*, 19(1). Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/11771801221144640?icid=int.sj-full-text.similar-articles.3>; C. Wahlquist (28 mai 2021), 'The right thing to do': restoring Aboriginal place names key to recognising Indigenous histories. Dernière visite le 4 novembre 2024. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/may/29/the-right-thing-to-do-restoring-aboriginal-place-names-key-to-recognising-indigenous-histories>; Merri-bek City Council (non daté), *Renaming Merri-bek*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.merri-bek.vic.gov.au/my-council/about-council/renamingmerri-bek/>
- 573 Oxfam (non daté), *Women defenders of the land and the environment: silenced voices*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.oxfam.org/en/women-defenders-land-and-environment-silenced-voices>
- 574 Bretton Woods Project (23 juillet 2019), *What is the 'gentleman's agreement'?*, op. cit.
- 575 M. J. Cohen, A. Croome et E. Nalbandian (2024), *Veto contre l'humanité*, op. cit.
- 576 D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*, op. cit.
- 577 Nations Unies (2023), *Charte des Nations Unies, Chapitre XVIII : Amendements (Articles 108 et 109)*. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/chapter-18>
- 578 H. Aly, B. Mofya et A. Bummel (23 septembre 2024), *The UN Charter needs rewriting*. Al Jazeera. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://www.aljazeera.com/opinions/2024/9/23/the-un-charter-needs-rewriting#ixzz8q6tiJXGw>
- 579 La liste des anciennes puissances coloniales peut être établie à partir de la liste des États administrant les anciens territoires sous tutelle et les territoires non autonomes établie par les Nations Unies. Nations Unies (non daté), *Liste des anciens territoires sous tutelle et territoires non autonomes*. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://www.un.org/dppa/decolonization/fr/history/former-trust-and-nsgts>
- 580 D. Jacobs (2024), *Beyond Crises: The Future of Special Drawing Rights as a Source of Development and Climate Finance*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/beyond-crises-the-future-of-special-drawing-rights-as-a-source-of-development-a-621605/>
- 581 Joint Civil Society Organisations (2022), *Déclaration ISDS - Climat*. Dernière visite le 14 novembre 2024. <https://sites.google.com/view/isds-and-climate/fr>
- 582 Voir : CARICOM Reparations Commission (non daté), *10-Point Reparation Plan*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://caricomreparations.org/caricom/caricoms-10-point-reparation-plan/>
- 583 International Center for Transitional Justice (2016), *Réparations*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.ictj.org/fr/reparations>
- 584 Il ne s'agit pas d'exprimer des regrets, mais de présenter des excuses. Des excuses peuvent impliquer (ou non) le fait de reconnaître la responsabilité de ce qui s'est passé, alors que des regrets expriment une peine. Par ex., Australian Commission on Safety and Quality in Health Care (2013), *Saying Sorry: a Guide to Apologising and Expressing Regret in Open Disclosure*. ACSQHC, Sydney. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.safetyandquality.gov.au/sites/default/files/migrated/Saying-sorry-A-guide-to-apologising-and-expressing-regret-during-open-disclosure.doc>

- 585 University of Edinburgh (1993), *The First Pan-African Conference on Reparations: Abuja Proclamation*. Dernière visite le 11 octobre 2024. <https://www.inosaar.llc.ed.ac.uk/en/timeline/first-pan-african-conference-reparations>
- 586 S. Austin (1er septembre 2024), California lawmakers pass landmark bills to atone for racism, but hold off on fund to take action. AP News. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://apnews.com/article/california-reparations-black-african-american-slavery-62fe50116b04f1d4e4a0bf6a434f87bc>
- 587 Nations Unies (non daté), *Les Nations Unies et la décolonisation*. Dernière visite le 28 septembre 2024. <https://www.un.org/dppa/decolonization/fr>
- 588 A. Gentleman (17 novembre 2023), *African and Caribbean nations agree move to seek reparations for slavery*. *The Guardian*. Dernière visite le 30 août 2024. <https://www.theguardian.com/world/2023/nov/17/african-and-caribbean-nations-agree-move-to-seek-reparations-for-slavery>
- 589 G 20 (2024), G20 Rio De Janeiro Leaders' Declaration. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://g20.org/wp-content/uploads/2024/11/G20-Rio-de-Janeiro-Leaders-Declaration1.pdf>; Oxfam (2024), Oxfam reaction to the Rio de Janeiro G20 Ministerial Declaration on International Tax Cooperation: "this is serious global progress". Communiqué de presse. Dernière visite le 28 novembre 2024. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/oxfam-reaction-rio-de-janeiro-g20-ministerial-declaration-international-tax>
- 590 CIJ (2024), *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*. Dernière visite le 29 septembre 2024. <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/192>

© Oxfam International janvier 2025

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. <https://policy-practice.oxfam.org/copyright-permissions>

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

KEDV (www.kedv.org.tr)